

HORIZONS

Magazine mensuel

Edité par l'Agence Mauritanienne d'Information



N° 006 / 1er janvier 2021

prix: 100 MRU



Le Ministre de l'Emploi:

**Plus de 20.000 emplois décentes
créés en l'espace de 9 mois**





Programme du Président de la République :
Engagement citoyen et horizons
prometteurs pour les jeunes

4

6 Le Ministre de l'Emploi :
**Plus de 20.000 emplois décents
créés en l'espace de 9 mois**

28 Ahmed Yahya :
**Ma candidature à la présidence de la CAF
porte un projet d'avenir pour le football africain**

11 Programme prioritaire élargi du Président de la République:
52 000 emplois en 30 mois

17 ANAPEJ:
Un refuge pour les chômeurs

22 Programme Watanouna :
10.000 jeunes volontaires au service du pays

25 « Mon projet, mon avenir » ou l'auto-emploi
jeune en essor

29 La FEMHANDIS, la fédération la plus titrée du pays :
Encore des atouts pour redorer son blason

HORIZONS

Magazine mensuel



Revue Mensuelle Editée par l'Agence
Mauritanienne d'Information (AMI)

Directeur de Publication

Mohamed Fall Oumeir Beye,
Directeur Général de l'AMI

Directeur de la Rédaction

Maarouf Ould Oudaa

Rédacteur en Chef

Khalilou Diagana

Secrétaire de Rédaction

Abderrahmane Ould Cheikh

Maquette

Elhadrami Ould Ahmedou

Tel : +(222) 47 00 00 55

had.mac@gmail.com

Cheikh Mamoudou Sy

AMI

Tél. 45 25 29 70 / 45 25 29 40

Fax : 45 25 55 20

Email : chaabrim@gmail.com

amiakhbar@gmail.com

B.P : 371 / 467

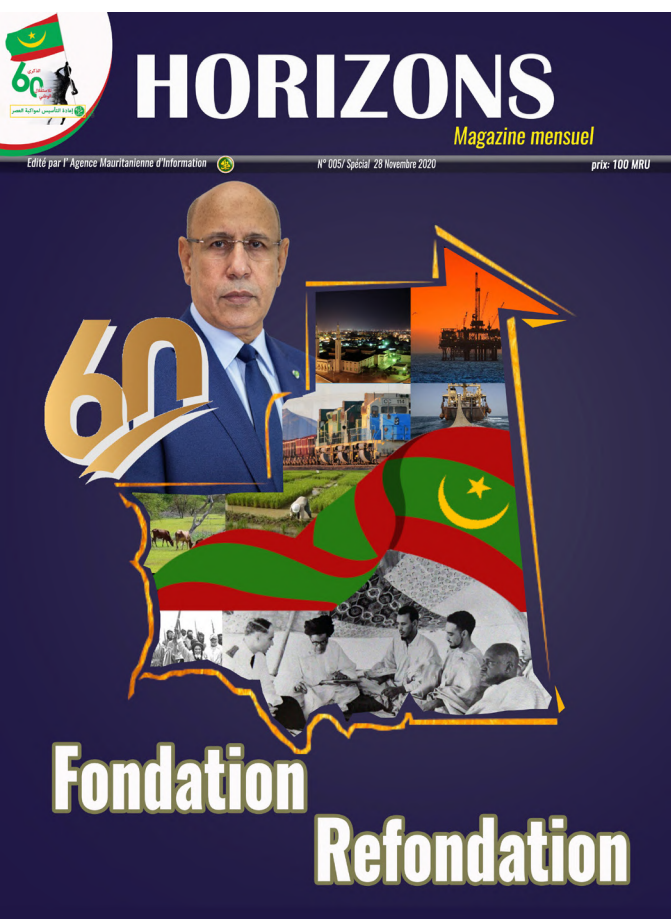
Direction Commerciale :

Tél. 45 25 27 77

Email : dgsami@yahoo.fr



Tirage: Imprimerie AL MAZAYA



Leaders de l'avenir en gestation

Loin des clichés stéréotypés, des effets de mode, des déclarations d'intention et des actions d'éclat, la Mauritanie s'est résolument orientée vers la mise en œuvre d'une véritable politique de jeunesse en plaçant la frange jeune de la société au cœur des stratégies, des objectifs et des actions publics. Les différentes stratégies sectorielles se sont inspirées en cela de la dimension transversale que la jeunesse a occupée, non seulement dans les engagements du Président de la République pour la mandature en cours, mais également dans son programme «Mes Priorités» mis en œuvre par le gouvernement.

Dès son investiture, le choix était fait, la démarche définie et la détermination affichée quand il avait déclaré : «La jeunesse est une priorité pour moi et je suis pleinement conscient de la fragilité dans laquelle elle vit. Ma politique pour la jeunesse sera axée sur la réadaptation, l'emploi stable, le renforcement de la capacité des jeunes à assumer leurs responsabilités et leur intégration dans la vie active. Cette politique comprendra également des volets visant à créer un environnement propice au développement et à la promotion d'activités et de compétences pour les jeunes dans les domaines culturel et sportif».

C'est partant de ce choix et conscients du fait que l'autonomisation des jeunes et leur inclusion dans les différents domaines de la vie en société demeurent garantes de la vitalité de la nation, que les pouvoirs publics ont initié une politique commune et inclusive. Cette politique a su fédérer les différentes actions gouvernementales menées en faveur de la jeunesse à travers l'éducation, la formation, l'emploi, la protection et la promotion de l'esprit de citoyenneté pour induire la valorisation de son plein potentiel.

Cette priorité s'est traduite notamment par la réforme du système éducatif en faveur de l'émergence de l'école républicaine, de l'ancrage de la culture de l'excellence et de la dynamique de création d'emplois au profit de tous les jeunes chômeurs, qu'ils soient diplômés ou non. Mais aussi par la création et la réhabilitation d'infrastructures sportives, culturelles et de loisirs qui ont permis d'élargir les espaces de sociabilisation des jeunes et d'éclosion de leurs talents.

De nombreux projets et programmes ont été lancés, tels que «Mon projet, mon avenir» et «Ma profession», tout comme des fonds spéciaux ont été dédiés à l'entrepreneuriat jeune et à l'emploi en plus de prêts de soutien à l'insertion et de formations de promoteurs et de jeunes sans qualification. Des projets qui permettront, en trente mois seulement, de créer plus de la moitié des 100.000 emplois pour lesquels le Président de la République s'est engagé pour le présent mandat présidentiel.

Education, formation, emploi, culture, sport et loisirs sont les axes d'une stratégie holistique qui se fonde sur une démarche résolument cohérente et pragmatique dont l'objectif est d'assurer, par tous les moyens, l'épanouissement de la jeunesse mauritanienne pour mettre son dynamisme, sa créativité, ses capacités d'innovation et ses talents au service de la réflexion et de l'action collectives.

Les différentes actions conduites jusqu'ici participent de la formation des hommes de demain, des leaders de l'avenir qui seront armés du savoir et des compétences les rendant aptes à accompagner les mutations socioéconomiques profondes de leur environnement, à répondre aux défis auxquels ils feront face et à apporter leur contribution à l'essor du pays.

Ce qui permet la rupture effective dans les approches publiques concernant la jeunesse. Par le renforcement de l'amélioration de l'offre de formation et son adéquation avec le marché de l'emploi. Par la promotion d'une mentalité à même de cultiver le travail comme valeur pour impulser les activités productives. Par la culture de modèles de réussite qui doit tout à la compétence et au leadership. Par l'exigence de respect des normes régissant l'espace public. Par la disponibilisation d'infrastructures modernes d'échanges pour permettre la mise en valeur du génie créateur de chacun...

Nous pouvons désormais exiger de notre jeunesse de nous offrir ce qu'elle peut et de nous dessiner l'avenir qui répond aux demandes pressantes nées des dérèglements du monde d'aujourd'hui.

Horizons

Programme du Président de la République :

Engagement citoyen et horizons prometteurs pour les jeunes

En Mauritanie, les orientations actuelles de la politique en faveur de la jeunesse sont axées sur la formation, la création d'emplois durables et la responsabilisation des jeunes. C'est que l'engagement citoyen de notre jeunesse est, quant à lui, déterminant dans l'œuvre de construction nationale. La jeunesse, c'est le présent et l'avenir du pays.

« Je m'emploierai dans ce domaine, a souligné le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, à mener une politique où les jeunes seront considérés non pas comme de simples bénéficiaires, mais des acteurs de plein droit. J'encouragerai leur prise de parole et leur expression autour des questions nationales concernant leurs besoins, préoccupations et attentes ».

Ce choix consacre une idée nouvelle : une solution pour les jeunes et par les jeunes. Or, l'aspiration à un monde dans lequel les jeunes pourront prendre leur destin en main impose aujourd'hui une démarche qui favorise pour les jeunes mauritaniens la mise en œuvre d'une politique salvatrice et pouvant engendrer à court et moyen terme une dynamique dans laquelle ils pourront, grâce à leur créativité et à leurs ambitions, être productifs et changer leur vie ainsi que celle des autres.

Il est grand temps de faire participer les jeunes aux décisions et à l'élaboration de politiques qui concernent directement leur avenir. C'est d'autant plus nécessaire que beaucoup de jeunes, parce qu'ils sont exclus du développement, risquent de se sentir délaissés, de se désintéresser de la vie citoyenne et de se tourner désespérément vers l'extrémisme. Dans ce cadre, un service civil volontaire dénommé « Watanouna » sera institué pour offrir aux jeunes les conditions propices pour consacrer, de façon volontaire, une partie de leur temps à différentes formes d'expressions de la solidarité nationale dans le cadre d'actions de développement local, d'éducation et d'appui conseils à d'autres jeunes et aux communautés.

Associer les jeunes à la prise de décisions

Le dialogue avec les jeunes, entre les jeunes et moins jeunes et avec les institutions sera fortement encouragé et reconnu comme partie prenante à part entière dans la vie publique. Pour améliorer la situation de la jeunesse mauritanienne, la volonté politique existe et il est en conséquence impératif



d'associer les jeunes à la prise de décisions.

Si on leur donne la parole, les jeunes peuvent avoir une influence positive sur les politiques et stratégies qui les concernent. La mise à profit de la créativité et des connaissances des jeunes générations pourrait s'avérer essentielle pour le développement économique du pays. A cet effet, il faut créer, développer et soutenir les espaces d'échange, habiliter les forums de la jeunesse et établir une plateforme de développement au service des jeunes mauritaniens.

Pour faire face aux situations de vulnérabilité qui marquent une partie de la population des jeunes, la politique de la jeunesse est placée aujourd'hui au cœur des priorités du gouvernement. Une palette de mesures permettra sans nul doute de traduire dans les faits cette préoccupation nationale. Pour d'abord endiguer le chômage des jeunes, il est peut-être opportun de proclamer une « Décennie de la jeunesse mauritanienne » et décider de mobiliser des ressources, dont celles du secteur privé, en faveur de la promotion des jeunes. Dans ce cadre, le plan d'action devra insister sur la nécessité de lutter aussi bien contre le chômage que le sous-emploi. L'objectif sera une fois de plus la création d'emplois sûrs, décents et compétitifs pour les jeunes. Cette mesure pourra être appuyée par l'élaboration

et la mise en place des programmes d'autonomisation visant à doter les diplômés de l'enseignement supérieur et écoles professionnelles des compétences requises et à les aider à trouver un emploi. Actuellement, le système éducatif mauritanien a opéré un changement significatif et résolu qui consiste à orienter en priorité les nouveaux bacheliers vers l'enseignement technique et la formation professionnelle. Il est nécessaire de développer un enseignement adapté à la demande, notamment au niveau post-primaire, et de créer des emplois plus productifs et plus décents pour une jeunesse de plus en plus nombreuse. Le travail décent permet de croire en un avenir meilleur et aide à construire un climat de paix et de stabilité.

L'effet de ces initiatives nationales sur le chômage des jeunes sera certainement bénéfique pour les différentes couches de cette catégorie de la population mais aussi pour le pays tout entier dont l'avenir dépendra de sa capacité à mobiliser la jeunesse, à libérer ses énergies et l'entraîner dans une dynamique et pourrait être le moteur d'un changement positif à condition d'être intelligemment canalisé.

Il n'y a pas de solution miracle

Face à l'afflux de jeunes vers les zones urbaines en quête d'emploi et de bien-être, le secteur privé

devra contribuer par une politique publique en sa faveur à même de résorber potentiellement une partie des jeunes à la recherche d'emploi. Mais il n'y a pas de solution miracle. En effet, le développement du secteur privé est essentiel pour résoudre le problème de l'emploi des jeunes. Dans les pays en voie de développement, neuf emplois sur dix relèvent du secteur privé et les entreprises privées constituent la première source d'emploi et de revenus à long terme.

La croissance des petites et moyennes entreprises (PME) offre notamment d'importantes opportunités de création d'emploi et de réduction de la pauvreté. Les entreprises visant à la croissance réalisent des investissements pour améliorer leur productivité et embaucher du personnel.

Dans ce cadre, il faut également renforcer l'employabilité des jeunes en orientant les filières de formation vers des offres adaptées au besoin du marché du travail et vers les métiers d'avenir. L'innovation permettrait à notre pays d'enjamber des étapes de développement tout en créant les emplois dont il a besoin.

La filière numérique permet d'envisager des solutions innovatrices, simples et à notre portée dans certains secteurs clés pour la jeunesse : pourquoi ne pas imaginer des plateformes éducatives numériques, des centres de santé à distance, au-delà de la digitalisation des services bancaires déjà utilisée par les jeunes ?

D'autres mesures peuvent y contribuer :

- La création d'un Fonds pour les jeunes entrepreneurs afin de stimuler la création d'emplois. A cet effet, un programme d'acquisition de compétences et d'aide à la création d'entreprises dans le cadre du Service national de la jeunesse pourra être mis en place; il est également possible comme au niveau de certains pays de l'Afrique de l'Ouest d'instaurer un concours de plan d'affaires qui accorde aux gagnants un financement de démarrage.
- La Banque mondiale propose également une stratégie pour l'emploi qui accorde plus d'attention au développement rural et à l'investissement dans l'agriculture, tient compte de l'exode rural et prépare les jeunes au marché du travail.
- D'autres idées qui encouragent aussi l'accroissement des investissements dans le tourisme, le bâtiment et dans les projets qui emploient des jeunes peuvent être proposées. Les programmes de travaux publics donnent aux jeunes travailleurs, en particu-

La population mauritanienne est à majorité jeune

La jeunesse est l'aspect social de l'adolescence, elle se définit par opposition à la génération parvenue à la pleine maturité, elle est le moment du développement où l'être, mis en possession de tous ses moyens, presse ses devanciers de son élan enthousiaste et impatient pour se faire une place au soleil. La jeunesse est une classe d'âge réunissant l'enfance et l'adolescence (du début de la puberté à la majorité), auxquelles s'ajoute, dans les pays développés, une période entre la majorité et l'âge de 25 voire 30 ans durant laquelle les individus sont habituellement qualifiés de « jeunes adultes ».

Plusieurs caractéristiques sont communes aux jeunes adultes auprès desquels vous êtes susceptibles d'intervenir : la prise d'autonomie, l'importance des pairs, le développement cognitif et l'acquisition de compétences, la formation de l'identité et le développement des perspectives d'avenir.

Aujourd'hui, la population mauritanienne est dans sa grande majorité jeune à plus de 60%. Tous ces jeunes espèrent réussir leur vie d'adulte, faire des études, trouver un emploi stable, un cadre familial adéquat, un avenir sûr et vivre comme les autres longtemps et en bonne santé.

lier à ceux des zones rurales et aux personnes peu qualifiées, l'occasion d'acquérir une première expérience professionnelle.

- Notre système éducatif doit encourager l'innovation, élargir l'enseignement actuel pour ouvrir les esprits et se lancer dans des réalisations révolutionnaires, afin que les gens évoluent avec les changements et se montrent à la hauteur des besoins de la génération du numérique. Alors que les technologies se complexifient, ce que l'on attend d'un employé devient également plus compliqué. Il faut améliorer les compétences personnelles en créant et favorisant les activités qui nourrissent le raisonnement critique, l'hygiène émotionnelle, la maîtrise des outils de communications, la planification professionnelle et personnelle, etc. La mission est d'étudier les Africains, de les éclairer et de les préparer à raisonner et explorer la vie au-delà des limites d'une éducation basique.

- Contribuer à la création d'une identité mauritanienne qui pousse les « enfants du millénaire » à la responsabilité personnelle, la réalisation et l'innovation. Elle enseignera des techniques comme la pensée critique et le raisonnement logique et nourrira de nouvelles habitudes libérées du passé entravant et rétrograde. Pour y parvenir, il faudra éclairer les jeunes sur la réalité de la vie, en les conviant notamment, et c'est indispensable, à intégrer la technologie à chaque aspect de leur vie. En outre, l'enseignement de la planification financière et personnelle pour tous augmentera les chances de voir émerger des travailleurs cosmopolites et des personnes douées d'un degré d'adaptabilité élevé

aux évolutions technologiques de l'ère de l'intelligence artificielle.

Aspirations de la jeunesse mauritanienne

Quelles sont les autres aspirations de la jeunesse mauritanienne ? La réponse à cette question légitime est aujourd'hui le point de départ vers une politique durable de libération de leurs énergies, de leur implication dans la construction nationale car « la Mauritanie sera ce qu'en fera sa jeunesse, a dit le père fondateur de l'Etat Mokhtar Ould Daddah. S'il est une préoccupation importante, l'emploi n'est pas l'alpha et l'oméga des aspirations des jeunes mauritaniens qui expriment de plus en plus d'attentes en matière d'engagement citoyen. Les jeunes sont sous-représentés dans la vie politique du pays, ce qui, compte tenu de leur poids démographique croissant, constitue une sorte d'anomalie. Ils ont également un rôle à jouer pour dynamiser la société civile, au travers des associations par exemple, domaine peu investi par les générations précédentes. La culture et le sport, qui concernent sans doute la jeunesse au premier chef, sont aussi des vecteurs importants d'épanouissement personnel et de cohésion sociale.

La jeunesse mauritanienne est-elle déjà porteuse de changement ? Bien sûr ! Cette jeunesse est connectée au monde. Le taux de pénétration de la téléphonie mobile est aujourd'hui de plus en plus important en Mauritanie. C'est une évolution majeure dont la jeunesse mauritanienne s'est tout à fait saisie. Plus éduquée, plus internationale, plus connectée sur les réseaux sociaux dont on a vu la puissance lors des événements internationaux, la jeunesse exprime des attentes fortes quant aux choix politiques et sociaux de notre société. Son ouverture au monde est un des facteurs favorisant une plus grande mobilisation de la jeunesse en faveur du développement du pays. C'est aussi pourquoi miser sur elle, c'est miser sur le présent et l'avenir de la Mauritanie. La part des jeunes dans la population mauritanienne ne cesse d'augmenter considérablement. Le défi est déjà là et il est urgent d'y répondre. C'est aussi une opportunité de développement pour le pays, notamment en matière d'innovation et de transformation sociale.

Les jeunes tireront avantages des initiatives de mobilisation, car celles-ci :

- Accroissent l'estime de soi, tissent des liens et des solidarités diverses ;
- Augmentent la capacité d'une jeune personne à faire face à une situation, sa satisfaction envers la vie, son espoir et son bien-être en général ;
- Aident à développer des mécanismes compensatoires clés (comme autocontrôle, adaptation, etc.) ;
- Encouragent la notion de responsabilité de ses propres soins ;
- Contribuent à des facteurs qui aident à renforcer la résilience des jeunes ;
- Encouragent la croissance personnelle et le développement de l'identité ;
- Augmentent la compétence en matière de pensée critique ;
- Améliorent le rendement scolaire et réduisent le taux de décrochage ;
- Renforcent les compétences de leadership ;
- Elargissent et renforcent les réseaux sociaux ;
- Développent des partenariats positifs adultes/jeunes.

Le Ministre de l'Emploi :

Plus de 20.000 emplois décents créés en l'espace de 9 mois

Le ministre de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports, Dr. Taleb Ould Sid'Ahmed, a indiqué que son département a créé quelque 20.555 emplois décents entre le 8 Août 2019 et le 30 juin 2020 et ce en dépit d'une situation économique et sanitaires très difficile. Il a ajouté, dans une interview exclusive avec le magazine Horizons, que ces emplois concernent uniquement le secteur formel public et privé. « Avec la perspective de l'amélioration de la situation post-covid, nous n'avons aucun doute que les engagements du Président de la République par rapport aux 100.000 emplois seront respectés », a souligné le ministre dans l'interview dont voici l'intégralité :

Horizons : Pour la première fois, l'emploi est associé à la jeunesse et au sport au sein d'un même département ; quelle signification cet aménagement porte-t-il ?

Le Ministre : Son Excellence le Président de la République s'était engagé dans son programme électoral à ramener l'emploi au ministère en charge de la Jeunesse et des Sports car le chômage demeure une problématique de la jeunesse. Plus d'un jeune de moins de 25 ans sur cinq est au chômage. Les engagements de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, dans le domaine de l'Emploi sont entrés dans la phase de concrétisation, en dépit d'un contexte économique et sanitaire contraignant. Il est essentiel de rappeler que le département ne disposait d'aucune stratégie de l'emploi depuis plus de 10 ans. La situation que nous avons trouvée devant nous était désastreuse :

- Faible capacité du secteur privé pour absorber la demande de plus en plus importante ;
- Effets négatifs des crises économiques et sanitaires qui réduisent les Investissements publics et limitent la création d'emplois productifs et décents ;
- Marché de l'Emploi caractérisé par un dilemme structurel (des demandeurs d'emplois de plus en plus nombreux qui ne trouvent pas d'Emplois et des offres qui ne trouvent pas les qualifications requises, autrement dit une forte inadéquation entre l'offre et la demande ;
- Un manque d'intérêt de la jeunesse nationale pour occuper les métiers dits techniques qui sont occupés par milliers par des étrangers (ex : métiers des BTPs, pêche artisanale, Mécanique Autos, métiers agricoles etc.....). Nous souhaitons faire un travail de démystification pour faire comprendre aux jeunes qu'il n'y a pas que les emplois de bureau. Il a donc fallu mettre en place une stratégie nationale de l'emploi pour la mise en œuvre de l'agenda économique et social de Son Excellence, le Pré-



sident de la République.

Ainsi, dès le début du mandat, nous avons créé des milliers d'emplois dans les secteurs publics et parapublics et noué des partenariats avec le secteur de l'éducation et le secteur privé formel :

- Plus de 6000 emplois dans le secteur de l'Education et des centaines d'autres dans l'administration publique ;
- Avec l'Union Nationale du Patronat Mauritanien (UNPM), la convention portant sur la création de 6000 emplois a permis d'ores et déjà de créer 2000 emplois dans le domaine du transport, de la boulangerie et de l'hôtellerie ;
- Le Gouvernement a mis en place deux (2) programmes destinés à promouvoir l'entrepreneuriat

des jeunes :

1-Mechroui-Moustaghbeli qui a permis la sélection en toute transparence de 500 porteurs de projets devant créer plus de 1500 emplois pour une enveloppe d'environ 100 millions MRU.

2-MEHNETI, programme pour la valorisation des métiers, est entré dans sa phase opérationnelle avec une première phase de 2000 bénéficiaires de formations techniques et professionnelles prêts à l'emploi. La mise en œuvre du Programme Prioritaire Elargi du Président (ProPEP) vise la création de 52000 emplois sur la durée des trente mois prévue pour son exécution. 500 emplois directs ont été créés dans la commune de Mboud, 960 dans la zone du « Triangle de l'espoir ». Plus précisément, dans le cadre de la mise en œuvre du ProPEP, le MEJS s'est engagé à prendre les mesures

opérationnelles suivantes dans les délais mentionnés ci-dessous :

1. Amélioration des moyens de production à travers l'offre de 3000 tricycles multiusagers à Nouakchott et dans les villes de l'intérieur ;
2. Elargissement et accélération du projet MECHE-ROUI-MOUSTAQBELI pour prendre en charge 500 nouveaux porteurs de projet
3. Appui à l'opérationnalisation du programme MEHNETI: garantie des prêts aux jeunes apprentis qui se lancent dans la vie active ;
4. Formation en gestion de 350 promoteurs ;
5. Création d'un fonds pour la promotion de l'entrepreneuriat ;



MILLIERS D'EMPLOIS CRÉÉS DÈS LE DÉBUT DU MANDAT

Plus de **6.000** emplois dans le secteur de l'Education et des centaines d'autres dans l'administration publique

2.000 emplois dans le domaine du transport, de la boulangerie et de l'hôtellerie en partenariat avec l'UNPM

Sélection de **500** porteurs de projets devant créer plus de **1.500** emplois

2.000 bénéficiaires de formations techniques et professionnelles prêts à l'emploi



axes stratégiques

pour réduire le chômage, les inégalités et la pauvreté

Adoption d'un modèle de développement pour promouvoir un cadre macroéconomique avec une croissance réellement créatrice d'emploi

Conception de stratégies de développement sectoriel valorisant l'Emploi et la promotion des initiatives privées

Valorisation du triptyque
**Éducation
Formation
Emploi**

Développement de l'Entrepreneuriat, y compris l'accompagnement et les financements appropriés

Développement du concept de territorialisation de l'emploi à travers notamment des projets et initiatives au niveau local

Promotion de l'économie sociale et solidaire et encouragement de la migration positive de l'économie informelle

Mise en place de la structure « Coordination des projets emploi »

Restructuration des services de l'emploi de manière générale, y compris l'ANAPEJ

Création d'une direction des systèmes d'information et de communication

Mise en place de mesures spécifiques en matière de politiques actives du marché de l'Emploi

6. Mise en place d'une offre de formation qualifiante mobile pour couvrir les besoins en compétence des moughataas et des localités rurales à travers la « caravane MEHENTI » qui touchera 1000 bénéficiaires ;

7. Création d'un fonds spécial pour l'emploi.

Globalement, nous avons créé 20555 emplois décents entre le 8 Août 2019 et le 30 juin 2020 et ce en dépit d'une situation économique et sanitaires très difficile. Ces emplois concernent uniquement le secteur formel public et privé. Avec la perspective de l'amélioration de la situation post-covid, nous n'avons aucun doute que les engagements du Président de la République par rapport aux 100.000 emplois seront respectés.

Horizons : Avez-vous une idée plus ou moins précise du taux du chômage dans la population active ? Ce taux a-t-il reculé depuis votre arrivée au département ?

Le Ministre : Selon la dernière enquête spécifique sur l'emploi et le secteur informel en 2017, le taux du chômage est de 11,8% dans le secteur formel de l'économie mais avec un taux qui pourrait atteindre les 66% pour les moins de 35 ans qui représentent presque les 2/3 de la population nationale. Le phénomène dit « chômage déguisé » identifié par le sous-emploi et les pratiques d'exploitation humaine dans l'informel pourrait concerner plus de la moitié de la main d'œuvre en Mauritanie avec un secteur informel ou semi-informel de plus de 80% de l'économie.

Notre Objectif global est de réduire les taux de chômage, de réduire les inégalités et de contribuer à la réduction de la pauvreté. Pour répondre à cet objectif ambitieux, nous agissons au Gouvernement en matière de promotion d'emploi sur les axes stratégiques et opérationnels tels que :

- L'adoption d'un modèle de développement pour promouvoir un cadre macroéconomique avec une croissance réellement créatrice d'emploi ;
- La conception de stratégies de développement sectoriel valorisant l'Emploi et la promotion des initiatives privées ;
- La valorisation du triptyque : Éducation - Forma-

tion – Emploi ;

- Le Développement de l'Entrepreneuriat, y compris l'accompagnement et les financements appropriés ;

- Le Développement du concept de territorialisation de l'emploi à travers notamment des projets et initiatives au niveau local ;

- La promotion de l'économie sociale et solidaire et l'encouragement de la migration positive de l'économie informelle vers l'économie moderne avec la création d'une nouvelle Agence Nationale pour l'Economie solidaire et sociale et l'appui au secteur informel en 2021. La future Agence aura pour objectif principal de créer les conditions nécessaires à l'émergence d'un mouvement de l'économie sociale et solidaire authentique, autonome, performante et économiquement viable dans tout le pays.

- Le ministère, dans le but de résoudre le problème de chevauchement opérationnel et une multitude d'acteurs publics avec une dilution de la responsabilité et une absence d'impact palpable, a mis en place une structure (Coordination des projets emploi) ayant pour objet de maîtriser ce problème de chevauchement et afin d'avoir une vision claire sur tous les projets et programmes qui ont une dimension emploi. Cette structure centralise les financements extérieurs qui étaient éparpillés auparavant (plus de 26 millions de dollars) entre divers départements ministériels.

- La restructuration des services de l'emploi de manière générale. L'ANAPEJ sera restructurée pour se concentrer sur l'intermédiation, l'orientation, l'assistance, le conseil aux chercheurs d'emploi et la mise en relation avec les employeurs. Elle doit également fournir des données sur la situation du marché de l'emploi et des profils recherchés. Par le passé, son fonctionnement a été perturbé par une distribution non rationnelle des prêts à des jeunes sans contrepartie d'efficacité ni de suivi (taux de remboursement 18%), et ce, depuis plus de 10 ans.

- Vis-à-vis de l'importance d'avoir un système d'information comme outil de suivi adapté pour les décideurs politiques et les responsables techniques de mise en œuvre en matière d'emploi, le MEJS a créé une direction des systèmes d'information et

de communication chargée de suivre le marché de l'emploi et de disponibiliser des statistiques pertinentes et viables.

- Des mesures spécifiques en matière de politiques actives du marché de l'Emploi (MPMA; MEHENTI, PEJ, PNIME, ProPEP...).

En conclusion, on peut dire que l'approche adoptée et suivie en Mauritanie en matière d'Emploi combine l'action sur l'Environnement macroéconomie avec des mesures ciblées en matière de politiques actives du marché du travail. Pour utiliser une métaphore économique, nous utilisons la main invisible au plan stratégique et la main visible au plan opérationnel.

Horizons : Sur les 6.000 emplois que le patronat a promis de créer, le tiers seulement a été déjà honoré ; qu'attendent les deux autres tiers et que représente ce chiffre par rapport à la demande globale ?

Le Ministre : Avec l'Union Nationale du Patronat Mauritanien (UNPM), la convention portant sur la création de 6000 emplois a permis d'ores et déjà de créer 2000 emplois dans le domaine du transport, de la boulangerie et de l'hôtellerie. L'exécution de cette convention a cependant été entravée par le contexte de pandémie mondiale qui a bouleversé le fonctionnement de l'économie mondiale ; mais je tiens à rassurer les jeunes qu'elle sera bel et bien exécutée et 4000 autres emplois seront créés tel que convenu et bien plus encore comme me l'a affirmé le président de l'UNPM.

Horizons : Quelles sont les mesures prises pour répondre au problème des infrastructures dédiées à la Jeunesse ?

Le Ministre : Les infrastructures de la jeunesse, des sports et des loisirs constituent un lieu privilégié d'apprentissage des compétences de vie (capacités de prise de décision, d'adaptation à l'environnement, de gestion du stress et des émotions, etc...). Ces compétences sont un remède contre la marginalisation et la délinquance de la jeunesse dont la prise en charge et la promotion occupent une place de choix dans le programme « TAAHOUDATI » du Président de la République, Son Excellence Monsieur Mohamed Cheikh El Ghazouani.

En ce qui concerne les infrastructures, notamment les anciennes maisons des jeunes devenues espaces de jeunesse et les infrastructures sportives, le Gouvernement a lancé un plan d'urgence de réhabilitation, de mise à niveau et de construction des infrastructures de jeunesse et sportives pour permettre aux jeunes de s'épanouir.

- Construction du nouveau stade de Nouadhibou en vue de l'organisation de la CAN U20 (avec un budget de 1,5 milliards MRO) ;

- Réception du Stade Olympique de Nouakchott ;

- Les stades en cours d'exécution: Boghé, Aleg et Rosso ;

- Réception Espaces jeunes (ex-maisons des jeunes) de Kaédi, Atar et Néma ;

- Construction du nouveau stade de Nouadhibou en vue de l'organisation de la **CAN U20**

- Réception Espaces jeunes (ex-maisons des jeunes) de **Kaédi, Atar et Néma**

- Réception du Stade Olympique de **Nouakchott**

- Espaces Jeunes en cours d'exécution : **Aleg, Aioun, Sélibabi, TZ Nouakchott, Rosso et Kiffa**

- Les stades en cours d'exécution : **Boghé, Aleg et Rosso**

- Lancement au niveau de la zone du « Triangle de l'espoir » de 5 stades, 10 stades mini foot et 3 Espaces Jeunes

· Espaces Jeunes en cours d'exécution: Aleg, Aioun, Sélibabi, TZ Nouakchott, Rosso et Kiffa ;

· Lancement au niveau de la zone du « Triangle de l'espoir » de 5 stades, 10 stades mini foot et 3 Espaces Jeunes.

Dans le cadre de la concrétisation des engagements du Président de la République, Son Excellence, Monsieur Mohamed Cheikh El Ghazouani, en faveur de la promotion et du développement des activités physiques et sportives, notamment en milieu scolaire, le Ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports, en collaboration avec celui de l'Education Nationale, de la Formation Technique et de la Réforme, a organisé la 1ère édition du Championnat national inter-scolaire de football et de basket-ball, sous le thème : « Jeunesse et Espoir ».

L'éducation physique et sportive (EPS) a été délaissée en milieu scolaire depuis plus de deux décennies. Le constat a été fait que le sport scolaire n'existe plus. Or, l'EPS, sans rappeler son importance, contribue à l'éducation à la santé en permettant aux élèves de mieux connaître leurs corps, et à l'éducation à la sécurité, par des prises de risques contrôlées. Elle éduque à la responsabilité et à l'autonomie en faisant accéder les élèves à des valeurs morales et sociales, telles que le respect de règles, le respect de soi-même et d'autrui. Le sport scolaire contribue à promouvoir le respect de l'éthique et des valeurs éducatives et humanistes du sport. Il joue un rôle déterminant dans l'accès des jeunes au sport et donne sens au «vivre ensemble» et à l'apprentissage de la vie associative. Il participe pleinement à la santé et à la préservation de l'intégrité physique des élèves. C'est un atout privilégié pour l'égalité des chances et pour la formation citoyenne des jeunes.

Horizons : Quels sont les efforts déployés par la Mauritanie pour faire gagner son candidat à la présidence de la CAF ?

Le Ministre : Dans le cadre du soutien et de l'encouragement du gouvernement pour la candidature d'Ahmed Yahya à la présidence de la Confédération Africaine de Football, nous avons fait campagne auprès des pays frères. J'ai effectué une mission de mobilisation de soutien pour le candidat en Ouganda. Le Ministre Secrétaire Général de la Présidence de la République, M. Adama Bocar Soko, s'est rendu au Congo tandis que la ministre conseillère à la Présidence de la République, Mme Coumba Ba, a pris la direction du Bénin.

Horizons : Etes vous satisfait de la présence du sport mauritanien sur la scène internationale ?

Le Ministre : La présence du sport mauritanien n'est pas encore satisfaisante mis à part le football avec la première qualification de l'équipe nationale à la CAN 2019. Il est important pour nous de promouvoir tous les sports, et c'est la raison pour laquelle nous avons augmenté les subventions faites aux fédérations (100 millions MRO en 2020 au lieu de 59 millions MRO) et associations sportives (3 millions MRO) et augmenté les aides pour les compétitions internationales

(enveloppe de 200 millions).

L'importance du sport dans les relations internationales est souvent négligée aujourd'hui alors qu'il peut, on le voit d'une façon un peu plus épisodique par le biais de rencontres et de compétitions, venir recréer un lien qui n'existait pas forcément jusqu'à présent. Il en va de même au niveau national, et c'est la raison pour laquelle nous avons également décidé de lancer le tournoi interscolaire, le sport étant utilisé comme vecteur de rapprochement.

Horizons : La catégorie des jeunes est particulièrement vulnérable devant les courants extrémistes. Que fait le département pour implanter cette catégorie ?

Le Ministre : Le concept de vulnérabilité d'une personne est défini comme la probabilité de voir sa situation ou ses conditions de vie déjà dégradées ou se dégrader face à un certain nombre de situations. La solution est de faire en sorte que la situation de jeunes s'améliore en leur permettant de trouver des emplois, des formations en adéquation avec la demande du marché du travail, mais aussi, et c'est très important, de leur inculquer une culture de citoyenneté et de renforcement de l'unité nationale.

Dans le cadre de la culture de la citoyenneté et le renforcement de l'unité nationale, l'initiative « Watanouna » a été créée pour permettre aux jeunes de prendre part à la construction de leur pays. C'est ainsi que dans le cadre du plan de riposte contre le Covid-19, les jeunes participent à la veille communautaire et à la sensibilisation aux côtés des équipes du Ministère de la Santé. Aujourd'hui, le programme compte plus de 4000 volontaires à travers tout le pays, dont une bonne partie perçoit des motivations mensuelles avec l'appui de nos partenaires du Système des Nations Unies.

Un Programme National de Volontariat pour le Développement Durable en Mauritanie est lancé en partenariat avec le PNUD pour l'accompagnement à la mise en place d'un programme national de promotion de la responsabilisation de la jeunesse à travers l'engagement volontaire et l'institutionnalisation d'un corps national de volontaires pour le Développement Durable (10.600 jeunes dont 50% de filles).

Au niveau de notre ministère, nous souhaitons calquer l'ouverture de Son Excellence Monsieur le Président de la République à toute la classe politique, à tous les citoyens et à la Jeunesse peu importe le bord politique, le statut social, sans distinction aucune. Nous souhaitons également mettre en œuvre l'attachement du Président de la République à l'égalité des chances pour tous, surtout les jeunes issus des milieux défavorisés, car c'est le meilleur moyen de lutter contre l'exclu-

sion. C'est à ce titre que de nombreux programmes seront mis en place dès 2021 pour apporter des solutions tels que le programme d'employabilité des jeunes (PEJ) avec la Banque Mondiale (40 millions de dollars), un projet d'employabilité avec la BAD qui va intervenir dans le Brakna en complément avec un autre projet relatif à l'agriculture dans cette région, un projet d'entrepreneuriat des jeunes avec une dimension genre avec l'AFD, le projet SIMAH avec l'Union européenne, un projet de lutte contre l'intégrisme et la radicalisation avec l'OIM...

Horizons : Parmi les exigences, celle de l'exemplarité ; quels modèles devons-nous présenter aujourd'hui à notre jeunesse ?

Le Ministre : Le Président de la République a une vision progressiste et innovante de la jeunesse. Il est conscient des fragilités et de l'impasse globale dans laquelle notre jeunesse se trouve. Une forte politisation de la jeunesse ces 20 dernières années où l'élite politique a trop longtemps entraîné dans ses querelles la jeunesse a conduit à une perte de confiance de cette dernière en la classe politique. Notre stratégie est donc de mettre en avant le leadership, l'innovation, la responsabilisation, l'esprit d'entreprise, la citoyenneté... Les jeunes ont la capacité de créer, de contribuer et d'améliorer les choses ; les jeunes sont le présent, et non uniquement l'avenir ; ils doivent être valorisés ; ils font partie de la solution ; les jeunes ont les moyens ou le pouvoir d'agir. L'Afrique n'a pas besoin de leaders de 75 ou 65 ans. Nous avons besoin de leaders jeunes, dynamiques, innovateurs, auxquels la jeunesse peut s'identifier. Nous avons organisé une rencontre avec la jeunesse dans le cadre de la concertation autour de la nouvelle Stratégie Nationale de la Jeunesse 2020-2024 afin d'en faire une stratégie inclusive. Nous prônons un développement des jeunes, avec les jeunes, et pas seulement pour les jeunes.

Horizons : Que demandons-nous à notre jeunesse qui constitue une grande majorité de la population ?

Le Ministre : Nous demandons aux jeunes de devenir de vrais acteurs de développement et acteurs démocratiques du changement en tant qu'entrepreneurs et citoyens actifs.

Les agences internationales reconnaissent de plus en plus que les jeunes sont des partenaires essentiels du développement et que les jeunes jouent un rôle important et positif dans la réalisation du développement durable, la prévention des crises et la promotion de la paix.

Promouvoir une culture entrepreneuriale chez les jeunes



Si bien de programmes et de projets sont orientés vers la création d'emplois au profit des jeunes (ANAPEJ, Mechroui-Moustaghbeli, Mihneti), aucune préparation préalable au niveau des cursus scolaires en Mauritanie n'intègre l'apprentissage des valeurs entrepreneuriales dans leurs contenus pédagogiques, notamment au niveau des centres de formation professionnelle pourtant censés être des pourvoyeurs principaux d'emplois indépendants et des sources d'auto-emploi pour les jeunes.

De même, aucun mécanisme d'appui en encadrement au démarrage et de support aux micro-entreprises naissantes n'existe en aval des structures d'apprentissage et de formation professionnelle. Il importe de mettre en œuvre une stratégie pédagogique derrière un projet entrepreneurial pour mettre les jeunes dans des situations où ils doivent initier, concevoir, élaborer et conduire des projets d'emplois indépendants et d'auto-emploi structurés.

Toute stratégie pédagogique devra s'articuler autour du développement du potentiel des jeunes, de leur capacité à identifier des niches d'investissement rentables, de leur aptitude à mobiliser des ressources à leur portée et à intégrer leur projet dans leur environnement local.

Elle devra aussi les préparer à mobiliser une syner-

gie des leaders du milieu: leaders politiques (pour l'initiation des programmes d'insertion; leaders de l'éducation (pour développer les stratégies éducatives entrepreneuriales); leaders socioéconomiques (pour le soutien au financement et éventuellement le mentorat) et leaders des médias (pour la création des tribunes et la présentation des modèles).

La culture et le modèle entrepreneurial, au delà des cursus classiques d'enseignement des techniques managériales, relèvent principalement des différents types d'apprentissage tels que l'apprentissage réciproque (des uns par les autres), le learning by doing, les échanges interpersonnels, la découverte guidée, l'immersion etc.

Même s'il existe, aujourd'hui, exclusivement à Nouakchott, des instituts universitaires publics qui dispensent des modules d'enseignement managérial et des centres privés qui fournissent un enseignement de même type ou des disciplines apparentées, ces formations théoriques demeurent sans grande incidence si elles ne débouchent pas sur des accompagnements par l'apprentissage et le mentorat.

Il convient aussi d'entrevoir un style nouveau d'enseignement orienté sur l'action, qui, à partir d'un projet donné, encourage l'apprentissage par l'expérimentation, la résolution de problèmes et la créativité.

La pédagogie par projet, par l'action jouant simultanément sur les différents registres des connais-

sances, de l'expérience, des aptitudes, des attitudes et de la personnalité, est incontestablement la plus adaptée à l'entrepreneuriat.

Cette pédagogie devra s'articuler autour d'une dimension de construction collective : chaque équipe mène le projet à partir de sa propre idée qui peut concerner une activité économique, écologique, sociale, etc. Le choix de l'idée qui deviendra un projet se fait lors d'une séance de créativité, chaque membre de l'équipe apprend également des autres membres par un enrichissement croisé.

La pédagogie par projets s'appuie sur l'action : il s'agit, en équipe, de poursuivre un but et de tout subordonner à sa réalisation.

L'un des obstacles majeurs à l'entrepreneuriat jeunes est l'effet contamination de la classe aînée des entrepreneurs qui ont pris le sillage du mimétisme économique, investissant tous dans les mêmes niches jusqu'à leur saturation. Ce sont les bords connus des boulangeries, des pharmacies, des épiceries...

L'absence de prospection, le manque de créativité et la crainte du risque limitent sensiblement le développement de l'entrepreneuriat qui, du reste, ne s'appuie pas sur une culture ou une tradition dans notre société et sur une maîtrise du rapport rendement/risque.

Aujourd'hui, plusieurs obstacles constituent des freins au développement de la culture entrepreneuriale en milieu jeune, particulièrement le caractère

informel dans prédominant dans l'économie mauritanienne dans la mesure où il représente un peu plus de 70% de l'activité économique, le faible niveau d'études et de formation aux compétences entrepreneuriales, le manque d'accès aux informations particulièrement pertinentes pour les activités entrepreneuriales, le problème de financement qui représente un frein récurrent à la continuité des startups en Mauritanie.

Le défi aujourd'hui de bien former des entrepreneurs jeunes reste tributaire de la capacité à diversifier et à élargir les structures et formes d'accompagnement par une implication plus forte des opérateurs économiques dans les différents secteurs. Le partenariat public-privé est un cadre approprié pour repenser l'écosystème entrepreneurial au profit des jeunes.

La création d'un écosystème entrepreneurial performant en milieu jeune, implique de réduire les exigences de crédit et de garantie pour les jeunes entrepreneurs, de réduire les formalités administratives de création d'entreprise, de diminuer les coûts de démarrage et le capital minimum obligatoire, d'insérer des modules d'enseignement managérial dans les programmes scolaires, et de démocratiser la propension à l'entrepreneuriat.

HMS



Données sur les aptitudes à l'entrepreneuriat en milieu jeune

En Mauritanie le taux de chômage est toujours vu comme un indicateur très inquiétant le chômage à Nouakchott est de l'ordre de 16,7 %, un des taux les plus élevés du pays. Seules trois autres régions affichent des taux de chômage aussi élevés que celui de Nouakchott : Tagant, Nouadhibou et Inchiri, avec 19 %, 22 % et 28,8 %, respectivement. Les diplômés du supérieur ne représentent que 7 % du total des personnes au chômage, soit 5 300 personnes sur 72 000. La plupart de la population active mauritanienne n'a pas suivi d'études supérieures. 93 % des personnes au chômage n'ont pas dépassé le secondaire. 30 % de ces mêmes personnes sont titulaires de qualifications secondaires, 35 % d'entre elles de qualifications primaires et 28 % ne disposent d'aucune qualification (dont 13 % sont lettrés et 15 % analphabètes). Le pourcentage de jeunes dans la population au chômage varie considérablement selon la région, indiquant que les possibilités d'emploi des jeunes dépendent fortement de leur lieu de résidence : près de 31 % des chômeurs sont des jeunes de Nouakchott. Ce parentage passé à 60 % à Assaba.

Programme prioritaire élargi du Président de la République:

52 000 emplois en 30 mois

Parallèlement aux plans et programmes conduits sur le terrain, le Gouvernement s'est attelé à élaborer un Programme Prioritaire Elargi du Président à la fois global et prospectif pour relancer l'activité économique. » Ce programme de 24.162 millions MRU qui sera mis en œuvre sur 30 mois, table sur la création de 52 000 emplois. Le Ministère de l'emploi, de la jeunesse et des sports (MEJS) y occupe un rôle majeur.

Le 16 novembre dernier, à Mbout, le président de la République, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a supervisé le lancement du volet emploi du Programme prioritaire élargi (PROPEP).

Le Programme prioritaire élargi du Président de la République vise,

entre autres, la création de 52 000 emplois sur 30 mois.

Ces 52 000 emplois ne sont pas portés seulement par le MEJS. Une partie importante de ces emplois sera fournie par les secteurs des bâtiments et travaux publics, l'équipement et les transports, la pêche, l'agriculture.

Dans le cadre de ce programme, le ministère de l'emploi de la jeunesse et de sports (MEJS) met en œuvre une politique active pour le travail salarié, mais aussi l'auto-emploi, déclare Hamady Ould El Bekaye, chargé de mission et responsable du volet emploi du PROPEP de ce département. Ainsi le MEJS est chargé de la mise en œuvre de sept activités.

■ **KhalilouDiagana**

**Mehenti**

La première activité est le programme Mehenti de valorisation des métiers. Il sera opérationnel dans le cadre du PROPEP et générera environ 7000 emplois.

Mehenti a pour objectif « la création d'un cadre de concertations actif entre les opérateurs de l'emploi, de la formation professionnelle et le secteur privé pour garantir une meilleure adéquation formation-emploi et faciliter l'intégration des jeunes au

milieu du travail. »

Autres objectifs de Mehenti : « suivre l'évolution de la demande du marché du travail et orienter l'offre de formation en fonction de ses besoins. »

Mechroui Moustakhibeli

La deuxième activité est « Mechroui Moustakhibeli » (Mon projet, mon avenir) qui vise l'entrepreneuriat et la promotion de l'esprit d'entreprise chez les jeunes. Mechroui, Moustakhibeli a pour objectif le financement de 500

projets portés par des jeunes. Il est dans la dernière phase de financement de ces 500 projets sélectionnés.

Le processus de Mechroui Moustakhibeli a commencé par la sensibilisation,

l'identification des bénéficiaires, le dépôt de plus de 12 000 dossiers de candidature. Des bureaux d'études ont été recrutés pour trier les meilleurs projets. 500 ont été retenus à l'issue d'un processus transparent. Les porteurs de ces 500 dossiers ont été appuyés pour l'élaboration de leurs business plan. Ils ont aussi été formés dans le domaine de la création et gestion des projets. 250 de ces 500 projets sont actuellement opérationnels avec leurs business plan, la formation acquise et le financement. Leurs porteurs travaillent et sont rigoureusement suivis par les services du ministère de l'emploi de la jeunesse et des sports et l'agence de promotion des caisses populaires d'épargne et de crédit (Pocap) avec laquelle le ministère a établi un contrat de partenariat.

La troisième activité porte sur la distribution de 36000 tricycles multi-usages à Nouakchott et à l'intérieur du pays destiné à améliorer la productivité et créer des emplois.

La quatrième activité est la création d'un fonds pour la promotion de l'entrepreneuriat.

La cinquième, porte sur des activités en matière de

Nombre d'emplois visé :
52.000

Emploi dans
le PROPEP

Financement :
24.162 millions MRU

Durée de mise en œuvre :
30 mois



PROGRAMME PRIORITAIRE
ÉLARGI DU PRÉSIDENT
(PROPEP)



VOLET EMPLOI MIS EN OEUVRE PAR
LE MINISTÈRE DE L'EMPLOI
DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

52.000 SUR **30**
EMPLOIS MOIS

ACTIVITÉS DE MISE EN OEUVRE

- AMÉLIORATION DES MOYENS DE PRODUCTION À TRAVERS L'OFFRE DE **3000 TRICYCLES** MULTI USAGERS À NOUAKCHOTT ET DANS LES VILLES DE L'INTÉRIEUR
- APPUI À L'OPÉRATIONNALISATION DU **PROGRAMME MIHNETI** : GARANTIE DES PRÊTS AUX JEUNES APPRENTIS QUI SE LANCENT DANS LA VIE ACTIVE
- CRÉATION D'UN FONDS POUR LA PROMOTION DE **L'ENTREPRENARIAT**
- ÉLARGISSEMENT ET ACCÉLÉRATION DU PROJET **MECHEROUI-MOUSTAQBELI** POUR PRENDRE EN CHARGE **500 NOUVEAUX** PORTEURS DE PROJET
- FORMATION EN GESTION DE **350 PROMOTEURS**
- FORMATION DES JEUNES SANS QUALIFICATION
- CRÉATION D'UN **FONDS SPÉCIAL** POUR L'EMPLOI

formation qualifiante au profit de jeunes

La sixième porte sur la formation en gestion de 3500 promoteurs.

Enfin, la septième porte sur la mise en place d'un fond spécial pour l'emploi.

soumises au comité technique de suivi du PROPEP ainsi qu'au comité interministériel.

« Nous avons lancé le programme à partir du triangle de l'espoir, un lancement supervisé par le Président de la République en personne à l'occasion de l'ouverture de l'année scolaire 2020-2021 » a noté HamadyOuld El Bekaye qui précise que le programme a débuté par des activités dans quatre Moughataa qui sont Mbout, Monguel, Barkeol et Male qui représente la délimitation du triangle de l'espoir. Les activités seront élargies à d'autres wilayas. Toutes ces activités seront exécutées conformément au calendrier dans une durée de 30 mois.

palmier, karour, etc...), la mise en place d'un fonds d'appui aux incubateurs de startups y compris le développement de contenus numériques, la mise en place d'un fonds d'appui et de promotion des filières de la culture, de l'artisanat et du tourisme et d'un fonds leasing destiné au renouvellement du parc du transport urbain (taxis et bus), la création d'une école de formation en hôtellerie et tourisme et la formation en gestion de 350 promoteurs touristiques, la création d'un fonds pour la promotion de l'entrepreneuriat, et la poursuite des efforts déjà entrepris dans les domaines de la promotion de l'entrepreneuriat féminin et de l'insertion économique des personnes vivant avec un handicap ;

Impact

« Selon l'enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel en Mauritanie (ENE-SI 2017), le déficit quantitatif en emplois est estimé en 2017 à 443 000 emplois. » C'est le constat fait par le Pro-Pep. Ainsi « Vu le contenu du Programme en terme d'intensification de la main d'œuvre, notamment dans le secteur productif, une création d'environ 52.000 emplois directs est attendue durant- sa période d'exécution, ce qui aura un impact significatif sur le déficit quantitatif en emplois. Ainsi, celui-ci devrait être résorbé de près de 11%, pour se situer à 391 000 emplois en 2022.»

Axe 4 du PROPEP

L'Axe 4 du Pro-Pep porte sur « l'Appui au Secteur privé formel et informel » Cet axe comporte des Mesures de soutien à l'entrepreneuriat, soit 38,9% du financement de l'axe pour une enveloppe de 896 millions MRU, destinée à l'encouragement, à la création d'entreprises de collecte, de traitement et de valorisation de déchets solides dans les grandes villes, l'appui à la valorisation et la promotion des produits du terroir (Elk, Tichtar, Adleguane, Couscous traditionnel, Nbeg, Tougue, sous-produits du

Le quatrième axe comporte aussi des Mesures de soutien à l'emploi, soit 6,9% du financement de l'axe pour une enveloppe de 159 Millions MRU, destinée à la formation des jeunes sans qualifications professionnelles, la création d'un fonds spécial pour l'emploi la formalisation des activités pour la création de l'emploi et la pérennisation du secteur minier artisanal.

Axe 2

Une des interventions du deuxième axe du PROPEP a trait aux Perspectives d'employabilité pour la jeunesse.

Une enveloppe de 400 Millions MRU, soit 4,9% du financement de l'axe, devant être consacrée à l'élargissement et l'accélération du projet MECHEROUI_MOUSTAQBELI (mon projet, mon avenir) pour la prise en charge de 500 nouveaux porteurs de projet et l'appui à l'opérationnalisation du programme MIHNETI, à travers une garantie des prêts aux jeunes apprentis qui se lancent dans la vie active.

SEPT ACTIVITÉS DU PROPEP PRISES EN CHARGE PAR LE MEJS

Valorisation
des métiers
(Mehenti)

Promotion de
l'esprit d'en-
treprise chez
les jeunes
(Mechroui
Moustakbeli)

Distribution
de 36.000
tricycles
multi-usages

Création d'un
fonds pour la
promotion de
l'entrepreneuriat

Formation
qualifiante au
profit de
jeunes

Formation
en gestion de
3.500
promoteurs

Mise en place
d'un fonds
spécial pour
l'emploi

Ce sont les activités qui seront mises en œuvre par le ministère de l'emploi, de la jeunesse et des sports dans le cadre du PROPEP. Ils ont fait ainsi l'objet d'un séminaire en interne qui a permis de partager leurs différents volets avec l'ensemble des responsables du département avec l'assistance de consultants.

La mise en œuvre de ces activités a commencé en octobre à travers l'élaboration de notes conceptuelles approuvées au niveau du département et

Programme « MEHENTI » :

Garantir une meilleure adéquation formation-emploi

Babouna Diagana

Le programme de valorisation des métiers et de professions intitulé « MEHENTI » est un programme conjoint du ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports et le ministère en charge de la formation professionnelle placé sous la tutelle du ministre de l'Emploi. L'un de ses objectifs principaux est de créer un cadre de concertation actif entre les opérateurs de l'emploi, de la formation professionnelle et le secteur privé pour garantir une meilleure adéquation formation-emploi et faciliter l'intégration des jeunes au milieu du travail. Son bilan est déjà largement positif au regard de ses nombreux résultats enregistrés au cours de l'année 2020 malgré une conjoncture difficile en raison du Covid-19 qui sévit dans le pays. On peut citer entre autres, la mise en place de l'unité de coordination du programme (acquisition et installation des équipements et recrutement du personnel), d'une offre de formation en ligne en partenariat avec le programme TEMKIN et la plate-forme Coursera proposant une formation pour 10000 places avec plus de 420 spécialités et l'organisation de plusieurs formations en faveur des jeunes. Pour l'année 2021, le programme MEHENTI continuera sa mission de valorisation des métiers à travers les activités de sensibilisation, de vulgarisation et de formation en harmonie avec le ProPEP et les programmes d'emploi mis en œuvre par le département.

Pour réussir un métier, il faut le pratiquer avec passion. Son choix doit être réfléchi, travaillé et mûri. Il faut l'aimer, et être convaincu de son utilité pour soi-même et pour la société. C'est à ce titre que le choix du métier doit bénéficier du plus grand intérêt, de l'attention particulière et des conseils provenant des services sociaux spécialisés ou des personnes de confiance. Malheureusement, nous constatons l'insuffisance voire, l'absence parfois de telles personnes physiques ou morales pour prodiguer de tels services à nos jeunes.

Il en résulte une auto-orientation des jeunes vers des formations, des cursus et des métiers auxquels ils ne retiennent aucun intérêt et souvent peu ou pas sollicités par le marché de l'emploi. A terme, ce phénomène conduit d'une part, à des pertes d'effort et des déperditions importantes et d'autre part, à des abandons massifs des professions réellement porteuses d'emplois, comme les métiers du secteur du BTP, de la pêche, de la restauration, de l'hôtellerie, de l'artisanat, de l'agriculture et de l'élevage etc...



Faciliter l'intégration des jeunes en milieu du travail

Le Programme MEHENTI a pour objectifs de : Créer un cadre de concertation actif entre les opérateurs de l'emploi, de la formation professionnelle et le secteur privé pour garantir une meilleure adéquation formation-emploi et faciliter l'intégration des jeunes au milieu du travail ; Il s'agit également de suivre l'évolution de la demande du marché de travail et orienter l'offre de formation en fonction de ses besoins; organiser des campagnes de sensibilisation pour la vulgarisation et la valorisation des emplois demandés par le marché du travail d'une part et orienter les jeunes pour l'appropriation de métiers y afférents d'autre part.

Le programme entend également appuyer les opérateurs de la formation et les entreprises pour l'identification et la sélection des bénéficiaires des formations qualifiantes et des formations en apprentissage et coordonner avec les services de l'emploi concernés pour accompagner les bénéficiaires des formations pour faciliter leur intégration en entreprise ou en auto-emploi ; MEHENTI a pour objectif aussi de développer les stages en entreprise et promouvoir l'apprentissage et les formations par alternance ; de participer aux études de prospection et d'identification des besoins en formation dans les secteurs porteurs d'emplois et d'améliorer la perception des métiers peu pratiqués par les nationaux

Le programme est piloté par une UGP composée d'un coordinateur, assisté par deux conseillers formation-emploi, d'un responsable administratif et financier et d'un personnel d'appui. MEHENTI est

administré par un comité de pilotage présidé par le secrétaire général du Ministère de l'emploi et qui regroupe les responsables de l'emploi, de la formation professionnelle, du travail et des employeurs.

Un public cible très varié

Le Programme MEHENTI touche pratiquement plusieurs couches de la jeunesse. Il s'agit des citoyens de 14 à 45 ans actifs ou non actifs, les personnes ayant entrepris un processus de réorientation ; les personnes aptes à travailler et qui sont sans emploi, les personnes handicapées, les travailleurs expérimentés, les opérateurs de la formation professionnelle, les employeurs individuels et les regroupements d'employeurs. A cela, il faut ajouter les syndicats des travailleurs, les parents des jeunes en cours de scolarisation, les établissements scolaires, les enseignants du primaire et du secondaire les organismes d'employabilité et leurs grands réseaux (ONG, Programmes, Services public de l'emploi, etc.). Les organismes communautaires (communes, conseils régionaux, etc.) et les associations des jeunes sont également concernés.

Un partenariat solide

Les principaux partenaires de MEHENTI sont : la Direction Générale de l'Emploi, la Direction Générale de la Formation Professionnelle, L'INAP-FTP, l'ANAPEJ, l'Union Nationale du Patronat Mauritanien, les établissements de formation professionnelle, la Chambre de Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture de Mauritanie, la Chambre Nationale de l'Artisanat et de Métiers, les Médias et la société civile.

Un bilan largement positif

Pour l'année 2020, le programme a, entre autres mis en place l'unité de coordination du programme (acquisition et installation des équipements et recrutement du personnel). Sur la plan médiatique, il a créé une page Facebook (1156 mentions J'aime et 1262 d'abonnés) la plate-forme www.mehenti.com est en cours de création en partenariat avec l'équipe du Marhabajob. Elaboration d'un spot publicitaire et de 5 panneaux de 12m2.

A cela, il faut ajouter, la mise en place d'une offre de formation en ligne en partenariat avec le programme TEMKIN et la plate-forme Coursera proposant une formation pour 10000 places avec plus de 420 spécialités et le lancement d'une campagne d'inscription sur les réseaux sociaux pendant 1 mois et l'organisation de la formation.

Activités de MEHENTI dans le ProPEP :

Le programme MEHENTI intervient sur tout le territoire national dans le cadre du ProPEP, et vise le public suivant : les apprentis, les artisans, les ouvriers dans les métiers urbains.

L'approche de MEHENTI consiste à fournir aux bénéficiaires : Un complément de formation, des kits et des petits lots de matériel d'insertion, un petit prêt comme fonds de roulement pour le lancement des activités des bénéficiaires. Dans ce cadre, le programme a réalisé les activités ci-dessous : L'organisation des missions d'identification des 300 bénéficiaires dans la zone du triangle de l'Espoir (M'bout, Monguel, Barkéol et Male), la mobilisation des ressources pour la formation et l'insertion de bénéficiaires et l'établissement d'une convention avec l'INAP-FTP pour l'organisation



des formations et la définition des kits et matériels d'insertion.

Un avenir prometteur

Pour l'année 2021, le programme MEHENTI continuera sa mission de valorisation des métiers à travers les activités de sensibilisation, de vulgarisation et de formation en harmonie avec le ProPEP et les programmes d'emploi mis en œuvre par le département. Le plan d'action du programme sera centré principalement sur le diagnostic des métiers porteurs d'emplois. Une étude sur le marché du travail sera réalisée en vue de suivre l'évolution de la demande ; Une autre étude socio-économique

sur les métiers peu pratiqués par la main d'œuvre nationale sera également réalisée.

Un autre objectif non moins important est de susciter l'intérêt des jeunes à certains métiers par diverses voies. Ainsi, une caravane MEHENTI pour la sensibilisation et la valorisation de métiers sera organisée ; un atelier avec les opérateurs de la formation professionnelle et les employeurs sur l'apprentissage et la formation par alternance verra le jour et des rencontres avec les médias et les influenceurs pour changer les mentalités d'appréhension de certains métiers auront lieu.

Le programme compte créer, à l'aide de notre plateforme, une base de données regroupant tous les jeunes demandeurs d'emploi et/ou de formation ; organiser des formations par apprentissage à la carte en direction des métiers les plus sollicités par le marché et des campagnes de recrutement des bénéficiaires des formations qualifiantes.

MEHENTI appuiera également la mise en place des services d'orientation des parties prenantes de l'emploi comme la mise en place des services d'orientation et des conseils au niveau des établissements de la FTP, des services d'emploi et des opérateurs de la société civile ;

Dans le cadre du ProPEP

Dans le cadre de l'exécution du ProPEP, seront réalisées les activités suivantes :

La distribution de 1000 tricycles. 500 jeunes bénéficieront des crédits de la part du programme « Mechroui-Moustaghbeli ». En plus 2500 jeunes chercheurs d'emplois dans le cadre du programme MEHENTI seront formés et insérés. Deux fonds, l'un pour l'emploi, et l'autre pour la promotion de l'entrepreneuriat contribueront à la création de 3000 emplois et une formation en gestion au profit de 350 promoteurs nationaux sera organisée.



Emploi et secteur privé

Sneiba Mohamed

Dans les stratégies pour le plein emploi, en Afrique ou dans le reste du monde, le secteur privé occupe une place de choix à travers le montage en vogue du PPP (partenariat public-privé) ou encore des accords par lesquels le capital privé contribue à « l'effort national », la lutte contre le chômage des jeunes étant l'une des préoccupations essentielles de tout gouvernement.

Le ministère de l'emploi, de la jeunesse et des sports se veut le porteur du projet ambitieux de création de milliers d'emplois annoncée dans le programme « Taahoudati » (mes engagements du président de la République, Son Excellence Mohamed Ould Cheikh Ghazouani) et déclinée, le 4 septembre 2020, en séance plénière de l'Assemblée nationale par le Premier ministre, Monsieur Mohamed Ould Bilal.

Sur le front de l'emploi, le Gouvernement compte mettre l'accent sur l'employabilité des jeunes à travers l'élargissement et l'accélération du Projet « Mechroui-Moustaghbeli », par la prise en charge de l'emploi au MEJS précise cependant que les dossiers ont été reçus et qu'une formation des bénéficiaires est prévue pour s'adapter aux exigences du marché. Il indique que l'optimisme reste de mise pour que le programme convenu avec l'UNPM soit exécuté dans sa totalité en cette fin d'année 2020, malgré les conditions défavorables créées par la pandémie.

El GhothOuldGhassem, conseiller chargé de l'emploi au MEJS explique que la Convention cadre signée avec l'UNPM, le 17 septembre 2019 est vue comme un appui au programme présidentiel « Taahoudaato » tablant sur la création de 20.000 emplois durant la première année du quinquennat. La création de 6000 emplois répartis entre les différentes fédérations de l'UNPM, à raison de 1500, ont pour la fédération de l'agriculture, 1000 pour la pêche, 1000 pour le BTP, 500 pour la fédération des industries et des mines, 500 pour les banques et services, 500 pour le tourisme et 500 pour le transport a pâti de la situation économique difficile engendrée par la pandémie du coronavirus (Covid-19). Pour l'instant, ces engagements n'ont été tenus qu'à raison de 30% avec 2000 emplois, dans le secteur des BTP, et 500 pour celui des transports. Mais une opération de collecte des opportunités d'emploi menée par le ministère sur la période allant du 01/7/2020 au 31/12/2020 a montré que l'UNPM est allée au-delà des quotas de la convention, considérés comme des seuils minimum, en offrant quelque 5000 opportunités d'emploi dans le seul secteur des pêches.



Les différentes fédérations ont ainsi connu des fortunes diverses. Les engagements sont en instance au niveau de la fédération du tourisme et celle des boulangeries, bloqués par la persistance de pandémie du covid-19. Le conseiller technique en charge de l'emploi au MEJS précise cependant que les dossiers ont été reçus et qu'une formation des bénéficiaires est prévue pour s'adapter aux exigences du marché. Il indique que l'optimisme reste de mise pour que le programme convenu avec l'UNPM soit exécuté dans sa totalité en cette fin d'année 2020, malgré les conditions défavorables créées par la pandémie.

Le conseiller technique en charge de l'emploi indique que deux grands chantiers à venir, s'inscrivant dans le cadre du programme de relance donne une importance particulière au secteur privé. Il s'agit d'une révision, pour une meilleure opérationnalité, de l'Agence nationale pour la promotion de l'emploi des jeunes (Anapej) et d'une stratégie pour sortir des activités relevant à 80% de l'informel d'une précarité préjudiciable à l'emploi à tous les niveaux. Les mesures de prévention du Covid impactées le secteur même si le département a réussi à les limiter.

Cette démarche qui s'appuie sur une réelle volonté politique d'impliquer davantage le secteur privé doit permettre, à moyen terme, l'accélération de la « mauritanisation » de la main d'œuvre dans les secteurs clés de l'économie, à travers la réforme globale du permis de travail et l'ouverture de guichets emplois dans toutes les wilayas, pour rapprocher les services d'emploi des usagers.

L'emploi, une priorité dans le programme « Taahoudati »

Que ce soit dans le programme « Taahoudati » (mes engagements) ou dans la Déclaration de politique générale du Gouvernement, qui en est l'émanation,

la traduction dans les faits d'ici 2024, l'objectif est « de faire de l'Emploi une priorité nationale partagée », car il demeure la meilleure assurance contre la pauvreté et la vulnérabilité.

La lutte contre le chômage va donc retenir toute l'attention du gouvernement. Les chantiers ouverts vont nécessairement créer des opportunités d'emploi. Mais de tels emplois seront insuffisants pour absorber la demande, et il faudra donc procéder à une plus large échelle, à côté de l'investissement public dans les infrastructures, à « l'investissement en travail ». A cet égard, il est prévu de cibler et développer des activités fortement créatrices d'emplois de proximité, comme celles relevant de l'économie sociale et solidaire, dont les opportunités en création d'emplois sont encore en « jachère » dans notre pays.

Dans ce cadre, le Gouvernement a planché sur une stratégie nationale de promotion de l'économie sociale et solidaire, qui représente, de nos jours, une troisième voie pour créer des emplois, afin de servir d'appoint aux efforts de la Fonction Publique et du secteur privé en matière d'absorption de l'offre actuelle et potentielle en main d'œuvre.

Le gouvernement fonde beaucoup d'espoir sur le partenariat avec le secteur privé pour, notamment, dans le domaine de l'emploi, « assurer la migration de l'économie informelle vers l'économie moderne. »

L'implication du secteur privé dans le Programme de relance de 240 milliards d'anciennes Ouguiyas, annoncé par le président de la République, est vue également comme une condition de succès de la nouvelle stratégie de l'emploi.

Les secteurs porteurs doivent attirer encore plus l'attention du privé, notamment ceux où notre dépendance de l'extérieur est encore importante, comme l'a montré, récemment, la « crise » des fruits et légumes en provenance du Maroc. Nos

hommes d'affaires doivent contribuer, en conséquence, à la réduction de notre dépendance vis-à-vis de l'extérieur, à l'amélioration de l'employabilité de nos ressources humaines, notamment des jeunes et des femmes, ainsi qu'au renforcement de la productivité et de la compétitivité de l'économie. Au-delà du Plan de Relance de 240 milliards d'ouguiyas, la valorisation du potentiel des secteurs productifs et l'accélération pour atteindre l'auto-suffisance alimentaire doivent donc être une préoccupation à moyen et long termes du Capital privé national à travers l'appui au secteur privé clairement affiché par le gouvernement.

Le Plan, avec l'impact attendu se chiffrant en dizaines de milliers d'emplois créés (52.000, environ) et le gain de plusieurs points de croissance sur les trente mois de sa durée de mise en œuvre (passage de -3,2% en 2020 à +4,2 fin 2022) ne doit être que le socle d'une stratégie de l'emploi plus pérenne.

L'emploi, une question d'adéquation au marché

L'Afrique est à la fois le continent le plus jeune du monde et celui à la croissance démographique la plus rapide. Chaque année, 10 à 12 millions de jeunes entrent sur le marché du travail. Or, un nombre bien moindre d'emplois sont créés. En raison de l'inadéquation des compétences, les jeunes manquent aussi parfois de l'expertise requise dans la vie active.

La Mauritanie constitue un microcosme de ces difficultés. Plus de 60 % de la population ont moins de 25 ans. Pourtant, cette tranche d'âge est deux fois plus susceptible d'être au chômage que les plus de 25 ans (42 % contre 21 %), selon les chiffres 2017 de l'Office national de la Statistique. Il n'en demeure pas moins que la jeunesse de sa population constitue un atout pour un pays - pour autant que certaines conditions soient remplies en matière d'éducation, d'emploi et de services sociaux.

La réalisation par l'ONS (Office national de la sta-

tistique) d'une enquête annuelle sur l'emploi et le secteur informel au niveau national pour la production des données statistiques pertinentes fiables sur l'emploi, désagrégées selon les secteurs de l'économie avec des données sur les emplois disponibles, les besoins en formation et les caractéristiques de ces emplois, la qualification, le genre, la répartition spatiale des activités, etc., les caractéristiques des unités de production informelle, peut bien aider à affiner la stratégie du plein emploi en fonction de l'existant.

Dans le cadre d'une étude menée pour le compte du gouvernement mauritanien par un expert de la Plateforme d'expertise en formation professionnelle (PEFOP) de l'IIPE-UNESCO Dakar, des entreprises de trois secteurs économiques majeurs - agriculture mixte, bâtiment et travaux publics ainsi que pêche - ont dressé la liste des « emplois prioritaires » dans trois régions du pays. L'idée

était que si les entreprises indiquaient elles-mêmes les compétences dont elles avaient le plus besoin, les centres de formation pourraient s'adapter et les jeunes poursuivre des parcours de carrière plus prometteurs.

Les entreprises du bâtiment, par exemple, ont indiqué avoir besoin d'ouvriers du bâtiment polyvalents. Actuellement, ces entreprises sont obligées d'embaucher trois apprentis différents pour honorer certains contrats de construction. « Ce nouveau profil pourrait être intéressant, en particulier pour les petites entreprises, qui dominent le secteur en Mauritanie », a affirmé I. Diallo, expert en insertion et emploi à l'IIPE-UNESCO Dakar. Ainsi, tous les centres de formation de Nouakchott qui dispensent des formations dans ce domaine vont proposer un nouveau cours spécifiquement destiné à répondre à ce besoin du marché de l'emploi.

La prochaine étape du partenariat consistera à analyser les capacités des centres de formation. Par exemple, ont-ils suffisamment de formateurs dans les domaines spécialisés ou l'équipement adéquat ? Une analyse similaire sera également effectuée pour les entreprises participantes, afin de déterminer de quelle manière elles peuvent contribuer, elles aussi, à l'offre de formation.

Une éducation de qualité est la voie qui mène à une vie meilleure - mais cela doit se faire en accordant une place centrale à la formation professionnelle, de façon à améliorer l'employabilité des jeunes et à réduire la pauvreté. Ces questions sont au cœur du partenariat public-privé établi en Mauritanie : l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) peuvent permettre aux jeunes d'acquérir de nombreuses compétences recherchées sur le marché du travail. Cela est également devenu une priorité à l'échelle de tout un continent. Cependant, seuls 6,5 % des élèves du secondaire en Afrique subsaharienne sont inscrits dans un cursus d'EFTP, contre 15 % en Amérique du Nord et en Europe occidentale. En Mauritanie, les chiffres sont encore plus bas : seuls 4 % des élèves du se-



ANAPEJ:

Un refuge pour les chômeurs

Par Ahmed Taleb Ould Maloum

L'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANAPEJ) a été créée par les pouvoirs publics au milieu des années 2000, pour répondre aux pressions et aux changements enregistrés par le pays, en raison des développements socioéconomiques et de la nécessité d'intégrer les dimensions de la responsabilité sociale dans les pratiques économiques, afin de construire une économie forte et diversifiée au service des objectifs du Développement global. C'est dans ce cadre qu'intervient la mission de l'ANAPEJ et que s'illustre son rôle d'accompagnement et d'emploi des jeunes d'une part, et de culture et de développement de l'esprit d'entrepreneuriat chez la frange des jeunes chômeurs d'autre part, ainsi qu'à ancrer les concepts de responsabilité sociale au sein d'une approche scientifique rigoureuse, en créant de nombreuses opportunités d'emploi, en particulier dans le domaine de la création de Petites et Moyennes Entreprises (PME) et la contribution de ces dernières dans le développement économique et la lutte contre la pauvreté.

Ainsi, l'Agence a tenu, depuis sa création, à mener à bien ses missions consistant à contribuer à la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi en général et de l'emploi des jeunes en particulier, dans un cadre de concertation entre l'Etat et les organisations professionnelles des employeurs, des travailleurs et de la société civile. L'ANAPEJ cible dans le cadre de sa mission un large public, formé principalement de diplômés chômeurs et des jeunes non qualifiés, qui n'ont pas eu la chance d'étudier ou ont abandonné l'école, ainsi que certaines caté-



gories, parmi les personnes ayant des besoins particuliers, notamment les femmes, les retraités et les groupes vulnérables en général et les mauritaniens de retour de la diaspora qui veulent se fixer au pays. L'agence cherche à atteindre cet objectif à travers plusieurs voies, telles que la concentration sur les programmes d'emploi en général, qu'il s'agisse d'un emploi rémunéré ou d'un travail qui contribue au développement et à la promotion de l'esprit d'initiative privée parmi les chômeurs, en plus de la prospection des foyers d'emplois nouveaux en collaboration avec les secteurs public et privé et du développement des compétences et des talents afin d'améliorer l'employabilité des demandeurs de tra-

vail, de hisser leurs aptitudes et de suivre le marché de l'emploi à travers des enquêtes s'y rapportant, via l'observatoire propre à ces investigations.

Financements

L'agence cherche également à collecter les fonds nécessaires pour financer les projets à travers les fonds de l'emploi qui relève d'elle ou des partenaires financiers, en plus de la création de nombreuses opportunités d'emploi et de formation, de PME et de la lutte contre la pauvreté en finançant des Activités Génératrices de Revenus (AGR). L'ANAPEJ dispose d'une approche dans le domaine de l'emploi qui repose fondamentalement



sur la fourniture de services à chaque demandeur d'emploi, soit à travers l'accueil ou l'inscription dans une liste de données, d'orientation ou en servant d'intermédiaire entre le demandeur d'emploi et l'employeur et l'accompagnement de l'opération tout au long des étapes de la recherche jusqu'à l'accès du chômeur à une opportunité d'emploi, a affirmé au correspondant d'Horizons, le directeur général de l'ANAPEJ M. Beit Allah Ould Ahmed Leswed.

Projet employabilité des jeunes

« L'agence compte exécuter la première composante du Projet Employabilité des Jeunes «PEJ», propre aux jeunes (15 et 24 ans), financé par la Banque mondiale et qui offrira plus de 35000 opportunités d'emploi sur cinq ans et où l'agence s'occupe des volets liés à l'accueil et à l'orientation, tandis que l'Institut National de Promotion de la Formation Technique et Professionnelle (INAP-FTP) se charge de la deuxième composante se rapportant à la formation dans certaines professions », a-t-il dit. La troisième composante relative au financement, relève quant à elle de la Délégation Générale à la Solidarité Nationale et à La Lutte Contre l'Exclusion Taazour, a-t-il ajouté, qualifiant l'élaboration d'un système informatique développé, permettant l'enregistrement à distance du bénéficiaire et l'accès des demandeurs d'emploi, des employeurs et des divers partenaires dans le domaine de l'emploi, à des services multiples, de l'un des plus importants acquis réalisés par l'agence en 2020.

Agences régionales

« Afin d'étendre ses services à tout le pays, l'ANAPEJ a ouvert au cours de la présente année, une agence locale dans la ville de Boghé dans la wilaya du Brakna, dans le sud du pays, chargée des activités liées à l'agriculture et une autre au cours de l'année passée dans le nord du pays, plus exactement dans la ville d'Akjoujt, la capitale de la wilaya de l'Inchiri, qui s'occupe quant à elle des activités liées aux mines, en plus de la couverture de l'agence mère des wilayas de Nouakchott, de la capitale économique Nouadhibou et de la ville de Kiffa, la capitale de la wilaya de l'Assaba, dans le centre du pays », a-t-il affirmé. « Elle envisage par ailleurs ouvrir deux agences locales dans chacune des villes de Néma, la capitale de la wilaya du Hodh Charghi, à l'Est du pays et celle de Kaédi, la capitale de la wilaya du Gorgol, au Sud », a-t-il assuré.

Les programmes

« L'agence dispose d'un certain nombre de programmes et de projets prometteurs et ambitieux dans le domaine de l'emploi, tels que le Programme international pour l'emploi, représenté par le projet de renforcement de la mobilité professionnelle

Tableau récapitulatif des bénéficiaires des programmes et des activités de l'ANAPEJ (2015-2019)

programmes	activités	Bénéficiaires selon les années					Total
		2015	2016	2017	2018	2019	
Intermédiaire d'emploi	Année	2015	2016	2017	2018	2019	
	Accueil, enregistrement, consultation et orientation	10 140	11 710	4 072	9 588	11 278	46 788
Recrutement et amélioration de l'interopérabilité de l'emploi	Recrutement et amélioration de l'interopérabilité de l'emploi	1 812	243	444	489	1 349	4 337
	Insertion dans le marché de l'emploi (contrats permanents ou provisoires)	820	521	409	65	414	2 229
Auto emploi	Création de PME et d'AGR	358	563	474	390	280	2 065
	Opportunités d'emploi créées par la création d'Entreprises	537	845	711	780	560	3 433
	Programmes des tricycles	1 215					1 215
	Opportunités d'emploi créées par la distribution des tricycles	2 430					2 430
Nombre total des bénéficiaires		17 312	13 882	6 110	11 312	13 881	62 497
Pourcentage des femmes				29,8			18 624

en Afrique de l'Ouest, «Migr Actions», financé par l'Union européenne et qui a permis la formation d'experts spécialisés dans le domaine de l'emploi international, sans oublier sa contribution au développement de la performance de l'agence, à l'amélioration de l'expertise de son personnel et à l'ouverture d'une passerelle à l'emploi international », a-t-il dit. « Outre le Programme international pour l'emploi, le Programme de promotion des chaînes de valeur et de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes (Projet d'Appui à la Transformation Agricole- PATAM), qui s'inscrit dans le cadre de la coopération avec la Banque Africaine de Développement (BAD), contribue à la mise en place d'un mécanisme inclusif et innovant de financement du secteur pour promouvoir l'emploi des jeunes au niveau local, à travers la création d'un dynamisme économique et social local et la participation à la limitation de l'immigration », précise le directeur général d'ANAPEJ. M. Beit Allah Ould Ahmed Leswed a loué à ce propos le grand rôle joué par le projet pour la promotion du travail décent au profit des jeunes des deux sexes, financé par la coopération espagnole et qui a contribué également à la formation de centaines de jeunes, à l'élaboration de nombreuses études sur le chômage et à l'adoption de politiques pour l'intégration de la dimension genre dans l'emploi.

Les difficultés

Toujours est-il qu'en dépit du rôle pivot et vital joué par l'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi des Jeunes dans la résorption du chômage et la contribution à la lutte contre la pauvreté d'une part et l'appui du développement économique dans le pays en général d'autre part, l'agence est, selon ses responsables, toujours confrontée à de nombreux obstacles, qui entravent le bon accomplissement de sa mission, tels que la faiblesse des ressources financières, mettant en exergue le déficit important enregistré dans son budget annuel, en plus du chevauchement de ses missions avec les objectifs de nombreux départements, projets et institutions ; ce qui constitue un écueil devant son pourvoi en ressources adéquates d'une part et l'efficacité de leur affectation en général d'autre part, en plus de la faible contribution des partenaires au développement dans ses programmes et les impacts consécutives à cette situation qui l'ont empêchées d'ouvrir des représentations au niveau de toutes les moughataas du pays et d'y étendre ses interventions. A ce qui précède, s'ajoute son exclusion des opérations de recrutement, sa privation du statut de membre de la commission nationale des concours, en plus de l'absence d'un cadre juridique incitant au recrutement des chômeurs, ainsi que le faible taux enregistré au cours de dernières années dans le cadre du partenariat entre l'Etat et le secteur privé dans le domaine de l'emploi.

Traduit par Mohamed O. Mohamed Lemine

Guichet emploi

Accueillir, réorienter et insérer

Par ELY MAGHLAH

Les guichets Emploi constituent une composante du programme « Taahoudati » du président de la République, son excellence Mohamed Ould Cheikh Ghazouani.

Etant donné qu'en matière d'emploi, il y a un objectif chiffré de création de cent mille emplois au cours de cinq ans.

L'atteinte de cet objectif est également prise en compte par la nouvelle stratégie de la promotion de l'emploi mise en vigueur par le Ministère de la jeunesse, des sports et de l'emploi.

Cette nouvelle stratégie vise à honorer les engagements du Président de la République en matière d'emploi.

C'est dans le cadre de cette stratégie qu'il a été décidé de faire de l'emploi un service de proximité à travers la création des Guichets mis à la disposition des demandeurs d'emploi.

Avant la création de ces guichets, la couverture géographique du service public de l'emploi se limitait à Nouakchott et Nouadhibou avec la présence de l'NAPEJ, en plus d'une antenne implantée à Kiffa.

Faire de l'emploi un service de proximité

Dans le cadre de cette nouvelle vision, dont le principal objectif est de rapprocher le service de l'emploi des demandeurs, où qu'ils se trouvent et considérant le coût onéreux de la création des agences, en plus des délais trop long de la réalisation des travaux, le ministère a opté pour la mise en place, au sein de chaque Espace jeunes, d'un « Guichet Emploi ».

Ce guichet sera là en même temps que les autres composantes distractives, pour répondre aux multiples besoins des demandeurs de l'emploi.

« Un guichet emploi mis en place au sein de l'Espace Jeunes de la ville d'Akjoujt est déjà opérationnel », a affirmé Sid'Elmoctar Ahmed Elhady Conseiller en stratégies et politiques. « Au moment où je vous parle, nous avons déjà fait l'acquisition des équipements nécessaires pour les autres chefs-lieux des autres wilayas du pays », a-t-il ajouté.

Selon lui, Ces guichets seront ouverts dans l'avenir proche, au fur et à mesure que seront édifiés les Espaces Jeunes.

Mission du guichet

Le Guichet Emploi devra recenser et répertorier les opportunités d'emploi existantes au niveau de chaque wilaya et procéder à la mise en relation des



employeurs avec les demandeurs d'emploi.

Il fait également un travail d'orientation au profit de jeunes demandeurs d'emploi sans qualification pour leur donner l'opportunité de suivre une formation professionnelle sanctionnée par un diplôme qui leur facilite l'intégration du marché du travail en fonction des besoins du tissu économique local.

Pourquoi commencer par Akjoujt ?

Nous avons commencé par Akjoujt parcequ'il s'agit d'une Wilaya où sont implantés de nombreux acteurs économique, notamment les sociétés minières, a souligné le Conseiller en stratégies et politiques.

Malgré ses grandes potentialités d'emploi, Akjoujt était la cité minière où le service public de l'emploi n'était pas représenté. Nous avions à Nouakchott la présence de l'Anapej, en plus d'une agence régionale à Nouadhibou.

Créer un maximum d'emplois

L'objectif visé par le guichet est de créer le maximum d'emploi en fonction des capacités d'absorption de chaque wilaya, en fonction de la demande du marché qui traduit les besoins exprimés par les employeurs.

Selon Sid'Elmoctar Ahmed Elhady, Il n'y a pas de chiffre défini à atteindre en matière d'emploi, mais le ministère a adopté une stratégie, avec

différents programmes, conformément au Programme prioritaire élargi du Président de la République (PROPEP) en vue d'honorer l'objectif de création d'au moins cent mille emplois dans le pays au cours de la période de cinq ans.

Le guichet d'Akjoujt devenu, effectivement, opérationnel depuis juillet dernier, a contribué à la création de l'emploi au niveau de la wilaya, notamment à travers la mise en relation des demandeurs d'emploi avec les employeurs pour répondre à la demande de ces derniers. Il a également procédé à l'accueil et à l'orientation de jeunes demandeurs d'emploi.

Quelles conditions pour accéder au service duguichet?

N'importe quel demandeur d'emploi peut accéder facilement aux services offerts par le guichet (accueil, orientation, conseil, suivi).

Le demandeur d'emploi doit se rendre au guichet le plus proche, où il sera accueilli par des conseillers emploi qui vont l'entendre pour prendre connaissance de ses compétences, de ses références académiques et éventuellement noter les problèmes qu'il a rencontrés au cours de sa recherche de l'emploi. Sur la base des informations recueillies, le demandeur va être directement mis en relation avec l'employeur si ses compétences répondent au profil demandé.



Dans d'autres cas, il peut bénéficier d'une réorientation vers des métiers sollicités par les employeurs à travers une formation professionnelle disponible au niveau de la wilaya où il se trouve.

Globalement; le guichet assure l'accueil, l'orientation et la mise en relation et le suivi.

Par rapport au suivi, le conseiller emploi prend en charge cette question pour continuer à suivre les employés. Ils enregistrent leur durabilité dans les postes pourvus, les problèmes qu'ils rencontrent avec les employeurs et éventuellement les mobiles de leur départ pour en constituer une base de données utile.

En effet; le guichet est une structure ouverte à tous les mauritaniens, sans distinction aucune avec la principale mission d'intermédiation et d'orientation de mise en relation des demandeurs d'emploi avec les employeurs.

Wilayas prioritaires

Pour notre département, toutes les wilayas sont importantes. De ce point de vue, chaque wilaya aura son guichet emploi placé au sein de l'Espace jeunes du chef-lieu, auparavant connu sous l'appellation « Maison des jeunes », a affirmé Sid'Elmouctar Ahmed Elhady.

« La priorisation sera en fonction des délais de la réception des structures, dont la réalisation ne relève pas de notre mandat », a-t-il expliqué.

Les guichets seront implantés au fur et à mesure que seront réceptionnés les espaces, dont certains sont déjà prêts et d'autres sont en cours de réfection. En définitive, chaque wilaya aura son guichet emploi qui va procéder au recensement des opportunités d'emploi offertes sur place.

Cette structure ne se limite pas à créer des emplois salariés, mais elle prend en charge également l'auto-emploi à travers l'orientation vers les métiers porteurs et disponibles au niveau des CFP. A la fin de la formation, il y a la phase insertion qui, parfois, se traduit par l'auto-emploi. C'est le cas de nombreux métiers exercés en général par des jeunes à l'issue d'une formation, notamment l'électricité, le bâtiment, la soudure, le froid, le tournage mécanique...

Après sa formation, le jeune ouvrier ne disposant

généralement pas de matériel nécessaire pour l'exercice de son métier; peut bénéficier d'une réinsertion dans le cadre d'un programme qui lui fournit le kit des outils pour qu'il puisse directement travailler selon sa qualification.

L'auto-emploi est donc très important du moment que le travail salariés ne peut absorber tous les demandeurs d'emploi. C'est dans ce cadre que le secteur a pris un certain nombre de mesures pour promouvoir la culture de l'entrepreneuriat chez les jeunes. A ce titre, nous disposons, dans le cadre du PROPEP d'un fonds dédié à l'entrepreneuriat dit « Fonds de promotion de l'entrepreneuriat ». L'exécution de ce programme sera faite conjointement par le Ministère de l'Emploi de la jeunesse et des sports et la Caisse de dépôt et de développement (CDD).

Dans le cadre des échanges entre les guichets

Un système d'information des demandeurs d'emploi avec une base donnée sera mis en place au cours de l'année 2021.

Ce système permettra de faire circuler l'information entre l'ensemble des guichets et des agences de l'Anapej disponibles sur le territoire national.

Réorientation professionnelle

Certains jeunes mauritaniens disposant de diplômes académiques peu sollicités sur le marché de l'emploi peuvent bénéficier d'une réorientation vers d'autres métiers disponibles après une formation de courte durée. Ce qui leur permettra de gagner du temps par rapport aux années de formations supérieures et de sortir de la situation de chômage qui, parfois, peut perdurer. La réorientation permet une réinsertion plus rapide sur le marché de l'emploi.

Quelle place pour les demandeurs d'emploi handicapés ?

Les handicapés bénéficient d'un traitement particulier en fonction de leur situation. Ils sont orientés vers des métiers compatibles avec leur situation spécifique pour leur éviter d'être en situation désavantageuse.

Résoudre la question de l'adéquation de la formation aux exigences de l'emploi

L'inadéquation entre le produit du système éducatif national et les exigences du marché de l'emploi constitue une problématique majeure pour laquelle le ministère est en train de chercher une solution dans le cadre de la Stratégie nationale de l'emploi. Cette stratégie comprend un axe spécifique pour l'orientation de l'offre de formation suivant une logique axée sur la compatibilité de ces formations avec la demande réelle du marché de l'emploi, selon le Conseiller en stratégies et politiques.

« Comme vous le savez, il y a des profils techniques qui sont rares en Mauritanie et qui sont très sollicités par les employeurs souvent très exigeants en matière de technicité », a-t-il mentionné.

Cela nécessite une meilleure coordination entre les différents intervenants (secteur privé ou du département sectoriel chargé de la formation de l'emploi et de l'Education) pour assurer une orientation adéquate avec les exigences du marché de l'emploi, a relevé le Conseiller.

Cet état de fait montre l'utilité d'un observatoire national de l'emploi et de la formation qui disposera de données fiables pour une orientation qui puisse répondre à la demande du marché.

Nationalisation des postes techniques

Selon Sid'Elmouctar Ahmed Elhady, la nationalisation des postes techniques constitue une question préoccupante pour le gouvernement.

Mais il faut, dit-il, partir du constat que le gouvernement encourage l'investissement national et étranger dont le pays doit tirer le maximum d'avantages. Dans le cas des emplois occupés par des expatriés, la délivrance de permis de travail par le ministère de l'emploi est soumise à des critères définis par la loi.

Le décret qui réglementant l'emploi des expatriés exige un plan de « mauritanisation » à partir de huit emplois occupés par des expatriés au sein d'une même compagnie. Cela permet aux mauritaniens



d'assurer; avec le temps, la relève des expatriés. Selon ce décret, tout emploi qu'on peut pourvoir par un mauritanien ne peut être occupé par un expatrié.

Dans le cas où un mauritanien dispose des références académiques nécessaires pour occuper un poste, mais sans l'expérience requise, on autorise l'employeur à faire appel à un expatrié à condition de recruter un mauritanien en homologation avec ce dernier.

Il s'agit globalement de mesures qui protègent l'emploi qui doit être pourvu par les mauritaniens.

Communication et problématiques liées à l'emploi

Le département de l'emploi va bientôt élaborer une stratégie de communication autour de la Stratégie nationale de l'emploi en général et les questions de l'adéquation entre la formation et la demande d'emploi et l'orientation de jeunes vers les formations les plus sollicitées, de façon particulière.

Vu la transversalité de la question de l'emploi, cette stratégie concernera différents intervenants, y compris les départements sectoriels en charge des différents secteurs productifs et le secteur privé.

Un taux de chômage qui avoisine les 11%

Les statistiques sur le chômage constitue un problème, du moment que nous ne disposons pas de statistiques à jour, a affirmé Sid'Elmoutar Ahmed Elhady Conseiller en stratégies et politiques. « Les dernières statistiques officielles disponibles sont

celles de l'enquête sur l'emploi et le secteur informel réalisée par l'Office national des statistiques qui date de 2017 », a-t-il précisé.

Selon cette enquête, le taux de chômage dans le pays avoisine les 11%. Un chiffre qui représente réellement le nombre de chômeurs à la recherche de l'emploi.

« Tous les indicateurs de l'emploi datent de 2017, mais nous avons fixé comme objectif de réaliser des enquêtes tous les deux ans, avant de passer à des enquêtes annuelles pour avoir une base de données à jour », a souligné le Conseiller.

En matière d'emploi, il y a deux populations ; la population active et la population inactive. Cette dernière catégorie comprend les chômeurs de longue date en situation de désespoir, les chômeurs sans référence académique et sans niveau éducatif permettant l'acquisition d'emploi. Le ministère se fixe comme objectif de faire passer cette catégorie inactive dans la situation active.

La situation engendrée par la pandémie du Covid 19 a beaucoup aggravé la situation, car il y a eu beaucoup de pertes d'emploi.

Compensation des pertes liées à la COVID19 ?

« En ce qui nous concerne et par rapport au PRO-PEP, nous avons plusieurs composantes, dont certaines parties vont concerner les secteurs les plus touchés par les conséquences de la pandémie », a indiqué Sid'Elmoutar Ahmed Elhady. Il comprend un volet appui aux activités existantes touchées par la COVID 19 qui a bouleversé la situation du tissu socio-économique et professionnel.

Il y a aussi un autre volet financement ouvert à tous

qui prend en charge de l'élargissement des activités déjà existantes. Ce volet comprend notamment la promotion des PME.

Il y a aussi le fonds spécial de l'emploi qui intervient dans la création d'opportunités d'emploi.

Toutes ces composantes ont pour objectif commun de contribuer au décollage et à la relance de l'économie du pays après-Covid.

Les mentalités pèsent encore

La question du changement des mentalités des jeunes mauritaniens constitue un sujet de préoccupation souvent évoqué à toute occasion.

Il s'agit d'un problème qui, aux yeux des responsables du secteur de l'emploi, mérite, à lui seul, une campagne de sensibilisation spécifique.

En Mauritanie, il existe de nombreux secteurs productifs que les jeunes continuent à bouder pour des raisons particulièrement liées à leur mentalité.

Parmi ces secteurs figure celui de la pêche qui peut absorber des centaines de milliers de travailleurs, mais qui attire peu de jeunes.

Il y a également l'agriculture et l'élevage, peu prisés par les jeunes, qui constituent deux secteurs promoteurs recelant des potentialités à même de permettre de réaliser une autosuffisance en produits alimentaires de première nécessité et d'offrir des opportunités d'emploi en d'une importante économie de devises.

Les secteurs de l'emploi et de l'information ont beaucoup d'efforts à fournir dans le sens du changement des mentalités pour dépasser les lourdeurs inutiles qui constituent des entraves pour le développement de notre pays.

Programme Watanouna :

10.000 jeunes volontaires au service du pays

Par Baba Dianfa Traoré

Le programme « WATANOUNA » (Notre patrie) a pour mission première d'encourager le volontariat au sein des jeunes. Il s'attèle à stimuler l'engagement citoyen des jeunes de notre pays. Le programme a également comme objectif de donner l'opportunité à tous nos concitoyens, en particulier les jeunes, de consacrer un peu de leur temps à des activités de bénévolat, au service du développement de leur pays, au delà de leurs différences. Quand on reconnaît « qu'offrir de notre temps » est tout aussi louable que de faire un don à une organisation qui nous tient à cœur. C'est ainsi que 10.000 jeunes volontaires seront intégrés à ce programme entre 2020 -2024.

Ces jeunes sont, ces jours-ci, en plein dans la sensibilisation des populations sur la prévention contre la COVID-19 dans l'ensemble du pays.

Le bénévolat est un choix volontaire prenant appui sur des motivations et des options personnelles, lesquelles sont très diverses : être utile à la société, défendre une juste cause, occuper son temps libre, avoir une vie sociale, acquérir une compétence...

C'est effectivement cette juste cause que le ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports s'est appropriée pour mener campagne de sensibilisation sur le programme "Watanouna" à travers une campagne citoyenne sous le slogan « Watani-Wajibi » sur l'ensemble du territoire national. Celle-ci a touché trois domaines principaux " Mon école, Mon dispensaire et Mon environnement".

La campagne de sensibilisation a été un succès pour les jeunes sur l'engagement citoyen qui a permis une grande mobilisation.

Dans la quasi-totalité de nos villes, les réseaux des jeunes, les clubs de jeunesse et des sports, les organisations de la société civile nationales, les élèves, les associations des jeunes (nationales, régionales et départementales) ont, dans un effort commun, participé à l'assainissement de plusieurs espaces, infrastructures et édifices publics.

La campagne a été appuyée fortement par l'administration publique, la société civile et les élus notamment le ministère de la Santé, les walis, les maires et les élus locaux en plus de l'Union National du Patronat Mauritanien (UNPM), la Fédération Mauritanienne de Football (FFRIM), entre autres acteurs.

A titre d'exemple, au niveau de la wilaya de Nouakchott Sud, les jeunes mobilisés en grand nombre ont nettoyé et dégagé les immondices entourant la cour de l'Ecole El Hadj El Michri à Riyad. Aussi, le quartier de la SAMIA à El Mina a



lui aussi été entièrement nettoyé.

Par ailleurs, dans la wilaya de Nouakchott Nord, à Dar Naim, l'école ESMA a bénéficié d'un grand coup de balai qui l'a rendu propre. Cette action citoyenne s'est réalisée grâce au sursaut de l'ensemble des citoyens convaincus qu'ils sont des bienfaits de ce bon geste.

La campagne a couvert tout le pays

Dans les autres wilayas du pays, la campagne a connu des succès éclatants. Présentement, ce bénévolat des jeunes se poursuit, dans toutes nos villes et villages, à travers la sensibilisation sur la prévention contre la Covid-19.

Pour mener à bien cette campagne de sensibilisation, le ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports l'a appuyée par une large campagne médiatique explicative qui avait pour but de préparer les citoyens à ce genre d'action. Il s'agit ainsi de mettre en avant la citoyenneté et l'amour de la patrie : deux fondements essentiels pour un engagement citoyen.

Le programme watanouna a abouti, au cours de cette année, à nombre d'actions notamment la distribution des kits alimentaires au profit des familles vulnérables lors de la première apparition de la pandémie COVID-19. Il s'est agi de participer activement à la campagne de veille communautaire contre la propagation de cette maladie qui a duré 3 mois avec la participation de 2312 volontaires répartis entre Nouakchott et l'intérieur du pays. De

même, les jeunes volontaires ont procédé à des actions de reboisement et aménagement du terrain de football et services publics de Boumdeid

Des actions salvatrices

D'autres activités non moins importantes ont visé l'assainissement et la désinfection des écoles avant la reprise de cours. On enregistre aussi que les volontaires ont participé activement aux efforts publics visant à limiter les dégâts causés par les inondations qui se sont produites dans plusieurs villes du pays.

Les jeunes volontaires qui sont sur tous les fronts participent à l'organisation du public lors d'importants événements comme par exemple celle des populations pour accueillir le Président de la République pendant ses différentes visites à l'intérieur du pays.

Le programme Watanouna a, selon un haut responsable du département de la Jeunesse, réalisé des actions pour renforcer et promouvoir le civisme, l'engagement citoyen, le bénévolat et l'unité nationale à travers des colloques, causeries, soirées, séminaires, formations ...etc.). Aujourd'hui, le programme a enregistré 6.901 volontaires sur ses bases de données au niveau de toute l'étendue du territoire national.

En matière d'appui à la Mauritanie, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a octroyé un montant de deux millions de dollars en faveur du programme Watanouna. Cette enveloppe



financière s'étale sur quatre ans (2020-2024). L'objectif est d'intégrer 10.000 jeunes dans ce programme au cours des quatre prochaines années grâce à l'encrage des valeurs citoyennes auprès des jeunes afin de les éloigner des dangers de l'extrémisme et les comportements malsains, partant du principe que la jeunesse constitue « la pierre angulaire de tout développement durable du pays ».

Watanouna repose sur l'engagement citoyen et la nécessité pour la jeunesse de s'impliquer dans le progrès du pays, sa stabilité et sa cohésion sociale. 4.600 jeunes volontaires sur l'ensemble du territoire ont fait un travail remarquable, en commençant par les campagnes de sensibilisation sur les

gestes barrières contre la Covid-19 et la distribution de l'aide alimentaire dans les quartiers défavorisés. En plus, ils ont procédé à l'encadrement et l'aide des populations dans les zones ravagées par les intempéries, sans compter la veille communautaire, grâce à l'aide de l'UNICEF et de l'OMS dont l'apport a permis « d'allouer des allocations à 1.200 jeunes volontaires ».

De meilleures conditions pour les jeunes

Watanouna est un ambitieux programme qui représente un volet phare dans le programme global du Président de la République, car il entre dans la

conception qu'il a de la jeunesse. Cette jeunesse qui, malheureusement, est complètement déboussolée, sans espoir et confrontée aux défis du chômage, de l'exclusion et de la délinquance. Mais l'Etat est déterminé à mettre un terme aux souffrances de notre jeunesse qui représente 60 % de la population.

Ce difficile héritage serait ainsi à l'origine du package de projets que le département de l'Emploi est en train de concevoir et d'exécuter, tel que « Mon Projet-Mon Avenir », le programme « Mon Métier » par la valorisation des métiers, le programme adéquation formation et emploi. A cela devra s'ajouter, les valeurs de l'engagement citoyen et civique, car une nation qui n'est pas soudée et qui ne promeut pas les valeurs de la participation et de la cohésion sociale ne peut pas aller de l'avant.

Ce programme pour le volontariat et le développement durable vient à point nommé pour concrétiser un des engagements importants du Président de la République et porté par le gouvernement, à savoir le renforcement de l'unité nationale et l'ancrage chez les jeunes de l'esprit d'engagement communautaire. Watanouna s'inscrit dans les actions prioritaires de la Stratégie de croissance accélérée et de prospérité partagée (SCAPP) ainsi que dans le programme du Président de la République « Taahoudati ».

Le programme est donc la suite de la phase pilote exécutée entre 2014 et 2017 entre notre pays et le Programme des Volontaires des Nations Unis qui avait conduit au recrutement de 55 volontaires qui ont été dispatchés dans plusieurs institutions dont l'ancien programme Tadamoun et le ministère de la Santé.

Le présent programme est encore beaucoup plus ambitieux dans son ciblage, dans le nombre de bénéficiaires et dans la responsabilisation de la jeunesse regroupée au sein d'un corps de volontariat.

Le volontariat :

Vecteur de cohésion sociale et de confiance entre jeunes

Etre jeune volontaire dans une institution ou dans un projet signifie généralement mettre son temps et son énergie au service d'un projet local en échange de la prise en charge de certains de vos frais (transports, hébergement, nourriture, activités...) par l'organe ou l'institution qui vous accueille ou un programme qui soutient ce type d'initiatives.

La nature même du volontariat en fait un vecteur du développement durable. Le volontariat permet aux hommes et aux femmes de participer à leur propre croissance. Grâce au volontariat, les citoyens consolident leur résilience, enrichissent leurs connaissances et acquièrent un sens de responsabilité à l'égard de leur propre communauté. L'action volontaire individuelle et collective renforce la cohésion sociale et la confiance et conduit ainsi à un développement durable mis en œuvre par et pour les citoyens.

Le volontaire s'engage pour une durée précise et est accueilli dans le cadre d'un projet mis en place par une institution ou un organisme situé dans un autre pays. Des tâches concrètes sont déterminées ensemble ainsi que les horaires de prestation, conditions d'hébergement... Dans certains cas, un encadrement du volontaire est prévu par le biais d'un « tuteur »

Aujourd'hui, il existe la plus grande génération de jeunes jamais connue. Les technologies telles que les médias sociaux et les téléphones mobiles ont créé une génération qui est mieux connectée que jamais, éveillant en eux un nouveau sentiment de puissance et de potentiel. Certaines activités nationales et internationales montrent que les jeunes apportent de l'énergie, des idées créatives et leur détermination à conduire la réforme, la nécessité d'institutions qui sont plus adaptés à leurs besoins et aspirations.

Mais les jeunes rencontrent également des difficultés. L'exclusion sociale, le manque de droits, la violence de tout genre, la pauvreté et d'autres problèmes. Ces pesanteurs doivent être combattues pour permettre aux jeunes de pouvoir exercer pleinement leur potentiel. Le bénévolat est un moyen puissant qui leur permet d'acquérir un sens profond de l'engagement civique et apporter des changements positifs à leurs communautés.



Perspectives 2021 du programme

Les perspectives pour l'année 2021 comptent plusieurs axes. Il s'agit essentiellement de rapprocher les services du Programme des bénéficiaires, leur ouvrir les portes de l'administration et les concerter par rapports aux questions du volontariat. Il y a également la mise en place d'un réseau de partenariat et de collaboration avec les

secteurs publics, partenaires au développement, organismes locaux et internationaux, notamment les secteurs de la santé, éducation, environnement, agriculture, intérieur et décentralisation ...Et, aussi avec les établissements publics (Taazour, CSA ...); le système onusien (PNUD, FNUAP, UNICEF, VNU, OMS ...) ; organisations arabes, françaises et internationales (Union Arabes des Activités de Volontariat, France volontaires ...) et les associations, organisations de jeunesse, ONGs ...

Le programme prévoit aussi une batterie de formations des jeunes dans les domaines de volontariat. A titre d'exemple, on envisage la formation de :

- 720 jeunes volontaires sur le secourisme, le sauvetage et la gestion des catastrophes (incendies et inondations ...) ;
- 430 jeunes volontaires sur l'agriculture, la nutrition et la protection de l'environnement ;
- 200 jeunes volontaires sur les effets néfastes des stupéfiants
- 50 jeunes filles en informatique, entre autres importantes formation.

Il est envisagé l'assainissement périodique (mosquées, marchés, places publiques...) ; la poursuite de la campagne de sensibilisation contre la Covid-19 sur toute l'étendue du territoire national ; la participation active aux campagnes de vaccination et de sensibilisation sur la santé publique (maladies pluviales et saisonnières, épidémies...) ; des cours de rattrapage au profit de 700 jeunes du primaire, collège et lycée (...).

Toutefois, tous nos partenaires au développement peuvent s'y impliquer davantage pour couvrir le gap de 2 milliards requis et permettre de recruter encore plus de jeunes. Il est important de rappeler que, le PNUD et le Programme des Volontaires des Nations Unies participent déjà à hauteur de 55.000 dollars US, soit 1.306.000 MRU.

Le programme Watanouna devrait à termes contribuer à faire de sorte que notre pays atteigne les Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030.

Les jeunes filles et garçons sont la cheville ouvrière et le fer de lance du progrès des peuples. Ils doivent pour être volontaires, d'abord le vouloir, être engagés et pouvoir, entre autres, sauver des vies et contribuer au développement du pays.



« Mon projet, mon avenir » ou l'auto-emploi jeune en essor

Par Hamada Mohamed Saleh



est sans doute le projet « Mechroui-Moustaghbeli » (Mon projet, mon avenir), avec un financement de plus d'un milliard MRU étalé sur cinq ans, et dont la première opération, lancée dès janvier 2020, a porté sur l'accompagnement et le financement de la création ou de l'extension de 500 micro et Petites entreprises (MPE) rentables et pérennes sur l'étendue du territoire national.

Le programme « Mon projet, mon avenir » est une réponse au constat du chômage dans une population dont plus de 60 % a moins de 25 ans ; tranche d'âge deux fois plus susceptible d'être au chômage que les plus de 25 ans (42 % contre 21 %), selon les chiffres 2017 de l'Office national de la Statistique. Le projet a pour objectifs d'améliorer l'employabilité des jeunes vulnérables, en particulier des femmes, dans les zones sélectionnées, au profit des jeunes ayant atteint au maximum le niveau d'éducation secondaire qui sont sans emploi, ni éducation ni formation ; ou dans des situations d'emploi précaire.

Cette opération a permis de sélectionner, sous forme d'appel à concurrence, les meilleures idées de création ou d'extension d'entreprises dans chaque wilaya, qui a été accompagnée et financée à des conditions acceptables suivant un cadre de partenariat qui assure la pérennité du programme à travers le revolving du fonds de financement.

Jamais plus grand programme de création d'emplois n'a été entrepris dans le pays. L'engagement pris par le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, de créer 100 mille emplois en une mandature est, proportionnellement à la taille de notre démographie, un programme fort ambitieux, conçu et mis en œuvre à travers un ensemble de projets permettant de stimuler l'emploi, de résorber le chômage et de créer de réelles opportunités pour les jeunes.

Ce programme se décline à travers une vision globale qui place l'emploi des jeunes au cœur d'une synergie qui rassemble tous les acteurs, mobilise d'importantes ressources, et utilise différents leviers pour atteindre une employabilité optimale, notamment la micro-entreprise en tant que facteur d'intégration sociale.

La première composante du programme d'intégration économique des jeunes, porte notamment sur la formation et l'accompagnement des jeunes (contenu des modules élaboré en phase préparatoire de projet), l'évaluation de la formation, le travail en lien avec les coaches pour conseiller et orienter les jeunes, l'identification des besoins en main d'œuvre des entreprises, l'établissement de partenariats entre les centres de formation et les entreprises pour la mise en œuvre des formations,

l'identification des secteurs porteurs d'emploi et le financement de projets d'auto-emplois de jeunes.

Des actions spécifiques et innovantes ont été initiées au profit des jeunes, pour renforcer leurs compétences par la formation professionnelle et la pro-

RÉPARTITION DES 500 MPE PAR WILAYA:					
Wilayas	Nbre de projets	Wilayas	Nbre de projets	Wilayas	Nbre de projets
Nouakchott - Ouest	50	Hodh El Gharbi	30	Trarza	30
Nouakchott - Nord	50	Assaba	30	Adrar	30
Nouakchott - Centre	50	Gorgol	30	Tagant	20
Dakhlet Nouadhibou	50	Guidimakha	30	Tiris Zemour	20
Hodh Echarghi	30	Brakna	30	Inchiri	20
TOTAL PROJETS			500		

motion de l'auto-emploi.

Le modèle d'action choisi est efficace parce qu'il part du bénéficiaire et évolue vers les décideurs et non l'inverse. Cette démarche est d'autant plus stimulante et adaptée à l'état d'esprit des jeunes qu'elle leur offre, en plus des aspects lucratifs, une indépendance dans l'action, une maîtrise de l'emploi du temps et une liberté d'adopter ou non une routine. Elle leur donne aussi le sentiment de fierté, les entreprises ou les particuliers avec lesquels ils travaillent étant leurs clients et non leurs employeurs...

Un des piliers du programme de création d'emplois

Elargissement et extension de la 1ère opération

Dans le cadre du PPEP (Programme Prioritaire Elargi du Président), il a été retenu d'élargir la première opération du programme « Mechroui – Moustaghbeli », par le financement de 250 projets à l'échelle des Moughataas d'une part et d'autre part de financer 500 nouveaux projets dans le cadre de la deuxième opération du Programme.

Cette extension s'est faite sur la base des requêtes soumises lors de la première opération et concerne exclusivement les Moughataa en dehors des capi-

tales régionales.

Face à l'urgence de finir cette opération d'extension, la présélection des bénéficiaires a été confiée aux trois bureaux qui ont mis en œuvre la première opération. Cette présélection a permis de choisir parmi les dossiers non admis lors de la première opération des moughataas concernés, le quota plus une marge de cinq projets.

Un jury présidé par la CAPEC de la moughataa et comprenant un représentant du MEJS et un représentant de la moughataa, s'est vu confier la réalisation du pitch pour la sélection des bénéficiaires finaux de chaque moughataa.

La CAPEC se charge de faire les business plans des projets retenus et surtout d'évaluer le montant du prêt, la durée, le différé du prêt de MPM.

Assouplissement des modalités

Il s'agit pour les jeunes au niveau de toutes les wilayas du pays, partant du potentiel économique de leur environnement immédiat et de la réalité du marché local, de penser et de proposer un projet en conformité avec les critères d'éligibilité du programme « Mechroui-Moustaghbeli ». Une occasion pour les jeunes mauritaniens de démontrer leurs talents, de s'affirmer, de s'autonomiser.

Les modalités liées aux risques financiers, aux garanties, aux taux d'intérêt et aux décaissements ont été assouplies pour faciliter l'accès des jeunes aux lignes de crédit du programme.

Transparence rigoureuse dans la sélection des projets

Les projets sélectionnés ont été de nouveaux projets et des MPE, générateurs de revenus durables et

Critères d'éligibilité au programme « Mon projet, mon avenir »:

Les projets éligibles aux opérations de sélection du programme « Mon projet, mon avenir » doivent être de nouveaux projets et des MPE, générateurs de revenus durables et créateurs d'emplois (au moins 03 emplois directs), présentés conformément au formulaire de requête de financement élaboré à cet effet et portés par une personne ou un groupe de personnes :

- de nationalité(s) Mauritanienne(s) et âgé(s) de 18 à 40 ans (Hommes / Femmes / Groupe) ;
- résident(s) dans la wilaya concernée et y implantent son projet de MPE;
- sans antécédent(s) financier(s) négatif(s).

Le dossier à fournir est composé de :

- Le formulaire de projet dûment rempli ;
- Le résumé en 02 (deux) pages au Maximum du CV du principal responsable de mise en œuvre du projet;
- La copie de la CNI du ou des promoteurs/entrepreneurs
- Le certificat de résidence datant de moins d'un mois du ou des promoteurs/entrepreneurs
- La copie du registre de commerce (pour les projets d'extension) ;
- Tout autre document jugé pertinent pour une meilleure compréhension du projet.

Ne sont retenus que les dossiers dont

- la composition est complète ;
- les pièces qui la composent sont valides et conformes ;
- leurs promoteurs sont sans antécédent financier négatif
- le montant sollicité auprès de « Mon projet mon avenir » est compris entre 70 000 et 600 000 MRU et le montant total du projet compris entre 50 000 et 550 000 MRU



créateurs d'emplois (au moins 03 emplois directs par projet), présentés conformément à un formulaire de requête de financement qui définit les modalités et conditions d'accès au financement. Les candidats retenus avaient préalablement retiré le formulaire de requête de financement auprès des Wilayas et des Moughataas dès 20 janvier 2020.

Pour réaliser la phase de présélection des quotas au niveau de chaque Wilaya dans le cadre du Programme « Mechroui-Moustaghbeli », le ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports a décidé, pour garantir la neutralité de l'administration dans le processus de sélection, de confier cette phase à des bureaux d'études. Ces derniers ont été sélectionnés à la suite d'un appel d'offres publié à cet effet et après une évaluation combinée des offres techniques et financières soumises par les bureaux intéressés par cette mission. Une Commission ad hoc a été instituée à cet effet.

Accompagnement et suivi de proximité

Un dispositif de suivi, chargé d'accompagner PRO-CAPEC dans sa mission sans s'interférer dans ses prérogatives a été mis en place.

A travers les inspecteurs régionaux et les animateurs des guichets emplois au sein des espaces jeunes, sous la supervision des directeurs régionaux de l'emploi de la jeunesse et des sports, le département a mis en place un suivi rapproché des promoteurs de MPE, en étroite collaboration avec les gérants et autres agents des CAPEC.

L'accompagnement a pour objet de s'assurer que le projet est conforme au cahier de charges et d'assister le promoteur dans ses démarches d'implantation et formalités administratives préalables au décaissement de son prêt.

Ainsi, au niveau de chaque wilaya, le directeur régional de l'Emploi de la Jeunesse et des Sports, en fonction du nombre d'agents et d'inspecteurs à sa disposition y compris lui-même, fera en sorte que chaque agent suive au maximum 10 promoteurs dans cette phase.

Sachant que la signature du contrat de prêt est l'étape ultime qui précède le décaissement du prêt, le directeur régional doit prendre part à cette formalité et viser le contrat après avoir constaté et attesté du respect de toutes les dispositions nécessaires à un bon déroulement de la suite du processus.

Chaque CAPEC chargée de la mise en œuvre de ce volet du programme, fournit un rapport journalier à PROCAPEC, qui les partagent avec la Coordination du Programme Mechroui – Moustaghbeli.

Les directeurs régionaux, transmettent aussi des rapports hebdomadaires au coordinateur du responsable du suivi pour exploitation et traitement sous la supervision du coordinateur du Programme.

Démocratisation de la culture entrepreneuriale

Conscients du rôle de la culture entrepreneuriale dans la promotion de tout auto-emploi réussi, les pouvoirs publics ont assorti le projet « Mechroui-Moustaghbeli » d'un volet d'accompagnement qui permet de sensibiliser les jeunes promoteurs à la dimension économique de la « culture entrepreneuriale », les méthodes de gestion des projets, et les valeurs et les comportements du chef d'entreprise. La durabilité du travail indépendant et des activités en auto emploi reposent sur le fait qu'ils sont le fruit d'un libre choix, qu'ils assurent un revenu adéquat et se construisent sur une volonté d'indépendance.

Cette conception holistique de la culture entrepreneuriale a des répercussions plus durables, du fait qu'elle reflète un esprit d'autonomie globale et assure une plus grande durabilité des projets et en accroît l'impact en termes d'emplois générés, de rentabilité économique et financière et plus généralement d'insertion dans le tissu économique.

Il s'agit véritablement d'une stratégie pédagogique de soutien aux projets entrepreneuriaux, de développement du potentiel des jeunes, de l'orientation de l'énergie des jeunes au profit de leur collectivité par l'auto emploi, la création d'entreprise et l'implication dynamique dans leur domaine et de préparer des leaders économiques.

Le programme « Mon projet, mon avenir » s'inscrit dans le cadre d'une vaste politique d'insertion des jeunes qui s'articule autour d'une méthodologie qui répertorie les opportunités et les ressources qui existent dans le pays en matière de formation professionnelle, d'emploi et d'auto-emploi, d'accompagnement pour répondre à la demande d'information et d'orientation des jeunes, en vue d'améliorer l'employabilité des jeunes en tenant compte des réalités locales et des secteurs porteurs d'emploi.

Il s'agit de faciliter la construction d'un parcours d'insertion en mobilisant les ressources accessibles, d'améliorer le suivi, l'orientation, et l'appui des jeunes dans leur parcours professionnel, de faciliter l'accès à des opportunités de formation, d'emploi et d'auto-emploi pour les jeunes, de favoriser l'information sur les différents dispositifs et mesures d'accompagnement, d'appui,

Le partenariat public-privé au service de l'employabilité des jeunes

Le gouvernement et le patronat ont lancé une initiative pour l'emploi des jeunes afin de lutter contre le chômage.

A cet effet, un accord de partenariat pour l'emploi des jeunes avait été signé décembre 2019 à Nouakchott.

L'accord stipule que le patronat mauritanien (UNPM) s'engage à insérer un total de 6 000 jeunes mauritaniens dans ses différentes fédérations dès le premier semestre de l'année 2020.

Selon les termes de l'accord, ces 6 000 jeunes seront répartis entre les fédérations de l'UNPM comme suit :

La fédération de l'agriculture : 1500 employés ;

La Fédération de la pêche : 1000 employés ;

La fédération du bâtiment : 1000 employés ;

La fédération de l'industrie et du transport, 1 000 employés ;

La fédération des services professions libérales : 500 employés ;

La fédération du tourisme : 500 employés

La fédération des boulangeries et pâtisseries : 500 employés.

de conseils existants, de renforcer les synergies entre les structures mandatées à intervenir auprès des jeunes et de partager l'information et la rendre accessible grâce à un outil opérationnel.

Impératif de promotion d'une culture entrepreneuriale chez les jeunes

Si bien de programmes et de projets sont orientés vers la création d'emplois au profit des jeunes, tel que le programme « Mechroui-Moustaghbeli », aucune préparation préalable au niveau des cursus scolaires n'intègre aujourd'hui, suffisamment, l'apprentissage des valeurs entrepreneuriales dans leurs contenus pédagogiques, notamment au niveau des centres de formation professionnelle censés être un pourvoyeur d'emplois indépendants et une source d'auto-emploi pour les jeunes. Aucun mécanisme d'appui au démarrage et de support aux micro-entreprises naissantes n'existe non plus en aval des structures d'apprentissage et de formation professionnelle.

Création et développement de l'esprit business

Il importe de mettre en œuvre une stratégie pédagogique derrière un projet entrepreneurial pour mettre les jeunes dans des situations où ils doivent initier, concevoir, élaborer et conduire des projets d'emplois indépendants et d'auto-emploi structurés.

Cette stratégie pédagogique devra s'articuler autour du développement du potentiel des jeunes, de leur capacité à identifier des niches d'investissement rentables, de leur aptitude à mobiliser des ressources à leur portée et à intégrer leur projet dans l'environnement local.

Il conviendra surtout de diversifier et d'élargir les structures d'accompagnement à toutes les wilayas du pays et à tous les secteurs pour rendre l'accompagnement plus proche et par conséquent plus efficace.

Asseoir durablement le modèle de l'auto-emploi au sein de la frange jeune de la population sera inmanquablement fonction de la capacité à intégrer l'apprentissage des connaissances, techniques et valeurs entrepreneuriales dans leurs contenus pédagogiques des structures de formation professionnelle et technique.

Données démographiques sur l'emploi jeune

Caractéristiques sociodémographiques :

La population mauritanienne se caractérise par sa jeunesse avec plus de la moitié de la population qui est âgée de moins de 20 ans ; La population potentiellement active, composée des personnes âgées de 14-64 ans, représente 45,9% et 54,5% de la population masculine et féminine (respectivement) ; Cette population reste fortement concentrée à Nouakchott avec 28,5% de la population totale et près de deux tiers de la main d'œuvre urbaine.

Principales caractéristiques du marché de travail en Mauritanie.

La population en âge de travailler représente 52,7% de la population globale. Cette population est majoritairement jeune avec plus de 61,4% âgés de moins de 35 ans. Cette population en âge de travailler est composée majoritairement de femmes (57,5%) ;

La proportion de la population en emploi représente 37% de la population en âge de travailler en 2017. Quel que soit le sexe, les personnes en emploi sont majoritairement âgées entre 25 et 49 ans qui représentent 63,3% des personnes en âge de travailler ;

La population en chômage est majoritairement jeune : 34,6% de chômeurs sont âgés de moins de 24 ans. Selon la répartition spatiale, 73,2% des chômeurs résident en milieu urbain ;

La population hors de la main d'œuvre représente 58,5% de la population en âge de travailler. Cependant, plus deux tiers (70,6%) de cette population sont composées de femmes. Principaux indicateurs du marché de travail Participation à la main d'œuvre, deux fois moins de femmes que d'hommes : 59,6% des hommes contre seulement 28,2% des femmes ont la participent effectivement à la main d'œuvre ;

Le ratio emploi/population est de 36,6%. Le niveau relativement faible de ce ratio emploi/population indique qu'une grande part de la population en âge de travailler ne participe pas directement à l'activité économique du pays ;

Quelle que soit la formation, le pourcentage de femmes occupées est deux fois plus faible que celui des hommes ; L'économie mauritanienne reste dominée par des activités informelles : 91,1% des actifs occupés dans le secteur privé non agricole sont dans des emplois informels ;

Au cours des cinq dernières années, le taux de chômage a augmenté de 1,7 point de pourcentage passant de 10,1% en 2012 à 11,8% en 2017. Le chômage touche plus les femmes que les hommes, avec des taux respectifs de 13,3% et de 10,9% ;

Le chômage demeure une problématique de la jeunesse où plus d'un jeune de moins de 25 ans sur cinq est au chômage.

Caractéristiques sociodémographiques

La population mauritanienne se caractérise par sa jeunesse avec plus de la moitié de la population qui est âgée de moins de 20 ans ;

La population potentiellement active, composée des personnes âgées de 14-64 ans, représente respectivement 45,9% et 54,5% de la population masculine et féminine.

Source : Enquête Nationale de l'Emploi et du Secteur Informel (ENE-SI) de 2017

Ahmed Yahya :

Ma candidature à la présidence de la CAF porte un projet d'avenir pour le football africain

Le président de la Fédération mauritanienne de football (FFRIM), M. Ahmed Yahya, a considéré que sa candidature à la présidence de la Confédération africaine de football (CAF) porte un projet d'avenir pour le football africain. Il a indiqué, dans une interview exclusive avec le magazine Horizons, que son programme a été pensé et rédigé au contact de toutes ses rencontres au quotidien avec ceux qui font le football sur le continent africain, notamment les joueurs et dirigeants de fédérations. « Je souhaite davantage les aider et les accompagner par des moyens techniques et financiers dans le but de professionnaliser réellement notre football », a dit M. Ahmed Yahya dans l'interview dont voici l'intégralité :

Horizons : Vous êtes candidat à la présidence de la CAF. Quels sont les mobiles de votre candidature à un si prestigieux poste? Et quelles garanties avez-vous obtenues pour remporter cette élection ?

Le président de la FFRIM : Le football fait partie intégrante de ma vie depuis 20 ans. C'est un sport que je porte en moi et qui me passionne. Aujourd'hui, j'ai le désir de rendre au football ce qu'il m'a tant apporté durant ces deux dernières décennies. Ma candidature porte un projet d'avenir pour le football africain. Mon programme a été pensé et rédigé au contact de toutes ces rencontres au quotidien avec ceux qui font le football sur le continent africain, notamment les joueurs et dirigeants de fédérations. Je souhaite davantage les aider, les accompagner par des moyens techniques et financiers dans le but de professionnaliser réellement notre football. C'est notre devoir, ensemble, pour porter haut les valeurs du football africain.

Horizons : D'aucuns pensent que votre candidature est sous-tendue par le bilan de votre action au profit du football mauritanien. Pouvez-vous évaluer cette action ?

Le président de la FFRIM : Le football en Mauritanie a beaucoup gagné en professionnalisme, en efficacité et en infrastructures ces dernières années. Dès mon élection en 2011, nous avons voulu agir rapidement afin de renforcer la promotion du football mauritanien, notamment avec la mise en place d'une administration opérationnelle, de compétitions nationales régulières et d'une unité de production audiovisuelle (FFRIM TV) et la création des FFRIM Awards, une cérémonie annuelle visant à récompenser les acteurs du football mauritanien devant des personnalités éminentes du football africain et mondial. Nous avons accompagné le



développement du football des jeunes avec la mise en place d'une Direction Technique Nationale et la création de plusieurs championnats de jeunes afin de préparer l'avenir du football mauritanien. Le football de demain est notre grand sujet. Voilà pourquoi, nous avons créé une Académie de football pour former les meilleurs talents de demain de notre pays sur la base d'un parcours sport-études. Notre grand devoir était de préparer les générations de demain avec des valeurs de fraternité, d'unité et de solidarité.

Ce fort développement va de pair avec la création d'infrastructures de qualité. Ainsi, nous avons inauguré, en 2014, le nouveau siège de la FFRIM, mais également réhabilité le Stade Cheikha Boïdiya avec une extension faisant passer la capacité d'accueil de 2.000 à 8.200 places grâce au soutien du Gouvernement et aux subventions du programme Forward de la FIFA.

Tous ces efforts ont été récompensés par la première qualification historique de la Mauritanie, en 2013, au Championnat d'Afrique des Nations (CHAN) qui s'est tenu en Afrique du Sud en 2014 avant de rééditer l'exploit pour le CHAN du Maroc. En 2017, la Mauritanie a bondi, également, de la 206e à la 81e place au classement mondial de la FIFA, avant de se qualifier, en 2018, pour la première fois de son histoire, à la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) en Égypte

en 2019. C'est une immense joie, un honneur et une grande fierté pour tout le peuple mauritanien. Nous sommes plus heureux encore d'être le pays hôte de la prochaine Coupe d'Afrique des Nations U20 qui se tiendra en 2021. Une première pour notre pays !

Horizons : A la lumière de votre expérience à la tête de la FFRIM, quel avenir prévoyez-vous pour le football mauritanien ? Et quels sont les principaux obstacles qui se dressent encore devant son développement ?

Le président de la FFRIM : Le football mauritanien est promis à un avenir radieux. Nous avons aujourd'hui la structure, la base et la dynamique qui permettent à notre pays de viser légitimement de nouveaux sommets. Je souhaite que le football mauritanien maintienne cette croissance et que la FFRIM continue sa politique de développement. Nous avons réussi à rattraper rapidement

le temps perdu, il faut donc maintenir la cadence et envisager des perspectives plus grandes encore. L'impossible n'est pas mauritanien. Nous serons très fiers de voir la Mauritanie en Coupe du Monde de Football dans les années qui viennent. C'est un objectif et toute l'équipe fédérale y travaille !

Horizons : A regarder votre parcours, quels atouts avez-vous pour incarner les espérances d'une jeunesse africaine qui a des exigences légitimes vis-à-vis de la CAF ?

Le président de la FFRIM : Je suis un homme passionné. A ce titre, ma candidature est celle d'une volonté d'excellence pour le football africain. Je souhaite insuffler davantage au football africain ce dynamisme et cette passion qui m'anime. Je suis également un homme exigeant envers moi-même d'abord mais aussi envers mes équipes dont la gestion saine et rigoureuse de la Fédération mauritanienne de football a été souvent saluée. Je souhaite aussi être le candidat de l'espoir. L'espoir de ceux qui portent haut dans leur cœur le football africain, par-delà les nationalités et les cultures. L'espoir de cette jeunesse africaine est bien légitime. Je m'attèlerai, avec énergie et enthousiasme, à être à la hauteur de leurs espérances.

La FEMHANDIS, la fédération la plus titrée du pays :

Encore des atouts pour redorer son blason

ABDELKADER SY

Le handicap est la limitation des possibilités d'interaction d'un individu avec son environnement, menant à des difficultés psychologiques, intellectuelles, sociales ou physiques. Le handicap est d'abord pensé comme relatif à une déficience provoquant une incapacité permanente ou non. Il est aussi redéfini relativement à une inégalité de moyens, en intégrant l'idée que « des interventions destinées à lever les obstacles environnementaux et sociaux sont nécessaires ». Le terme de « handicap » a ainsi acquis, en plus du médical, une dimension sociale. En Mauritanie, très tôt, la pratique sportive des personnes handicapées a fait son entrée grâce au dynamisme de la Fédération mauritanienne des Handicapés dirigée alors par Tambo Kamara.

Par la suite, cette dernière s'est scindée en plusieurs fédérations se spécialisant chacune dans un domaine bien déterminé. Certaines ont pris le taureau par les cornes et ont essayé de jouer leur partition sur le plan national pour constituer un fleuron de l'action des personnes vivant avec un handicap. En raison de la conjoncture actuelle et la situation qu'on vit à cause du Covid-19, mais aussi des restrictions en relation avec les mesures sanitaires, la Fédération des Sports pour handicapés a réduit, à l'image de toutes les autres fédérations sœurs, ses activités à leur plus simple expression. Elle a très certainement prévu de respecter comme à l'accoutumée ses engagements pour tenir, à temps, ses réunions annuelles pour discuter et arrêter le calendrier national des compétitions, d'après le volume de chaque discipline, mais aussi du protocole sanitaire de vigueur et applicable chaque jour.

Rappelons toutefois que le handicap renvoie aux difficultés de la personne dite « en situation de handicap » face à un environnement donné en matière d'accessibilité, d'expression, de compréhension ou d'appréhension. Le niveau de handicap, c'est-à-dire l'ampleur des limitations d'activité et de participation, est ainsi variable en fonction des contextes (sociétaux, humains, techniques, juridiques, etc.). Le handicap affecte 80 millions de personnes en Europe et 650 millions dans le monde entier, voire un milliard de personnes selon le Rapport mondial sur le handicap de l'OMS et de la Banque mondiale en 2011. La prévalence du handicap dans 54 pays de l'étude de l'OMS est estimée à 15 % de la population mondiale, et dans 80 % des cas il s'agirait de handicaps invisibles. Seulement 10 % des personnes en situation de handicap disposent d'outils pour les aider dans



leur vie quotidienne. « Le handicap est fonction des rapports des personnes handicapées avec leur environnement. Il surgit lorsque ces personnes rencontrent des obstacles culturels, matériels ou sociaux qui sont à la portée de leurs concitoyens. Le handicap réside donc dans la perte ou la limitation des possibilités de participer, sur un pied d'égalité avec les autres individus, à la vie de la communauté (1982) »

Un taux de prévalence de 0,96%

Sur une population résidente totale de 3.537.368 habitants, dénombrée lors du Recensement Général de la Population et de l'Habitat en Mauritanie en 2013, 33.920 habitants vivent avec un handicap, soit un taux de prévalence de 0,96%.

Sur une population résidente totale de 3.537.368 habitants, dénombrée lors du Recensement Général de la Population et de l'Habitat en Mauritanie en 2013, 33.920 habitants vivent avec un handicap, soit un taux de prévalence de 0,96%. Le handicap moteur apparaît comme étant le plus fréquent, avec une personne atteinte sur trois de ce type de handicap. La proportion de la cécité est de 20,2%. L'analyse selon le sexe, révèle que les hommes sont plus touchés par le handicap que les femmes. Le nombre de handicapés du sexe masculin est de 18.470 habitants contre 15.450 habitants pour le sexe féminin. L'analyse selon le milieu de résidence montre que les taux de prévalence de handicap sont presque similaires (0,97% en milieu urbain et 0,96% en milieu rural). Par wilaya, le taux de prévalence le plus élevé est enregistré au Tiris Zemmour (1,40%) et le taux de prévalence le plus faible est enregistré au Guidimagha (0,73%). En outre, Nouakchott concentre le plus grand nombre des personnes vivant avec un handicap. La population âgée de moins de 15 ans représente 18,4% de l'effectif

total des personnes vivant avec un handicap. Les handicapés âgés de 15-59 ans représentent plus de la moitié des personnes vivant avec un handicap, soit 55,4%. Quant aux personnes handicapées âgées de 60 ans et plus, elles constituent 26,3% de la population totale des handicapés, principale cause de handicap est liée aux maladies, suivie de handicap congénital. En effet, 41,8% des personnes handicapées le deviennent suite à une maladie, et 29,5% sont nées avec le handicap. Par contre, 16,3% n'ont pas déterminé la cause de leur handicap, alors que les accidents provoquent 11,6%. En outre, les résultats précisent que la cause de handicap diffère selon le type de handicap. La maladie constitue, certes, la première cause de handicap moteur, visuel et poly-handicap, alors que le handicap congénital est principalement à l'origine de la surdité et/ou de la mutité ainsi que des handicaps mentaux. Situation socio-économique des personnes vivant avec un handicap. L'analyse selon le statut dans l'emploi des personnes handicapées montre que le travail indépendant constitue le principal statut de l'emploi chez les personnes handicapées avec 59,7% qui sont des travailleurs pour leur propre compte. Le travail salarié reste relativement important chez les personnes handicapées comme salariés privés temporaires (14,8%) ou salariés publics (13,0%). A l'opposé, les proportions les plus faibles se retrouvent parmi les aides familiaux (3,8%), les employeurs (3,5%) et les apprentis (0,6%). Le RGPH de 2013 a permis d'identifier 11.817 chefs de ménage vivant avec un handicap: 68,5% des chefs de ménage vivant avec un handicap sont des hommes. Le handicap moteur reste dominant. A l'image de la population totale des personnes handicapées, l'état matrimonial des chefs de ménage se caractérise par la prédominance des handicapés mariés. Par l'instruction des chefs de ménage

handicapés, on retient que les CM n'ayant aucun niveau occupent l'essentiel des CM. Par contre, ceux ayant le niveau d'enseignement moderne (primaire, secondaire général, universitaire et supérieurs (technique/professionnel) enregistrent des proportions faibles.

Chez nous, le handisport nous a valu, par le passé, des satisfactions morales et techniques très satisfaisantes, sur la scène africaine, arabe et internationale en matière de basket et d'athlétisme.

La FEMHANDIS sort du lot...

Créée en 1989, la Fédération pour sports handicapés se fixe pour objectifs d'encourager et développer l'intégration des personnes handicapées. Elle se charge d'informer et sensibiliser l'opinion publique de l'utilité de la pratique des sports par ces personnes. Elle contribue au rapprochement des personnes handicapées dans le monde et d'identifier et former le personnel d'encadrement technique (entraîneurs, moniteurs, classificateurs. Elle se propose de trouver l'équipement nécessaire à la pratique du sport selon les disciplines. La Fédération a le devoir de constituer des équipes pour les différentes catégories de personnes handicapées. Elle se charge d'organiser des rencontres régionales, nationales et de participer à des rencontres internationales. La Fédération, présidée par M. Mohamed Ahmed Mourid, supervise les disciplines dont le handibasket ou basketball sur fauteuil roulant, l'athlétisme, le tennis de table, la pétanque, l'haltérophilie, le football pour les sourds, le goal-ball et le tennis.

La spécialité de la Fédération est le basket sur fauteuil ainsi que la course sur fauteuil. En 2002, notre équipe nationale de handibasket a remporté une médaille d'argent en Handibasket à l'occasion des championnats de Dakar après avoir battu les meilleures formations de la zone de développement sportif numéro 2 du Conseil supérieur du Sport en Afrique.

A l'heure actuelle, la Fédération Mauritanienne de handisport (FEMHANDIS) compte 160 adhérents dont plus d'une centaine d'athlètes.

Confrontée à un manque criard de matériel sportif adapté, la Fédération cherche à mettre en place un atelier de réparation et de fabrication de matériels sportifs pour handicapés. Cela lui permettra de mieux entretenir le matériel dont elle dispose actuellement mais surtout de doter les équipes de matériel performant, adapté, compétitif et bon marché. Les joueurs pourraient ainsi s'entraîner plus régulièrement, à plusieurs reprises et rivaliser d'ardeur dans le but d'améliorer leurs performances. L'objectif premier est ainsi d'augmenter le nombre de fauteuils roulants opérationnels et adaptés à la pratique du basket sur fauteuil ou pour la course en fauteuil. Le handibasket mauritanien a besoin de moyens, pour subsister, au moment où, dans plusieurs pays subsahariens et, même, certains pays maghrébins, on organise des championnats réguliers.

Débuts de création très laborieux

Les débuts de la création de la FEMHANDIS ont été très laborieux, tant les préjugés sont tenaces dans un pays où la personne handicapée est géné-



ralement perçue comme incapable. Pour autant, les initiateurs ne se laissèrent pas gagnés par un excès de pessimisme. Plutôt, ils avaient la ferme conviction et sur la base d'une affirmation universelle selon laquelle la pratique sportive est un droit reconnu à tous les membres de la communauté humaine sans distinction aucune, selon une étude.

Le pari était très au-delà des infimes moyens de la FEMHANDIS naissante. Seules mais la volonté et la détermination constituaient l'unique arme à porte de main des initiateurs de cette instance qui a très vite gravi les échelons. Ses membres commencèrent avec les moyens du bord, plus précisément des fauteuils roulants classiques, souvent raccommodés, pour mettre en place une équipe de handibasket. La rage de montrer que les personnes handicapées ont de la valeur a fait le reste. Les nouveaux handibasketteurs avaient à l'esprit cette maxime: « le sport, en plus de ses vertus classiques, constitue pour eux un autre moyen de rééducation fonctionnelle et un facteur d'accélération du processus d'intégration sociale ». Les personnes handicapées ont ainsi saisi la balle au rebond et du coup, profiter de l'opportunité offerte pour se soustraire de la mendicité ou à la délinquance. Si l'exploit sportif a été relevé avec brio, cependant il reste que l'intégration sociale tant attendue n'a pas suivi. Ils ont, par le passé, honoré leur pays sans rien recevoir en contrepartie, comme ils le disent souvent.

Le handisport était uniquement pratiqué par les personnes handicapées motrices. Aujourd'hui, on constate, à l'œil nu, que la tendance commence à s'inverser. La pratique sportive s'est généralisée à toutes les catégories de personnes handicapées: motrices, visuelles, auditives et déficientes intellectuelles. Les disciplines se sont aussi élargies. En plus du traditionnel handibasket, à cela s'ajoutent le tennis de table, l'athlétisme, l'haltérophilie, le football, le cyclisme, le karaté/judo, le torball, la pétanque... des ligues régionales handisport sont très actives au Brakna et au Trarza, au sud, à Dakhlet-Nouadhibou, au Nord, et à Nouakchott, la capitale. Il reste huit régions du pays à pourvoir en Ligues. Un projet de réforme initié par le Comité National Paralympique de Mauritanie (CNPM) prévoit l'introduction de Ligues nationales sportives spécifiques aux différentes catégories de personnes handicapées.

La FEMHANDIS, un beau palmarès

Les sportifs handicapés sont, à n'en pas douter, les plus titrés en Mauritanie. Ainsi, ils ont obtenu leur premier exploit en Algérie en 1989 (année de la naissance de la Fédération), lors d'un tournoi international de handibasket, en enlevant la coupe du fair-play. Au Caire (Egypte) en 1991,

lors des premiers Jeux africains de sports pour personnes handicapées, la Mauritanie gagne une médaille d'argent en pétanque. Aux premiers Jeux de l'avenir des personnes handicapées (JAPHAF), en 1994 à Ouagadougou (Burkina Faso), la Mauritanie s'adjuge, en athlétisme, une médaille d'or en course sur le 3.000 m handbike, et deux médailles de bronze dans le 100 et le 200m fauteuil roulant. Au championnat maghrébin de handibasket, en 1995 à Casablanca (Maroc), l'équipe nationale s'est adjugée la médaille de bronze. En 1997 à Bamako (Mali), la Mauritanie a engrangé trois médailles d'or aux premiers Jeux de l'Afrique de l'Ouest, en triomphant en handibasket, au 1.500 m handbike et au 100 m fauteuil. La même année, deux médailles d'or sont gagnées en athlétisme, aux JAPHAF à Dakar (Sénégal). Lors du tournoi de handibasket de la zone II International Paralympic Committee/Afrique en 2000 à Nouakchott (Mauritanie), l'équipe mauritanienne a remporté la coupe et la médaille d'or. Aux 4e JAPHAF, toujours en 2000 mais à Abidjan (Côte d'Ivoire), la Mauritanie a remporté deux médailles d'or, l'une en athlétisme (1.500 m), et l'autre en handibasket. En 2002, au tournoi sous-régional de handibasket à Dakar (Sénégal), la deuxième place a été obtenue. Toujours dans ce pays, en 2003, une médaille de bronze est gagnée en handibasket, lors des 5e JAPHAF. En 2005, la Mauritanie a obtenu la coupe et la médaille d'or du tournoi de handibasket de la zone II de l'APC (Comité Paralympique Africain). En 2007, l'équipe de handibasket s'est vue décerner la médaille d'or aux 6e JAPHAF, à Nouakchott. A cela s'ajoute la victoire aux Jeux organisés à l'intention des déficients mentaux par Special Olympics, en 1999, en Caroline du Nord (USA), de Mohamed Ould Cheikh, athlète déficient mental, sur 100 m, en s'adjugeant une médaille d'or.

De nombreuses difficultés

La plupart des infrastructures sportives destinées aux compétitions ne sont pas toutes adaptées aux personnes handicapées. Toutefois, la FEMANDIS dispose d'un terrain en prélude à la création d'un centre sportif multifonctionnel et d'accueil adapté. Confrontée à de très nombreuses difficultés, la FEMHANDIS a des moyens très limités. Des bénévoles assurent souvent des rôles polyvalents sans en maîtriser toutes les ficelles. Elle dispose des équipements et du matériel sportif archaïques ne suivant pas les avancées technologiques et ne répondant pas aux normes exigées en matière de handisport. Les équipements et matériels les mieux adaptés sont introuvables sur le marché local, tandis que les sportifs handicapés, généralement pauvres, ne peuvent pas s'offrir le luxe de s'en équiper à partir de l'extérieur.

Stratégie Nationale de la Jeunesse 2020-2024 :

Pour une jeunesse épanouie ancrée dans les valeurs civiques

Sidi Moustapha BELLALI

La stratégie nationale de la jeunesse et des sports est le cadre d'orientation de l'action du Gouvernement et de l'ensemble des acteurs, parties prenantes dans le secteur pour les cinq prochaines années. Elle s'organise en deux parties : la première rappelle le processus de son élaboration, les éléments de contexte et l'état des lieux et la deuxième présente la vision et les résultats attendus et le financement de la stratégie. S'agissant de la stratégie nationale de la jeunesse 2020-24 proprement dite, elle est en cours d'élaboration et s'appuie entre autre, selon sa note de cadrage conceptuelle sur les cadres de référence suivant : le Programme électoral du Président de la République, la Déclaration de politique générale du Gouvernement, la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée SCAPP, la Stratégie Nationale de l'Emploi 2020-2030... On se rappelle que pour exprimer son attachement à l'épanouissement de la jeunesse, le président de la République, dans son programme électorale « Mes engagements » avait annoncé la couleur : « L'engagement citoyen de notre jeunesse est quant à lui déterminant dans l'œuvre de construction nationale. Je m'emploierai dans ce domaine à mener une politique où les jeunes seront considérés non pas comme de simples bénéficiaires, mais des acteurs de plein droit » « Ma politique en faveur de la jeunesse sera axée sur la formation, la création d'emplois durables et la responsabilisation de notre jeunesse ».

Dans ce cadre, disait-il, j'instituerai un service civil volontaire dénommé « Watanouna », qui offrira aux jeunes les conditions propices pour consacrer, de façon volontaire, une partie de leur temps à différentes formes d'expression de la solidarité nationale dans le cadre d'actions de développement local, d'éducation et d'appui conseils à d'autres jeunes et aux communautés ».

Dans sa Déclaration de politique générale du Gouvernement le Premier Ministre avait aussi déclaré devant le parlement que : « Le Gouvernement s'engage à mettre en place les conditions nécessaires pour permettre à la jeunesse d'accomplir son devoir civique à travers la participation effective au développement économique et social du pays. A cet effet, il s'emploiera à renforcer les capacités des jeunes et encouragera leur prise de parole et leur expression autour des questions nationales tout en



facilitant leur adhésion à des activités de nature à développer l'esprit de solidarité nationale ».

La Stratégie Nationale de l'Emploi 2020-2030 se donne aussi comme objectif général d'assurer aux adultes qui le désirent la possibilité d'exercer une activité économique générant un revenu conséquent, en améliorant le niveau d'éducation et de formation de la population, en valorisant le potentiel économique du territoire par son équipement et en développant le niveau de productivité du travail dans les unités de production privées et publiques. La vision de la Stratégie Nationale de la Jeunesse 2020-2024 s'appuie sur les valeurs et principes suivants : La participation active, la tolérance, l'équité et l'égalité des chances, le respect de la diversité, l'action collective....

Renforcer la participation et l'engagement citoyen de la jeunesse mauritanienne

La stratégie 2015-2020 a été élaborée dans un contexte plus que favorable tant sur le plan international que sur le plan national selon une démarche inclusive et participative qui a été marquée par des concertations régionales et nationales auxquelles ont pris part les jeunes de toutes nos moughataas (départements) et wilayas (régions), des jeunes de la société civile, des représentants de départements ministériels partenaires, des institutions de jeunesse et de sports et des fédérations nationales sportives.

Organisées autour du thème central « responsabiliser les jeunes pour des changements qualitatifs », les journées de concertation ont été l'occasion d'échanger sur des thématiques aussi riches que variées, liées à l'éducation, aux TIC, à l'Emploi et l'Entreprenariat, le Sport, les loisirs, la Culture, le Civisme, l'Education à la démocratie, les Droits de l'homme, le Genre, la Gouvernance, l'Administration, la Réglementation, la Protection des jeunes, les Infrastructures, et les Equipements.

Elles ont enregistré plus de 2500 participants, une contribution interactive de 150.000 visites sur le Net, des acteurs de la société civile, du milieu associatif jeunesse, des différents ministères sectoriels ainsi que des partenaires au développement.

Les concertations avaient proposé cinq objectifs stratégiques pour l'élaboration de la nouvelle stratégie nationale de jeunesse et des sports pour responsabiliser la jeunesse pour des changements qualitatifs : sensibiliser les jeunes sur les enjeux de développement et les principes de la démocratie, promouvoir l'intégration socio-économique et l'épanouissement de la jeunesse mauritanienne, accompagner la transformation de la société afin de préserver les fondements socioculturels et moraux tout en catalysant les changements qualitatifs nécessaires, promouvoir le sport et la culture du sport comme vecteur de santé publique, d'unité nationale et de transformation positive de la société.



Ces propositions traduisent la forte demande des jeunes d'être des acteurs dynamiques et contributeurs de la formulation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques de jeunesse et de sport. Elles expriment au-delà de la question récurrente de l'emploi, leurs perceptions et interrogations autour des thématiques liées aux mutations de notre société et les défis de la mondialisation.

Sur la base des préconisations exprimées par les jeunes, du bilan de la mise en œuvre de la politique nationale de la jeunesse 2011-2015, de l'analyse des contraintes et des opportunités du secteur jeunesse et sports, la stratégie nationale de la jeunesse et des sports propose de promouvoir l'épanouissement d'une jeunesse ancrée dans les valeurs civiques nationales et de créer les conditions favorables à l'insertion des jeunes dans tous les secteurs de la société afin qu'ils deviennent des acteurs du développement durable.

Cette vision trouve son fondement dans des instruments et référentiels internationaux auxquels la Mauritanie a adhéré et s'appuie sur un ensemble de principes dont l'équité, la proximité, la culture de la performance, le partenariat et la subsidiarité.

Son objectif général ou impact de général est : « La contribution de la jeunesse mauritanienne pour des changements qualitatifs au service du développement du pays est renforcée ».

Cet objectif général ou impact se réalise à travers 3 programmes : un programme renforcement institutionnel, un programme jeunesse et loisirs et un programme sport. Ces programmes visent 5 objectifs stratégiques qui sont des résultats à atteindre à la fin de la mise en œuvre de la stratégie, c'est à dire au bout des 5 ans qu'on appelle des effets. Ces Effets sont : les capacités des acteurs impliqués dans la mise en œuvre de la stratégie sont accrues, les capacités d'insertion sociale et économique des jeunes sont renforcées, la participation citoyenne des jeunes et le respect de leurs droits humains sont

renforcés, le sport est promu comme vecteur de santé publique et d'unité nationale, la gouvernance du sport est améliorée.

Un cadre logique présente pour chaque programme, la logique de l'intervention, c'est-à-dire les résultats attendus, les indicateurs qui permettent d'en vérifier le niveau d'atteinte, les sources de vérification et les conditions devant être réunies pour leur atteinte.

La stratégie a été financée selon des modalités impliquant l'Etat, son partenaire bi ou multilatéral, les collectivités locales, les organisations de jeunesse, la société civile, le mouvement sportif national et international et le secteur privé. Elle est mise en œuvre selon un dispositif comprenant un organe de décision, un organe de coordination technique et des structures de mise en œuvre. Elle sera soumise à des évaluations annuelles de type interne et des évaluations externes à mi-parcours et à la fin de la mise en œuvre de la stratégie.

Concepts clés

La formulation de la stratégie utilise des concepts qu'il importe de clarifier pour comprendre la logique de l'intervention. Jeune : personne physique dont l'âge varie entre 12 et 35 ans. Impact : objectif à long terme de la stratégie. Effet : résultat attendu à moyen terme ; c'est-à-dire en 2019 qui coïncide avec la fin de la mise en œuvre du plan d'action opérationnel. C'est la combinaison des effets qui donne l'impact.

Produit : résultat à court terme obtenu avec la réalisation des activités, appelé également extrant. C'est la combinaison des produits qui donne les effets. Actions : résultat de l'utilisation des intrants ou des ressources. C'est la combinaison des actions qui donne les produits. Produit, Effet et Impact sont des niveaux de résultat, de court, moyen et long termes dont l'articulation constitue la chaîne.

Vision, principes et objectifs de la stratégie

La stratégie ambitionne de promouvoir, dans une

démarche inclusive et participative, l'épanouissement d'une jeunesse ancrée dans les valeurs civiques nationales et de créer les conditions favorables à l'insertion des jeunes dans tous les secteurs de la société afin qu'ils deviennent des acteurs du développement durable. Cette vision trouve son fondement dans des instruments et référentiels internationaux auxquels la Mauritanie a adhéré dont : - La résolution A/50/728 1995 de l'ONU adoptant le Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 ; - Le Programme d'Action de la Conférence internationale sur la Population et le Développement (CIPD) adopté en 1994 qui place les droits des personnes au cœur du processus du développement ; - La Charte Africaine de la jeunesse adoptée en Juillet 2006 et le Plan d'action 2009-2018 de la Décennie Africaine de la Jeunesse ; - La Stratégie opérationnelle de l'UNESCO pour la priorité Afrique (2014- 2021) et la Stratégie Opérationnelle pour la jeunesse de la même période.

La vision s'appuie sur un ensemble de principes parmi lesquels : l'équité, l'engagement pour le respect des Droits de l'Homme et l'Egalité pour préserver les droits de tous, l'égalité des chances, l'accès égal et équitable des citoyens indépendamment des âges, du genre, du handicap, de l'idéologie politique et des origines socioculturelles, la participation citoyenne la promotion de la Démocratie et de l'Etat de droit pour valoriser la participation et le contrôle citoyen de l'action publique, le dialogue constructif et la promotion des valeurs de la République, la proximité sur la base d'un rapprochement des citoyens, l'accès à l'information et une participation active des jeunes dans les politiques et programmes publics et communautaires, la culture de la Performance, la performance avec la mise en place d'une politique basée sur le résultat, l'organisation des structures par cahiers des charges et les contrats d'objectifs avec les acteurs pour valoriser les résultats et motiver la compétition.



Le partenariat avec un travail continue avec les acteurs sociaux sous forme de contrat de délégation et de gestion des activités des programmes annuels et pluriannuels jeunesse et sports. La subsidiarité, principe selon lequel la responsabilité d'une action publique lorsqu'elle est nécessaire, doit être allouée à la plus petite entité capable de résoudre le problème d'elle-même.

Jeunesse, participation et engagements citoyen, associatif et politique

Le mouvement associatif des jeunes n'est pas encore suffisamment structuré et malgré l'absence de statistiques fiables relatives au nombre d'associations de jeunes, l'afflux des dossiers de demande de reconnaissance et le nombre de récépissés délivrés par le MIDECE laisse entrevoir l'existence, déjà, d'une pléthore d'associations de jeunes majoritairement « cartables ». Leurs spécialités et leurs domaines d'intervention, tels que prétendus par leurs dirigeants, couvrent un large spectre de domaines : économie, santé, éducation, culture, société, sport et environnement, mais, il va sans dire que la quasi-totalité de ces organisations n'ont pas les moyens de leurs ambitions. Sont considérées braves celles qui réussissent à bénéficier d'une subvention de l'Etat et/ou à décrocher un partenariat avec un bailleur. Les responsables de ces associations sont également, confrontés à des problèmes dans l'exercice de leurs fonctions, faute de compétences dans le domaine de la gestion des associations. La jeunesse a un rôle important dans le développement de la culture démocratique et la promotion de la citoyenneté. Ainsi, les jeunes doivent constituer un vecteur à travers leurs réseaux locaux et participer activement dans le développement à la base comme des champions de la culture du changement et de l'intégrité à travers le contrôle citoyen. Il y a lieu de noter que la prise en compte des rôles

de leadership et de la participation des jeunes dans les instances électives répond à une aspiration légitime des jeunes.

Il est tout aussi important de mentionner l'engagement de la jeunesse dans le volontariat au niveau national et le développement de l'engagement patriotique.

En ce qui concerne la représentation et la participation des jeunes réfugiés, il y a lieu d'assurer leur représentation au niveau du Conseil National de la Jeunesse en tant que personnes vulnérables afin que leurs voix et doléances y soient entendues. Il est également souhaitable de réserver des quotas aux jeunes réfugiés, en tant que personnes vulnérables, aux colonies de vacances et journées culturelles organisées au profit de la jeunesse.

Jeunesse et pratique sportive et du loisir

L'absence de schémas directeurs des espaces urbains, la pression foncière des villes, l'occupation anarchique de l'espace public constituent des obstacles au développement des infrastructures sportives et des espaces de loisirs de proximité qui offrent aux jeunes les possibilités de s'adonner à la pratique sportive et aux activités de loisirs dans des espaces sécurisés et normalisés.

Jeunesse, paix et sécurité

L'avènement des nouvelles technologies et des réseaux sociaux, a mis les jeunes face à un monde ouvert et sans frontières où la jeunesse se trouve sous l'influence de courants et doctrines extrémistes. Il convient de signaler dans ce sens la montée de la radicalisation chez les plus jeunes par rapport à la génération précédente, en plus d'un repli chez une partie de jeunes qui refusent le modèle de modernité inspirée de l'occident.

Le contexte de la sous-région du Sahel et les questions de paix et de sécurité emmènent à accorder à la jeunesse une attention particulière dans la prise

de conscience des dangers et risques qui pèsent sur l'avenir des jeunes. De même, les jeunes sont des acteurs et cibles de l'éradication des risques de violence et de la consolidation de la cohésion sociale dans la diversité.

Jeunesse et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication

Les nouvelles technologies ont changé le positionnement des jeunes dans ce monde mouvant et en perpétuel changement, avec ce que cela implique sur leur vie quotidienne, sur les formes de leur participation citoyenne mais aussi sur l'évolution des métiers, la disparition de certains métiers et l'apparition de nouveaux métiers. Cependant, l'impact le plus important concerne les nouvelles formes de communications utilisées par les jeunes (selon une étude sur le rôle des NTIC dans la prévention de la radicalisation des adolescents et des jeunes, 70% des jeunes mauritaniens ont, au moins, un téléphone cellulaire), ce qui détermine leur façon d'appréhender le monde. L'Internet a modifié en profondeur le comportement de l'actuelle génération de jeunes qui sont en permanence « connectée ».

Problèmes de gouvernance

Certains problèmes liés à la gouvernance retardent l'intégration et l'épanouissement des jeunes. Malgré que le pays dispose d'une politique de développement axée sur une vision sectorielle et accompagnée d'une volonté de promouvoir la jeunesse, il convient de noter que l'exécution des stratégies sectorielles prenant en compte la dimension « jeunesse » demeure dispersée et se heurtent à des difficultés de synergie, ce qui empêche l'atteinte de ses objectifs. Aussi, il n'y a pas de cadre stratégique commun pour les politiques dédiées à la jeunesse et les efforts publics restent éparpillés, en l'absence d'une vision globale qui puisse guider les politiques publiques et orienter l'intervention et les efforts de tous les acteurs.

Institut Supérieur de la Jeunesse et des Sports:

Faire face aux défis de la jeunesse et garantir son développement



Par Baba Dianfa Traoré

Le Centre National de Formation des Cadres de la Jeunesse et des Sports (CNFCJS), communément appelé «Ancienne Maison des Jeunes», était autrefois le centre de référence de formation de tous les cadres de la jeunesse du pays. Créé par décret n° 144 en date du 16 novembre 1978, le CNFCJS a cessé de fonctionner de 1990 à 2010 (dernière promotion 1989-1990). C'est sur les cendres de cette pépinière de la formation de nos cadres de la jeunesse que les autorités publiques ont créé l'Institut Supérieur de la Jeunesse et des Sports (ISJS). Dédié désormais à la formation des cadres de la jeunesse et des sports, l'institut est sous la tutelle du ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports. Cet établissement d'enseignement supérieur, créé en 2014, constitue un atout considérable par rapport aux besoins du département en personnel.

L'ISJS représente un levier stratégique doté d'un personnel formé sur mesure parmi justement ces jeunes exposés au chômage. Il est ainsi le bras es-

sentiel d'intervention dans la formation et le perfectionnement des cadres et la recherche dans les méthodes et techniques d'animation socioculturelle du secteur de la jeunesse et des sports. Et, comme l'a déclaré son directeur, M. Sidi Mohamed Ould Mohamed Taleb, « la formation est effectivement sa mission première et constitue une pièce maîtresse des politiques de développement de notre pays ». Dans un contexte de rareté des ressources humaines et de fort taux de chômage des jeunes, l'Institut Supérieur de la Jeunesse et des Sports (ISJS) est un outil indispensable pour préparer les jeunes mauritaniens à assurer leur avenir. Cette éducation, dans ce domaine les amène, eux même, à devenir responsables demain. Sa mise en place permet également de combler les insuffisances en capacités techniques et en ressources humaines observées sur le terrain. La mission de l'institut cadre bien aussi avec les contenus d'emplois et exigences de postes prévus dans l'organigramme du ministère, le statut particulier applicable aux corps de la Jeunesse et des Sports, la Stratégie Nationale de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs et les exigences de changements intrinsèques au secteur.

Le ministère de l'Emploi, de la jeunesse et des Sports dispose désormais d'un établissement d'en-

seignement supérieur dédié à la formation des cadres de la jeunesse et des sports. Cela est en soi un atout considérable par rapport aux besoins du département en personnel.

Aujourd'hui, l'institut fonctionne comme un établissement d'enseignement supérieur. L'établissement dispose actuellement d'une 3ème année de Licence dans le programme Licence Master Doctorat (LMD), en vigueur dans notre pays, conformément au décret n° 10 du 29 janvier 2014, créant l'ISJS.

Une formation de qualité

La formation est effectivement la mission première de l'ISJS et demeure une pierre angulaire dans les politiques de développement de notre pays. La formation est conçue pour faire face aux multiples défis concernant la jeunesse et le développement de celle-ci. C'est ainsi que les stratégies en la matière doivent contribuer à promouvoir la jeunesse et améliorer son attachement aux valeurs nationales. La formation doit, à terme, assurer entre autres finalités, un appui à la mobilisation collective nécessaire pour bâtir une Nation unie, forte et émergente. Les programmes de formation répondent aux besoins d'une jeunesse qui incarne une force importante dans toute action de développement, tel

que le stipule le curricula de toutes les institutions de formation des cadres des pays de la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports (CONFES) qui recommandent toutefois une adaptation aux contextes nationaux de chaque pays.

Sous sa dénomination actuelle, l'ISJS n'a commencé à former sa 1ère promotion d'étudiants en licence qu'à partir de l'année scolaire 2017-2018. Ainsi, la fin de la formation de cette 1ère promotion est prévue pour 2020 avec 17 en licence STAPS (Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives) et 15 en STASE (Sciences et Techniques des Activités Socio-éducatives).

Par ailleurs, la fin de formation de la 2ème cohorte (75 étudiants) est prévue pour 2021.

Il existe réellement un déficit en enseignants, principalement ceux du sport. Cette situation est due à une offre locale insuffisante en matière de ressources humaines dans ces spécialités. Cependant, pour pallier cette situation, 32 professeurs vacataires dans différentes disciplines dispensées sont utilisés, en plus de 3 professeurs d'enseignement supérieur relevant de l'ISJS. Il est également enregistré un déficit en personnel d'encadrement pédagogique et en matière didactique principalement pour le sport.

Deux filières essentielles : la jeunesse et les sports

Dans le cadre de la politique nationale de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, le gouvernement a octroyé, de 2010 à 2015, au profit du département 500 fiches budgétaires, et seulement 195 cadres ayant réussi au concours de recrutement ont été formés, (tous des sortants de l'université, avec la maîtrise ou le DEUG (sauf les maîtres d'EPS au



nombre de 45, recrutés avec le Bac). Ces cadres ont suivi deux années de formation professionnelle au niveau du "défunt" CNFCJS, après leur recrutement, dans les deux filières de spécialisation, à savoir :

- La filière « Jeunesse » ou Sciences et Techniques des Activités Socio éducatives (STASE) ;
- La filière « sport » ou Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (STAPS).

Ces cadres sont soit inspecteurs ou inspecteurs principaux de jeunesse ou des sports. Actuellement tous ces cadres, sauf les maîtres d'EPS, sont

en service au niveau du ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports où ils occupent presque tous de hautes fonctions.

Il est important de préciser que 2017/2018 marque la première inscription de 47 étudiants à l'ISJS dans le système LMD, première année de Licence (S1 et S2).

De 2018/2019, l'ISJS a accueilli 60 bacheliers orientés par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Présentement l'Institut accueille 107 étudiants et la première promotion est en année de licence (scolarité 2019-2020).

Académie de la FFRIM :

Une formation efficace pour le footballeur modèle de demain

L'Académie de la Fédération de Football de Mauritanie (FFRIM) est une structure de formation des footballeurs en herbe. Elle a été créée à juste titre pour former le footballeur mauritanien modèle de demain mais aussi l'homme... L'ambition principale est de former les meilleurs joueurs du pays afin de créer un football d'élite et accompagner le développement croissant de notre football à partir de la base.

Dirigée par l'ancien capitaine des Mourabitounes, Oumar N'Diaye qui fut joueur professionnel en France, l'Académie FFRIM a deux principaux objectifs :

- Offrir une meilleure formation sportive, scolaire et sociale pour préparer

l'avenir du football mauritanien;

- Faire de l'Académie FFRIM un exemple et une référence en termes de formation des jeunes en Mauritanie.

Sélectionnés uniquement sur des critères footballistiques, à travers toute la Mauritanie, une trentaine de jeunes de 13 à 17 ans sont entièrement pris en charge en internat. Ils reçoivent non seulement un entraînement sportif de haut niveau, mais surtout une éducation scolaire et générale complète qui sécurise un avenir en dehors du football pour ceux qui ne deviendront pas des footballeurs professionnels.

Infrastructures de l'Académie

L'Académie FFRIM offre des infrastructures d'accueil et d'hébergement de qualité pour un projet global d'accompagnement sportif et scolaire unique en Mauritanie. L'académie dispose de 3 pôles :

- Un pôle hébergement avec chambres, sanitaires, espace de restauration, cafétéria et cuisine ainsi qu'un espace de détente avec télévision, salle de jeux et bibliothèque
- Un pôle médico-sportif avec un espace réservé à la consultation médicale (médecin, kiné...), une salle de musculation, une salle pour les techniciens,
- Un pôle pédagogique avec une salle pour le secrétariat, le soutien scolaire et le programme pédagogique de l'académie.





L'ancien CNFCJS : 20 ans de formation

Après vingt ans, précisément de 1990/2010, le CNFCJS cessa sa mission de formation. Mais il faut noter qu'entre 1978 et 1990, le CNFCJS (ndlr : avant de devenir ISJS) a formé plus de 307 cadres dont 28 professeurs adjoints d'EPS (Bilingues), 231 maîtres d'EPS dont 79 option arabe et 152 option français et 48 commissaires de jeunesse (animateurs socioculturels) option bilingue. Ces effectifs représentaient 75% des cadres et fonctionnaires du département en 1990, date à laquelle la formation initiale a été interrompue au CNFCJS. En 2007 le centre a réalisé des formations de courte

durée (4 à 6 semaines) pour le perfectionnement des personnels du ministère, aux niveaux central (56 stagiaires) et régional (40 stagiaires) dans les domaines de la bureautique et de l'internet. En 2008, du 15 juin au 31 octobre, il a aussi formé 80 enseignants d'EPS au profit du ministère de l'Education nationale et 29 animateurs socioéducatifs au profit de deux autres départements. Le Centre National de Formation des Cadres de la Jeunesse et des Sports (CNFCJS), communément appelé « Ancienne Maison des Jeunes » a été créé par décret n° 144 en date du 16 novembre 1978. Lors de sa création, le CNFCJS avait pour mission de former les cadres en jeunesse et en sports pour les besoins du département. Ceux-ci étaient,

soit des maîtres d'Education Physique et sportive (EPS), soit des professeurs d'EPS, des commissaires ou des Inspecteurs de jeunesse.

2010: Réouverture du centre

En 2007, le CNFCJS fut érigé en un Etablissement Public à Caractère Administratif (EPA), avec autonomie financière et avec les mêmes missions, sauf qu'il est resté encore fermé à la formation. En 2010 le CNFCJS fut réouvert à la formation grâce à la volonté des pouvoirs publics afin qu'une relève de cadres puisse s'opérer au niveau du ministère en charge de jeunesse et des sports. Et, en 2014 le CNFCJS est érigé en établissement public d'enseignement Supérieur dénommé Institut Supérieur de la Jeunesse et des Sports (ISJS), non régi par les universités, mais avec obligation de suivre les lois et les règlements du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique en termes d'accréditation, de curricula et des diplômes. En dehors des activités liées à la formation et aux stages de courte durée, le CNFCJS réalise et abrite des conférences, des manifestations sportives et culturelles sollicitées par les pouvoirs publics et la société civile.

Il faut préciser que bien que la formation des cadres et leur perfectionnement continu soient les principales missions, le CNFCJS n'a procédé à aucun recrutement de nouvelle promotion depuis deux décennies puisqu'il était fermé (dernière promotion 1989-1990). C'est d'ailleurs ce qui a réduit à néant les renouvellements nécessaires pour assurer la croissance normale des personnels d'encadrement et la relève des unités. L'effectif était à l'époque de 242 unités dont 148 en service au ministère de l'Enseignement secondaire. Cet arrêt de la formation explique un déficit en ressources humaines qualifiées qui n'a cessé de se creuser au fil des années.



Lutter contre le chômage des jeunes:

La CPE et ESPACES JEUNES, des chantiers ambitieux

L'a société mauritanienne est considérée comme une société très jeune. La pyramide des âges de la population révèle que 50% de la population est âgée de moins de 18 ans et 44% de moins de 15 ans. Les jeunes âgés de 15 à 24 ans constituent 19 % de l'ensemble de la population.

C'est fort de cet enseignement et du gros défi à relever que le gouvernement mauritanien a créé un département ministériel rassemblant

l'emploi et de la jeunesse et les sports. Cette décision va permettre une meilleure synergie des actions entre les acteurs gouvernementaux, et rendre efficace la lutte contre la problématique majeure du chômage des jeunes. La revue de la stratégie nationale d'emploi, entamée par le département va adapter les besoins des jeunes et les harmoniser avec les « engagements » du gouvernement.

Par Athié Alassane

Aussitôt le regroupement acté, le ministère de l'Emploi et de la Jeunesse et des sports s'est attelé à accomplir la mission qui lui est assignée, à savoir, lutter contre le chômage des jeunes en fournissant des emplois aux nombreux jeunes, diplômés ou pas qui arrivent chaque année dans le marché du travail. La formation et l'insertion à travers un cadre de vie et d'épanouissement sont désormais au cœur des activités de ce département. D'importants chantiers sont en train de sortir de terre pour mettre les jeunes à l'abri des nombreuses tentations : violences, drogues, terrorisme, émigration clandestine... Car, si la jeunesse est un atout pour un pays, elle peut, si on n'y prend garde, se transformer en une bombe à retardement.

Parmi les chantiers en cours de montage ou en état très avancé, on peut noter la création d'espace de jeunesse (EJ) ou la modernisation des anciennes maisons des jeunes et d'une coordination des projets en cours (CPE). Si ces structures sont menées à bon port, elles ne manqueraient pas d'améliorer les instruments de lutte contre le chômage récurrent des jeunes et partant favoriser leur épanouissement.

Coordination de projets en cours (CPE)

La CPE est l'une des pièces maîtresses du dispositif du ministère de l'emploi, de la jeunesse et des sports. Elle a pour mission de gérer de gros projets de ce département visant l'épanouissement de la jeunesse mauritanienne, à travers la formation, l'emploi et l'insertion. Notre souci majeur est d'inciter les jeunes mauritaniens à sortir leur génie, à le mettre au profit de leur pays, ils en ont les capacités, nous en sommes sûrs, indique Mohamed Cheikh Lehib, Coordinateur des projets en cours (CPE) au ministère de l'Emploi et de la jeunesse et des sports. Et d'assurer : la CPE est là pour les accompagner et les encadrer dans leur quête d'emplois décents.

Créée par arrêté du 10 février 2020, la CEP va gérer, planifier et suivre des projets financés par des partenaires techniques et financiers (PTF), pour créer des emplois grâce au fonds CAS, au profit des jeunes âgés de 14 à 25 ans. C'est une interface qui gère une plateforme destinée à cette tranche d'âge. La conception de la plate-forme est en phase de finalisation signale son directeur. Et dans le cadre des préparatifs de sa mise en œuvre, un expert de haut niveau a été recruté pour l'évaluation des compétences et une agence privée de commu-



nication. Cette dernière représente un plus pour la réussite des projets de développement reconnaît Med Cheikh Lehib.

Ce projet en gestation va être déployé dans les 3 Wilaya de Nouakchott, les deux Hodh, l'Assaba, le Guidimakha et le Trarza. Elle ambitionne de

former, sur 5 ans, avec le Projet Employabilité des Jeunes (PEJ), 35 000 jeunes issus des milieux vulnérables, en particulier du monde rural. 10000 d'entre eux à l'institut national d'appui, de promotion et de la formation technique et professionnelle et 8000 pour la création et la gestion de micro-

projets (AGR). La meilleure façon d'être employable, c'est d'être d'abord formé, et la meilleure des choses que nous puissions donner aux jeunes, c'est la connaissance souligne-t-on à la CPE. Selon un expert en insertion et emploi, lorsque l'éducation, la formation et l'emploi sont en adéquation, les jeunes peuvent puiser dans leur potentiel pour favoriser la croissance économique et la prospérité. Un potentiel immense existe dans le monde rural. A côté des activités traditionnelles comme l'agriculture, la pêche et l'élevage, l'électrification des villes et leur désenclavement ouvre d'autres perspectives aux jeunes pouvant se former en plusieurs métiers : électricité, soudure, froid, mécanique, informatique...





La CPE entend créer une dynamique au sein des jeunes mauritaniens non diplômés de grandes écoles, elle les pousse à bouger afin de montrer leur dynamisme et à rompre d'avec l'approche sociale consistant à tout attendre de la famille, des proches ou de l'Etat ; ils doivent opter, conseille le CPE pour une approche économique permettant de prendre des initiatives, de créer leurs propres entreprises et donc sortir de la dépendance et de la pauvreté. Ancien directeur de l'emploi, Med Cheikh Lehibb travaille à aider les milliers de jeunes du monde rural à sortir, par eux même, de la pauvreté. Et pour cela, ils ont besoin de formation et d'encadrement. La méconnaissance du monde de l'entreprise est la première raison de la difficulté d'intégration professionnelle des jeunes, pense-t-on à la CPE, et un des leviers de la lutte contre le chômage des jeunes est de les informer sur les réalités du monde professionnel. La CPE travaille en partenariat avec les structures de l'état comme ANAPEJ, CDD, BCM, TAAZUR, le patronat mauritanien. Pour atteindre ces objectifs, la CPE travaille à amener le gouvernement, à non seulement transférer, dans le cadre de la décentralisation, les responsabilités aux autorités locales et régionales pour assurer une appropriation et une responsabilisation, d'une part, mais aussi leur offrir la possibilité de participer à l'élaboration et à la programmation des investissements. En somme, elle œuvre à assurer la répartition des compétences entre les collectivités locales et régionales et le gouvernement dans le domaine de l'emploi des jeunes et de l'éducation.

De la mutation des maisons des jeunes en Espaces Jeunes

Pour élargir les opportunités d'épanouissement des jeunes de 11 à 17 ans, le MEJS a décidé d'élever le niveau des maisons des jeunes dont la mission était un simple espace de jeux et de spectacles. Les

jeunes s'y rassemblent pour se distraire, pour se livrer des matchs de foot, de basket ... Les salles de spectacles de ces maisons de jeunes assez peu équipées abritaient également des soirées artistiques et folkloriques, voire des réunions politiques. Leur impact sur l'avenir des jeunes était presque quasi nul, les frais de location des salles ne profitent qu'aux gérants des maisons des jeunes. Ces structures qui devaient être un carrefour d'information, un espace d'échanges, de prise en charge des besoins et des projets des jeunes par les jeunes, un



lieu de passage et de progression vers l'autonomie sont passées à côté de leur objectif. Aujourd'hui, elles sont toutes dans un piteux état, mêmes celles de la capitale.

C'est pour les sortir de cette situation que le ministère de l'EJS a décidé désormais de changer de perspectives en les transformant en véritables

centres pluridisciplinaires. Le département va leur assigner la mission de former, placer et insérer les jeunes n'ayant pas réussi un cursus scolaire normal, indique Mohamed Sid'Ahmed, directeur général de la jeunesse.

Pour ce faire, les maisons des jeunes vont être transformées en espace de jeunes digne de ce nom. Désormais, chaque espace jeunes disposera d'un guichet emploi jeunes, représentant des agences d'emplois dans toutes les Wilaya. Les jeunes vont y trouver des conseillers emplois, des conseillers projets et toutes les ressources leur permettant de bénéficier de différentes opportunités de l'emploi et de l'insertion professionnelle. Ils pourront se former en techniques et recherches de l'emploi, bénéficier de conseils pratiques en formation, stage et emploi, insertion professionnelle et possibilité de financement et de mise à disposition par des agences emplois.

-un centre d'incubateur dont la mission est d'accompagner les créateurs d'entreprises dans leur projets ; ils bénéficieront de partage d'expériences de (différentes start-ups), le suivi de la part des spécialistes du secteur d'activités concernés par le projet et une mise en relation avec les avocats, les banques, les experts comptables, trouver de futurs partenaires, voire de levées de fonds pour lancer l'activité et en fin des moyens logistiques. Les incubateurs mettent souvent à la disposition des jeunes des équipements : locaux, salles, matériels informatique, bureautique...

Enfin chaque espace disposera d'un centre d'écoute où les jeunes en détresse pourraient venir se confier à des spécialistes, psychologue, neurologues, sages femmes et gynécologues...

En attendant le démarrage des autres, seul l'espace jeunes d'Akjoujt a été inauguré en 2019 à l'occasion de la fête de l'indépendance.

Diplomatie sportive :

Des ministres battent campagne pour le candidat de la Mauritanie à la présidence de la CAF

Par Sneiba Mohamed

La Mauritanie peut connaître, comme beaucoup de pays, dans quelques mois, les vertus de la diplomatie sportive. Si les efforts menés par trois membres du gouvernement qui ont battu campagne pour le président de la Fédération mauritanienne de football (FFRIM), Ahmed OuldYahya, candidat à la présidence de la CAF (Confédération africaine de football) portent fruits.

Le ministre secrétaire général de la présidence, M. Adama Bocar Soko, la ministre conseiller à la présidence de la République, Mme Coumba Bâ et le ministre de l'Emploi, de la jeunesse et des sports, M. Taleb Ould-Sid'ahmed ont donc inauguré une diplomatie sportive qui utilise les mêmes approches de toutes diplomatie, alliant les « armes miraculeuses » de la proximité géopolitique (Da-

kar, Abidjan) à celle inversant les règles de la méthode lifo (dernier venu, premier sorti) en occupant le terrain avant les adversaires (Kampala).

S'il faut saluer cette offensive diplomatique mauritanienne, engagée par le gouvernement peu après l'audience accordée par le président de la République, Son Excellence Monsieur Mohamed Ould Cheikh Ghazouani, au président de la FFRIM, Ahmed OuldYahya, il faut reconnaître - aussi - que le jeune patron du football mauritanien a déjà balisé le terrain. Car cette diplomatie sportive ne vient pas ex nihilo.

Aujourd'hui, la Mauritanie sportive n'est plus une terra incognita. Grâce au football où elle occupe, selon le dernier classement FIFA, le 101ème rang (avec 1207 points) sur 210 nations concernées par ce répertoire. Elle devance de grandes nations dotées de plus de moyens économiques et de potentiels humains comme le Kenya (104), la Libye

(111), la Nouvelle-Zélande (118), l'Angola (125), le Rwanda (133) ou encore l'Éthiopie (146). Certes, une régression par rapport à la 81ème place (classement du mois de septembre 2016) mais un énorme progrès par rapport au rang de bon avant dernier qui était celui de 206ème place mondiale, en 2012 ! Le président de la FFRIM, qui avait annoncé sa candidature à la présidence de la CAF en ces termes, le 09 novembre 2020, « Soucieux de promouvoir le football africain et au terme d'une profonde réflexion et d'amples concertations, j'ai décidé de présenter ma candidature à la présidence de la Confédération africaine de football », a donc un bon bilan à faire valoir à l'international : Depuis son arrivée à la tête du football de son pays, les Mourabitounes ont participé pour la première fois à des compétitions comme le CHAN (en 2014 puis 2018) et la CAN (2019). La même année, l'Équipe Nationale a été sacrée meilleure Équipe d'Afrique, à l'occasion des AWARDS de la CAF, organisés à Dakar.

Le Marathon international de Nouadhibou, une diplomatie sportive coopérative

Le Marathon de Nouadhibou a reçu, début décembre, une visite de courtoisie de son Excellence M. Vladimir CHAMOV, Ambassadeur de la Fédération de Russie en Mauritanie. A la clé, une offre de formation dans les nouvelles techniques et connaissances des marathons et de l'athlétisme, révèle M. Mohamed Haidara, Directeur général du MIN.

La Fédération de Russie sera, par cette formation, le cinquième pays après le Royaume du Maroc (le marathon International de Marrakech avec l'association du Grand Atlas), après les USA (le marathon de New York City), la France (marathon de Paris et le marathon de Marseille) et la Hollande (marathon de Leiden) d'assurer des formations gratuites au profit des jeunes mauritaniens.

Le Marathon international de Nouadhibou, c'est aussi un autre visage de la diplomatie sportive mauritanienne, étant le point de passage pour de nombreux ambassadeurs accrédités en Mauritanie : France, USA, Royaume-Uni, Espagne, Maroc, Pays-Bas, Fédération de Russie, etc.

Le marathon International de Nouadhibou est une organisation sociale et humanitaire à but non lucratif pour le développement de la pratique sportive comme le footing, la marche, le jogging et les courses de marathon 42 km, 21Km, 10 Km pour les vétérans et (5Km pour les adolescents).

En plus de propager la pratique du sport nous agissons dans les domaines suivants :

- Développer la pratique sportive depuis l'école, les collèges et lycées pour créer un esprit et un corps sportifs depuis le jeune âge,
- Utiliser la pratique du sport comme moyen de prévenir les maladies dues à sédentarisation (diabète, tension artérielle et autres).
- Développer la pratique sportive chez les handicapés

sur fauteuil roulant,

- Aider les malades du diabète en leur fournissant des médicaments et en les poussant à marcher,

- Lutter contre toute forme de discrimination, contre l'intégrisme religieux, contre la consommation de la drogue.

En plus de ces 5 préoccupations, le marathon international de Nouadhibou est l'un des rares à donner gratuitement les t-shirts pour tous les coureurs et assure une inscription gratuite. Mais, le MIN, qui est une organisation sportive délocalisée, contrairement aux autres qui privilégient la capitale Nouakchott, est, probable-

ment, après le football, et malgré la grande disparité des moyens, un précieux ambassadeur de la diplomatie sportive mauritanienne.

Le directeur général du Marathon international de Nouadhibou explique : « C'est à partir de la ville de Marrakech que notre marathon a réussi à tirer un réseau international. Son Excellence, le Pr Mohamed Knidri, ancien ministre et président du Marathon de Marrakech, a signé avec nous notre première convention de partenariat international en janvier 2011 et a demandé aux marathons du monde présents de nous tendre la main. »

Principaux domaines d'intervention du Marathon International de Nouadhibou

Développer la pratique sportive depuis l'école, les collèges et lycées pour créer un esprit et un corps sportifs depuis le jeune âge

Utiliser la pratique du sport comme moyen de prévenir les maladies dues à la sédentarisation (diabète, tension artérielle et autres)

Développer la pratique sportive chez les handicapés sur fauteuil roulant

Aider les malades du diabète en leur fournissant des médicaments et en les poussant à marcher

Lutter contre toute forme de discrimination, contre l'intégrisme religieux, contre la consommation de la drogue

Une année avant, le président de la FFRIM été élu meilleur dirigeant d'Afrique au CAF AWARDS, organisé à Accra en 2017. Ce qui constitue, peut-être, une belle prémonition pour cette candidature à la présidence de l'organisation sportive continentale.

De plus, la Mauritanie va organiser une compétition continentale, en l'occurrence la CAN U20 en 2021, pour la première fois.

La promotion du football mauritanien fait qu'aujourd'hui, la FFRIM est citée comme exemple par la FIFA et la CAF en matière de bonne gestion et pour avoir adopté le principe du « smart investissement » dans le domaine de la conception et de l'exécution des projets. Artisan de cette diplomatie sportive, OuldYahya, qui ramène tout à une réalisation d'équipe, a été invité plusieurs fois par la FIFA et la CAF à des rencontres et symposiums sur le développement, pour y exposer l'expérience de la Mauritanie aux représentants de fédérations continentales et internationales dans plus de deux cents pays de par le monde.

Pour illustrer cette crédibilité, les Présidents de la FIFA et de la CAF ont effectué trois visites en Mauritanie en l'espace de 3 ans qui a également abrité le Sommet Exécutif de la FIFA en février 2018, toujours dans cette mouvance de diplomatie sportive.

Le sport, une ouverture sur le monde

Si l'expression de diplomatie sportive apparaît formellement à partir de 1971, illustrée par la « diplomatie du ping-pong » mise en œuvre entre les États-Unis et la Chine, et ayant notamment permis une reprise des relations diplomatiques entre les deux États, ce pan de la diplomatie a, depuis, été très largement diffusé et popularisé.



Avec l'importance croissante prise tant économiquement que politiquement par le sport, nombre d'États ont décidé de développer leur propre diplomatie sportive. Populaire, global, non-partisan, le sport est un formidable vecteur permettant de montrer au plus grand nombre la qualité de sa formation, de ses infrastructures, la richesse et le dynamisme de son territoire, à l'instar de la culture ou encore de l'économie. Conscients de ce formidable potentiel, le Brésil, la Chine, la Russie et l'Afrique du Sud auront organisé 7 méga-événements sportifs d'ampleur internationale (Jeux olympiques et paralympiques et Coupe du monde masculine de football) entre 2008 et 2022. L'Azerbaïdjan et dans une moindre mesure le Kazakhstan se sont également illustrés dans ce domaine, mettant la notoriété mais également la popularité du sport au service de leur agenda politique. Nouvelle forme de soft power, la diplomatie sportive se compose également d'un prometteur volet économique, regroupant à la fois les questions liées aux droits télévisés, au merchandising, au sponsoring mais également à l'ensemble

des activités existant autour de l'organisation d'événements sportifs (logistique, construction, organisation, création etc.). Comprenant l'importance de structurer à la fois son approche mais également de se positionner sur un marché économique exponentiel, la France a, elle aussi, développé, structuré et formalisé une diplomatie sportive qui lui est propre. Bien qu'existant de façon implicite, la diplomatie sportive française la plus proche de la nôtre est parvenue à se développer, à également être considérée comme un sujet diplomatique à part entière et a notamment abouti en Janvier 2014 à la création d'un poste spécifique d'ambassadeur pour le sport. Depuis 2010, des incubateurs de jeunes start-ups se développent pour venir apporter des solutions aux nouveaux modes de consommation du sport. En conclusion, la diplomatie sportive mise en œuvre par les États, en plus d'autres canaux plus « traditionnels », est multiple : vecteur de rayonnement pour un État à l'international, elle est également un volet prometteur et en pleine expansion sur le plan économique.



Les Stades en Mauritanie:

Une évolution à la mesure des objectifs fixés

Par ELY MAGHLAH

Les trois premiers stades connus en Mauritanie sont, dans l'ordre chronologique de construction, le stade du Ksar dit « Stade Veten Ould Rgueiby, le stade Cheikha Ould Boydiye de la capitale et le stade Olympique.

Ce dernier, construit dans le cadre de la coopération bilatérale entre notre pays et la République populaire de Chine, avait été livré aux autorités mauritaniennes en 1983.

Les infrastructures sportives ont connu une importante évolution en Mauritanie au cours des dernières, qui devra se poursuivre avec le programme de 2021 prévoyant l'édification de plus de vingt stades.

Cette évolution sera marquée par l'édification et la réfection de nombreux stades aussi bien à Nouakchott qu'à l'intérieur du pays. Le lancement de la construction, en 2012, d'une douzaine de stades, a marqué un tournant décisif et une nouvelle orientation le développement du sport en Mauritanie. A partir de cette année, 1% des droits de douanes sont consacrés à la promotion de la culture, de la jeunesse et des sports dans le pays.

La construction des stades, un grand chantier

« Le nombre de stades est en augmentation constante, il y en a qui ont été réceptionnés, cependant que d'autres sont en construction », a affirmé Abdel Kader Ahmed Abd, Directeur Général des sports.

« Nous travaillons en étroite collaboration avec le Ministère de l'Habitat qui doit contrôler et finaliser tous ces chantiers pour qu'on puisse réceptionner tous les édifices dont la construction est achevée », a-t-il ajouté.

Selon ses responsables, le département des sports, premier concerné par les stades est actuellement dans une phase de nouvelle conception en vue de l'édification de nouveaux stades, notamment dans les zones où la jeunesse est arrivée à un niveau encourageant d'éveil et d'engouement pour la pratique des sports.

« Par le passé, Il y avait un constat amer : Nos équipes et nos jeunes franchissaient le fleuve à la recherche de terrains de jeux ou de stades, aujourd'hui, il n'en est plus question », a souligné le DG des Sports.

Toutes nos agglomérations seront dotées de stades ou de mini-stades, en fonction de la présence des populations jeunes et des clubs sportifs. A titre d'exemple, la commune de M'Bout abrite vingt-cinq équipes et clubs de football. Ces équipes s'entraînaient sur des terrains vagues sans la moindre



infrastructure.

L'année 2020 a été marquée par la pose de la première pierre d'un stade et d'un mini-stade à M'Bout lors de la visite du Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani. Il s'agit du lancement effectif de la construction de quinze structures (5 stades et 10 mini-stades) dans cette zone frontalière et rurale qui comprend des communes, des villages et des regroupements villageois considérables.

Le choix de M'Bout n'était pas fortuit eu égard à la présence importante de la jeunesse et du nombre considérables de clubs et d'équipes.

Selon la Direction générale des sports, d'autres critères d'éligibilité à l'implantation des stades sont également pris en considération, notamment l'absence d'infrastructure dans les localités visées et leur position géographique. Nous privilégions les zones reculées et frontalières, a souligné le DG des Sports.

39 stades et mini-stades seront disponibles en 2021

Nous avons également un ambitieux programme pour l'année 2021 qui comprend la construction de quatorze stades et de vingt-cinq mini-stades au profit de nombreuses communes (rurales) de différentes wilayas, a affirmé le DG des sports.

L'option de construction de mini-stades est une nouvelle orientation, car il a été constaté que les pays qui ont évolué en matière de football sont ceux dont les équipes sont issues de mini-stades. A titre

d'exemple, les internationaux d'Egypte et du Brésil sont issus de l'école de mini-stades. Les sélectionneurs internationaux se rendent sur des mini-stades pour découvrir les meilleurs talents.

Il s'agit d'adopter ce nouveau critère de sélection des joueurs pour faire avancer le football mauritanien et la pratique du sport de façon générale.

Auparavant, il n'y avait pas de mini-stades chez nous. Le plus petit stade chez nous était celui de Tintane avec une capacité de cinq cents spectateurs. La capacité de nos autres stades varie entre Mille et Trois mille spectateurs.

L'exemple du stade de Nouadhibou constitue un cas particulier en raison de l'importance de cette ville (capitale économique) qui constitue une porte ouverte sur le monde extérieur. Ce stade, construit conformément aux critères internationaux adoptés par la FIFA et la CAF, a été amené d'une capacité de deux mille spectateurs seulement à dix mille trois cents spectateurs. Il devra être réceptionné le mois prochain.

Le stade « Ramdhane », première infrastructure sportive de Rosso revêt une importance particulière pour les populations de cette ville.

La réfection de ce stade, dont sont issus, plusieurs joueurs nationaux, va être bientôt achevée suivant un nouveau plan architectural conforme aux normes internationales.

« Nous sommes en train de développer et de moderniser nos infrastructures pour les hisser au niveau international, car le sport ne peut pas évoluer dans l'absence des infrastructures adéquates », a souligné Abdel Kader Ahmed Abd.

Développer tous les sports

L'action du département en charge du sport ne vise pas seulement le développement du football, mais elle s'étend à tous les sports qui seront également propulsés à travers la mise en place des infrastructures spécifiques. Il s'agit notamment du volleyball, du basket Ball, du handball et de l'athlétisme. Toutes les disciplines auront leur part d'intérêt et d'investissement. Il suffit que les pratiquants de chaque sport soient identifiés et reconnus comme tels pour avoir accès aux infrastructures nécessaires pour que notre pays puissent avoir le rang qu'il mérite parmi les nations.

Réalisations

Faisant le bilan des réalisations en matière d'infrastructure, le DG des sports a affirmé que, quatorze stades sont actuellement en réfection dont ceux de Sélibaby, de Rosso et du PK 7 de Rossoen plus quinze autres en phase de construction.

Au titre du programme de l'année 2021, 14 stades et 25 mini-stades seront réalisés. Huit stades ont été réceptionnés en 2020, dont ceux d'Atar, de Kiffa, de Néma.

« Il convient ici de souligner que toutes nos infrastructures permettent la pratique de l'athlétisme », a-t-il mentionné.

Nous comptons également réaliser une salle omnisports couverte, dans la zone de l'ancien aéroport, d'une capacité de cinq mille spectateurs.

Nous disposons actuellement d'une seule salle couverte sise près du ministère de l'Habitat et où se pratique le kick-boxing.

Dans le cadre de relation de partenariat liant notre

pays au Maroc, ce dernier procédera à la construction de deux stades de catégorie « A » conformément à un accord bilatéral déjà signé par la partie mauritanienne.

Dans le cadre de la préparation de la Coupe d'Afrique des moins de 20 ans, une mission de la CAF séjourne actuellement dans notre pays.

Cette mission a déjà visité les trois stades faisant objet de proposition dans le dossier de candidature de notre pays pour accueillir cette coupe. Il s'agit du stade olympique, du stade CheikhaBeidiye et du stade de Nouadhibou.

Gestion des stades

En dehors du stade olympique de Nouakchott qui est en soi un établissement autonome doté d'un staff technique et de gestion, les autres stades sont gérés par les mairies sur le territoire desquelles ces infrastructures sont implantées, à l'exception du Stade Cheikha entièrement placé à la disposition de la FFRIM.

Ces stades bénéficient également d'une subvention de l'Etat.

Ressources humaines

Sur le plan des ressources humaines, il n'y a pas de déficit en matière de gestion administrative et d'encadrement technique des stades. Mais, nous avons un manque considérable de personnel d'appui, notamment les électriciens, les spécialistes de maintenance et d'entretien.

Ces déficits seront indispensablement comblés pour éviter la détérioration de ces infrastructures qui ont coûté à l'Etat des financements consistants.

Prise en compte des jeux populaires traditionnels

Nous pensons que les jeux populaires (Heib, Kou-ra...), étant donné leur caractère traditionnel méritent d'avoir leur place dans notre dispositif.

Le département des sports a déjà entamé des travaux pour mettre en place les règlements de ces jeux.

En raison et de l'importance de ces jeux, comme élément de notre patrimoine culturel et sportif, ils doivent avoir des infrastructures et des équipements spécifiques qui puissent permettre et faciliter leur pratique. A titre d'exemple, la course des dromadaires ne peut être pratiquée que sur des pistes particulières qui prennent en compte la nature et les performances des bêtes en compétition.

Une arène pour la lutte traditionnelle, faisant figure de référence en la matière, existe depuis des années et accueille périodiquement des championnats.

Des pays amis ont déjà promis à des dirigeants de fédération de construire des hippodromes et des pistes de course pour dromadaires.

Halte au désordre

Pour accompagner cette évolution des infrastructures, le ministère de la Jeunesse et des sports entend mettre fin à toute forme d'opportunisme et désordre dans la création des associations sportives.

Il faut d'abord avoir des pratiquants en nombre important en plus d'un public pour pouvoir prétendre à créer une association et bénéficier de l'appui financier et technique du département des sports et de la jeunesse.



Le volontariat en Mauritanie:

Répondre à l'appel de la Patrie

Par Djigo Aboubakry

C'est en exécution du programme électoral 'Taahoudati' du Président de la République, Son Excellence Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani que l'arrêté 455/MEJS du 30 juin 2020 a mis en place le Programme national de volontariat Watanouna. Depuis la mise en place du programme, les volontaires de 'Watanouna' se sont impliqués dans plusieurs activités. Ils ont eu la tâche d'identifier les familles démunies, victimes des mesures contre la pandémie du coronavirus et ils ont participé à la distribution de paniers alimentaires qui leur étaient destinés ; ils ont pris part, pendant trois mois à la campagne de veille communautaire contre la propagation de la pandémie, au reboisement et à l'aménagement du terrain de football et de services publics à Boumdeïd, à l'assainissement et à la désinfection des établissements scolaires avant la rentrée des classes, à la lutte contre les inondations dans certaines moughataas du pays, à l'organisation du public lors de la finale de la coupe du Président de la République, à l'accueil du Président de la République à Nouadhibou, à plusieurs activités de jeunesse pour renforcer et promouvoir le civisme, l'engagement citoyen, le bénévolat et l'unité nationale. Le programme Watanouna a acquis un local au centre-ville et enregistré près de 7000 volontaires en quelques mois.

Le programme «Watanouna» (Notre patrie) qui veut encourager le volontariat chez les jeunes a été lancé le 21 juillet à Néma par le ministre de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports, Dr. Taleb Ould Sid'Ahmed. Il s'agit selon le ministre, d'encourager les jeunes à s'adonner au travail volontaire de proximité, parce que "la jeunesse doit être aux premières lignes dans le combat pour l'ancrage des valeurs de la citoyenneté et de la démocratie". Le programme a démarré à Nouakchott où la jeunesse a fait un travail remarquable pour aider les autorités et le personnel de la santé dans la lutte contre la pandémie du coronavirus ; il a été étendu à toutes les wilayas du pays, conformément aux orientations du Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani qui accorde un intérêt capital à la jeunesse, force vive de la nation.

Partout les jeunes ont reçu une initiation préparatoire avant d'intégrer le volontariat.

Pour 2021, le programme 'Watanouna' compte mettre en place un réseau pour collaborer avec les secteurs publics (Taazour, CSA...) et les partenaires au développement (PNUD, FNUAP, UNICEF, VNU, OMS...), les organisations arabes, africaines, françaises etc, pour multiplier ses actions dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'environnement, de l'agriculture.

L'exécution du plan d'action du programme s'articule sur deux piliers : la formation dans les domaines du volontariat et les activités de volontariat.

Pour le volet formation, il est prévu de former 720 volontaires en secourisme, sauvetage et gestion de catas-



trophes comme les incendies et les inondations, 430 autres pour l'agriculture, la nutrition et la protection de l'environnement, 200 sur les méfaits des stupéfiants et 50 filles volontaires en informatique.

Les activités de volontariat consistent à l'assainissement périodique des mosquées, places publiques et marchés, à la poursuite des campagnes de sensibilisation contre le covid-19, à la participation aux campagnes de vaccination et de sensibilisation aux questions de santé publique, aux cours de rattrapage pour les élèves du fondamental et du secondaire, à l'assistance au niveau des services de santé et dans les centres d'enrôlement (Etat-civil), à la diffusion de messages pour renforcer l'unité nationale, à cultiver la paix et la cohésion sociale. Il est également question de multiplier les activités de bénévolat pour lutter contre la déperdition scolaire et sensibiliser les jeunes qui en sont les victimes, les activités de reboisement et de protection environnementale et de lutte contre la pollution et la désertification, les activités culturelles, sportives comme la participation à la prochaine manifestation abritée par la Mauritanie, la CAN U20 en janvier 2021.

Horizons a rencontré M. Ahmed Abderrahmane, coordinateur du Programme Watanouna

Horizons : Présentez-nous le programme "Watanou-



na' en quelques mots.

Ahmed Abderrahmane : Le programme a été mis en place le 30 juin, par l'arrêté 455 du ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports, sur instruction du Président de la République. Sa mission est notamment d'ancrer la culture du volontariat, surtout chez les jeunes.

Horizons : Concrètement qu'avez-vous fait jusque là ?

Ahmed Abderrahmane : Le programme a été mis en place en pleine crise sanitaire du coronavirus. Le programme s'est impliqué dans la sensibilisation des populations, l'identification des familles vulnérables, la distribution d'aide alimentaire, l'accompagnement des patients atteints de coronavirus, entre autres. Actuellement, nous avons la campagne de sensibilisation contre le covid-19, dans les trois wilayas de Nouakchott. Nous avons déjà fait une campagne similaire lors de la première vague. Nous avons recruté plus de 2500 volontaires sur toute l'étendue du territoire dont 1300 à Nouakchott. Ces volontaires ont été déployés partout, notamment aux frontières terrestres. La première campagne nous a donné une expérience dans la sensibilisation contre le covid-19. Nous venons de reprendre une campagne de sensibilisation au niveau de Nouakchott et des wilayas de l'intérieur pour faire face à la deuxième vague du covid-19.

Horizons : Quels sont vos objectifs à court terme?

Ahmed Abderrahmane : En fait nous avons un plan d'action pour 2021 basé sur deux piliers. Celui des activités de volontariat et celui de la formation des volontaires. Les activités de volontariat touchent pratiquement tous les domaines : santé, éducation, environnement, agriculture, gestion des catastrophes, secourisme, etc. Aujourd'hui nous sommes à plus 6900 volontaires selon la base de données mise à jour récemment, mais le chiffre doit être plus élevé maintenant. Notre objectif est de former les volontaires, les encadrer, profiter de leur enthousiasme pour en faire des leviers de développement du pays, mais surtout les écarter du chemin de la déviance. En fait, nous faisons d'une pierre, deux coups. Bien que le programme soit très récent, il a eu des réalisations notables comme l'acquisition d'un local, la mobilisation de la jeunesse. Les jeunes affluent au quotidien au siège de la coordination, aux délégations régionales de la jeunesse pour s'inscrire et nous félicitent du travail. Je crois que nous sommes sur la bonne voie.

Horizons : Il n'y a pas de chevauchement avec d'autres acteurs comme le Croissant Rouge ?

Ahmed Abderrahmane : La mission du CRM et de beaucoup d'autres structures nationales ou internationales recoupe parfois la nôtre mais le CRM a une mission plutôt humanitaire alors que nous nous gérons toute l'action du volontariat ?

Horizons : Quel est le profil du volontaire ?

Ahmed Abderrahmane : Le volontariat est ouvert à tous. Mais, deux catégories sont bien présentes parmi les volontaires. Il s'agit d'abord des jeunes sans emploi ; ils sont très enthousiastes, pleins de volonté et ils ont du temps libre ; ensuite il y a les retraités qui viennent partager leur expérience. Il y aussi des travailleurs en activité, des étudiants, des acteurs de la société civile ou d'organisations de la jeunesse qui donnent un peu de leur temps libre. Les femmes sont très présentes dans le mouvement et les personnes vivant avec un handicap aussi.

Horizons s'est également entretenu avec :**Mohameden Ould Bilal, coordinateur adjoint du Programme Watanouna**

Le coordinateur adjoint, M. Mohameden Ould Bilal assure que le programme a des retombées positives pour le pays en termes de renforcement de l'unité nationale et de cohésion sociale, parce que le programme rapproche les citoyens qui mettent en commun leur force pour aider d'autres citoyens. En plus, les activités du programme occupent utilement les jeunes ce qui les éloigne de l'oisiveté et de toutes ses conséquences néfastes. Mohameden Ould Bilal ajoute que le volontariat ne se résume pas seulement à la sensibilisation. Il y a des volets formation par exemple. Le programme a des missions et des objectifs clairs. Il y avait des initiatives de volontariat mais il n'y avait pas un cadre officiel pour tout organiser. Le programme 'watanouna' est la structure officielle qui gère le volontariat. Les objectifs sont le renforcement de l'unité nationale, la consolidation de la culture du volontariat chez les jeunes et surtout l'aide aux populations les plus

vulnérables.

... Aya Ishaq, volontaire :

Aya Ishaq est une jeune volontaire, diplômée sans emploi. Elle opère à Souk Tayba, un centre commercial entre la BMD et 'Point chaud'.

Au quotidien, elle rencontre les citoyens qu'elle sensibilise aux dangers du coronavirus et aux moyens de s'en protéger. Sans relâche, elle répète le même discours, explique et réussit à convaincre ses interlocuteurs. Elle distribue des masques et des produits désinfectants. Aya Ishaq explique que c'est parfois difficile de convaincre les populations de la réalité de la pandémie, mais que comme volontaire elle est prête à perdre du temps. Elle fait du volontariat par devoir. « Le pays traverse une crise et l'Etat ne peut rien faire sans la participation des citoyens, il est donc normal que les jeunes surtout, s'impliquent dans ces moments difficiles, par patriotisme et esprit civique ».

Aya reconnaît que c'est parfois difficile, mais que la satisfaction morale du devoir accompli est une récompense inestimable.

.... Ely Cheikh Tine, volontaire

Nous avons rencontré Ely Cheikh à l'inspection générale de Watanouna. Il venait d'Atar pour répondre à l'appel du coordinateur Ahmed Abderrahmane. Il était à Atar pour des raisons personnelles mais cela ne l'a pas empêché de revêtir sa casquette de volontaire pour sensibiliser les populations.

Ely Cheikh est un entraîneur. Il a un centre où il entraîne des jeunes à Toujounine. Il aime le volontariat. Il a rejoint le mouvement depuis le début.

'Nous expliquons aux gens que le coronavirus est réel et que nous connaissons des gens qui ont perdu la vie malheureusement, mais aussi des gens qui ont guéri, Dieu merci.

En tant que musulman, il faut toujours chercher à aider les autres ; d'autre part c'est réconfortant de voir que son action sert à quelque chose'.

... Moussa Dia et Souvi Mohamed, volontaires

Moussa Dia et Souvi Mohamed sont deux volontaires que nous avons rencontrés. Ils opèrent à Teyarett. Le premier est membre de la fédération de basketball et le second est président de la fédération de Taekwondo. C'est sans doute parce qu'ils évoluent dans le milieu sportif qu'ils ont rallié ce programme piloté par le ministère de la jeunesse. Selon eux, le volontariat est pratiqué depuis toujours en Mauritanie mais désormais, il est organisé et encadré. En effet le programme 'Watanouna', mis en place par le ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports, sur instruction du Président de la République pour ancrer l'esprit de volontariat chez les mauritaniens, est une structure dont l'objectif est d'organiser le volontariat. Le programme a été mis en place en période de coronavirus. Selon les deux volontaires, l'une des premières opérations était d'identifier les familles démunies qui devaient bénéficier d'une aide alimentaire. Après l'identification de ces familles, les volontaires ont participé à la distribution ont été l'aide sous la supervision du ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports. Après ça, ils ont été formés par l'Unicef dans le cadre de la veille communautaire pour sensibiliser les populations par rapport au coronavirus. A l'époque, chaque superviseur avait encadré une équipe de 25 volontaires. Des volontaires qui avaient tous reçu, dans des conditions de transparence, une motivation symbolique pour leurs déplacements et les frais de communications téléphoniques.

Avec la deuxième vague, 90 volontaires ont été appelés à Nouakchott, à raison de 10 par moughataa pour sensibiliser les populations. D'autres volontaires prêts à intervenir à tout moment.

Actuellement, les volontaires sur le terrain font de la sensibilisation et distribuent des masques. Ils ciblent essentiellement les lieux publics comme les marchés.

Selon Dia Moussa et Souvi Mohamed, les résultats sont très positifs ; certains pensaient que le coronavirus n'existait même pas, Aujourd'hui, ils appliquent les mesures barrières pour se protéger et protéger les autres. Les deux volontaires avouent avoir rencontré des réticences. Parfois les gens se plaignent et leur reprochent de leur faire perdre du temps en bavardages inutiles sans rien leur offrir. Mais ils ont insisté et ils ont pu faire comprendre à beaucoup de gens que l'heure était grave et que chacun devait s'impliquer pour freiner la pandémie. Pour le moment, ils font de la sensibilisation mais en fait ils sont là pour toute action d'utilité publique, Ils sont prêts à intervenir en cas d'intempéries ou de catastrophes ; ils interviennent dans tous les domaines pour appuyer l'Etat. Le programme Watanouna est un cadre pour organiser toute l'action du volontariat. Les deux volontaires rappellent qu'au début de la pandémie, les volontaires ont été en contact avec les malades du corona, ils les suivaient, ils étaient en contact avec les services de santé, accompagnaient les malades pour faire leur tests et voir l'évolution de la maladie, ils accompagnaient les cas suspects et aidaient à retrouver les cas contact, etc. Ils ajoutent qu'il y a plusieurs volets dans le volontariat, comme la citoyenneté, l'unité nationale la cohésion sociale et que plusieurs jeunes ont reçu une formation initiale pour leur permettre d'intervenir efficacement auprès des populations. Ils ont également précisé que dans chaque wilaya il y a les délégations et les inspections de la jeunesse, avec des points focaux du programme 'Watanouna'. Moussa Dia et Souvi Mohamed, sont des sportifs qui ont toujours fait du volontariat. Ils le font par devoir. « Le pays nous a tout donné. Nous avons reçu une éducation et beaucoup de choses. C'est un devoir pour nous de nous investir et de donner de notre temps aux populations quand le pays traverse des moments de crise comme actuellement avec la pandémie du covid-19 » concluent-ils.

“Ma politique en faveur de la jeunesse sera axée sur la formation, la création d'emplois durables et la responsabilisation de notre jeunesse. Dans ce cadre, j'instituerai un service civil volontaire dénommé “Watanouna”, qui offrira aux jeunes les conditions propices pour consacrer, de façon volontaire, une partie de leur temps à différentes formes d'expressions de la solidarité nationale dans le cadre d'actions de développement local, d'éducation et d'appui conseils à d'autres jeunes et aux communautés.”

Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani (Mes Engagements)

Le programme « WATANOUNA »

Watanouna est un programme pour stimuler l'engagement citoyen des jeunes en Mauritanie. Son objectif est de donner l'opportunité à tous les concitoyens, en particulier aux jeunes, de consacrer un peu de leur temps à des activités de bénévolat, au service du développement de leur pays, au-delà de leurs différences. Offrir de son temps, est tout aussi louable que de faire un don à une organisation qui nous tient à cœur.

Le bénévolat est un choix volontaire prenant appui sur des motivations et des options personnelles très diverses : être utile à la société, défendre une juste cause, occuper son temps libre, avoir une vie sociale, acquérir une compétence...

Le contexte actuel du Covid 19 avec ses conséquences sociales constitue une opportunité pour les jeunes de s'engager aux côtés des acteurs publics et privés et des partenaires internationaux, dans la riposte globale.

Le plan de riposte du gouvernement prévoit un certain nombre de mesures parmi lesquelles l'identification des personnes les plus vulnérables au choc provoqué par la pandémie qui les a privées de tout moyen de subsistance. Seul, le gouvernement ne parviendra pas à les identifier, encore moins à leur faire parvenir le minimum nécessaire.

Watanouna souhaite, à travers la précieuse et généreuse collaboration des jeunes, constituer au plus vite un corps de volontaires pour appuyer ces efforts.

Des fédérations sportives au service d'une jeunesse dynamique



Par ABDELKADER SY

Le sport est l'une des distractions préférées de la jeunesse et en même temps le spectacle favori des foules. C'est aussi l'activité proposée par des éducateurs pour assurer la formation de la personnalité et le développement des qualités, du caractère, le procédé employé par les gouvernements pour cultiver l'énergie, éveiller l'esprit combattif.

Il est désormais admis que le sport participe à l'éducation permanente, à la formation aux fins du développement harmonieux et intégral de l'individu. Parmi ces avantages, on retient également la participation à l'équilibre et à la santé de la société. En effet, il représente, pour la jeunesse notamment, un moyen important contre l'oisiveté, la délinquance et l'inadaptation sociale. Il joue son triple rôle de distraction, d'éducation et de formation de la jeunesse.

44 fédérations déléguées par le ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports

Le ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports a pour mission de concevoir, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer les politiques natio-

nales en matière d'emploi, de la jeunesse, des sports et des loisirs. De ce fait, il est chargé de la coordination, du contrôle et du suivi des activités socio-éducatives, au développement du sport de masse et des activités de loisirs sportifs. Le ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports se charge aussi du développement du sport de haute compétition et du suivi des activités du mouvement associatif national de jeunesse, de sport et de loisirs.

A ce titre, le ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports délègue ses pouvoirs aux fédérations qui sont élues démocratiquement par les clubs qui leur sont affiliés. Le ministère, par le biais de la direction du Sport de Haute Compétition, se charge également d'orienter et d'assister le suivi de la mise en œuvre des plans de préparation et de la compétition des athlètes de haut niveau et des équipes nationales en relation avec les fédérations nationales concernées.

La direction du Sport de Haute Compétition propose les contrats d'objectifs qui seront soumis aux athlètes de haut niveau, aux équipes nationales ainsi qu'aux fédérations nationales sportives. Par cette démarche, elle contribue à la mise en place d'un système unifié des athlètes d'élite. Cette même direction est chargée de gérer les 44 fédérations nationales sportives qui tiennent régulièrement des assemblées générales dont 32 bénéficient de subventions annuelles de l'Etat. Au total, 34 d'entre elles parmi les plus actives c'est-à-dire qui déroulent un programme et exécutent un programme annuel profitent d'un appui financier de manière régulière à l'occasion de la journée nationale du sport en plus de leur subvention. Ces fédérations dont

la plupart sont affiliées au Comité national Olympique et Sportif Mauritanien bénéficient d'appuis financiers provenant de la Solidarité olympique, filiale du Comité International Olympique (CIO) à l'occasion des compétitions sous régionales, continentales et internationales tels que les titres de transport aller et retour des équipes nationales et des clubs. Parce qu'ils représentent le pays dont ils défendent les couleurs. Toutefois, l'opération d'appui se fonde sur la base d'un dossier bancaire bien ficelé qui tient compte de la nature et de l'importance de la compétition, du nombre d'athlètes. Sur la base de ces données, une enveloppe est dégagée par l'Etat mauritanien pour prendre en charge les équipes nationales et les clubs engagés dans des compétitions internationales.

La FFRIM: des progrès indéniables sur la scène internationale

La Fédération de Football de la Mauritanie, plus connue sous l'acronyme de FFRIM, est une association nationale créée le 22 novembre 1961. Elle est régie par la loi 64.098 du 9 juin 1964. Ses statuts adoptés le 28 septembre 2013 sur la base des statuts de la FIFA. Elle reçoit délégation du département en charge des Sports à l'effet de gérer, développer, promouvoir et contrôler le football sur toute l'étendue du territoire national. La FFRIM est neutre d'un point de vue politique et confessionnel. Toute discrimination d'un pays, d'un individu ou d'un groupe de personnes pour des raisons d'ethnie, de sexe, de langue, de religion, de politique ou

pour toute autre raison est expressément interdite sous peine de suspension ou d'exclusion. La Fédération de Football de la Mauritanie a notamment pour objet :

- d'améliorer constamment le football et de le promouvoir, le contrôler et le réglementer sur l'ensemble du territoire de la Mauritanie en tenant compte du fair-play et de son impact universel, éducatif, culturel et humanitaire et ce, en mettant en œuvre des programmes de développement et en faveur des jeunes ;
- d'organiser les compétitions de football association sous toutes ses formes au niveau national, en définissant au besoin, de façon précise, les compétences concédées aux différentes ligues qui la composent ;
- de fixer des règles et des dispositions et de veiller à les faire respecter ;
- de sauvegarder les intérêts communs de ses membres ;

de respecter les Statuts, règlements, directives et décisions de la FIFA, de la CAF et des autres organismes dont elle est membre, ainsi que des Lois du Jeu afin d'en prévenir toute violation et d'assurer que ces derniers sont également respectés par ses membres ;

- d'empêcher que des méthodes ou pratiques ne mettent en danger l'intégrité du jeu ou des compétitions ou ne donnent lieu à des abus dans le sport de football association ;
- de contrôler et superviser toutes les rencontres amicales de football association sous toutes ses formes qui se disputent sur l'ensemble du territoire de la Mauritanie ;
- de gérer les relations sportives internationales en matière de football association sous toutes ses formes ;
- d'accueillir des compétitions de niveau international ou autres.

Sa durée est illimitée.

Son siège est fixé à Nouakchott, capitale de la Mauritanie. Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire sur décision de l'Assemblée Générale.

La FFRIM compte aujourd'hui près de 65 000 licenciés dont 500 bénévoles.

- 64690 licenciés (au 31 décembre 2018)
- 583 clubs
- 8300 matchs par an
- 15 ligues régionales
- 500 bénévoles

Et près de 110 collaborateurs veillent chaque jour à l'organisation et la promotion du football en Mauritanie.

La FBBRIM : de l'animation à la création

La Fédération Mauritanienne de Basket-ball est une association nationale de droit privé reconnue par l'Etat mauritanien depuis le 20 mars 1963 sous le récépissé de déclaration n° 107/108. Elle a été successivement présidée par M. Sy SECK, inspecteur de l'Enseignement primaire ; M. Thierno Ousmane FALL, directeur de collège ; M. Gabriel HATY, conseiller à la présidence ; M. Navel THIAM, re-

présentant de Mobil; Général Ndiaga DIENG, Chef de l'État-major de la Gendarmerie Nationale et depuis octobre 2015, M. Youssouf FALL, ambassadeur, ex secrétaire général de la Conférence des Ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie (CONFESJES) dont le siège est à Dakar, au Sénégal. Elle a pour objet de contrôler, d'organiser et de développer le basket-ball sur toute l'étendue du territoire national et de créer un lien entre les clubs, les ligues et les associations reconnues. Elle vise aussi à entretenir des relations avec les fédérations de basket-ball des autres pays et avec les pouvoirs publics. La FBBRIM a pour objectif global de permettre une plus grande pratique du basket-ball en Mauritanie, de contribuer ainsi à l'amélioration du capital santé de nos populations, de la productivité, et au renforcement de la cohésion sociale. Elle se propose de mettre en place une administration forte et performante, dotée d'outils modernes de gestion, déroulant des programmes ayant un impact réel sur le développement du basket-ball national afin de le hisser au niveau qu'il avait connu par le passé sur la scène arabe, africaine et internationale. Ce comité directeur est composé de quatorze (14) personnes, pour la plupart membres de la famille du basket-ball, élus par l'Assemblée Générale de la fédération.

Son actuel président est M. Youssouf FALL qui fut, ancien capitaine de l'équipe nationale, directeur technique national de la Fédération, Président de la Fédération des Sports Scolaires et Universitaires, Président de la Fédération de Judo, Vice-président du Comité National Olympique, directeur du Centre National de Formation des Cadres, directeur National des Sports, conseiller technique du ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de mission puis Secrétaire Général de la CONFESJES de 2005 à 2013.

Son Secrétaire Général est Monsieur Amadou Ousmane MBODJ, ancien joueur de l'équipe nationale, directeur technique national de la Fédération, directeur national des Sports.

La Fédération comprend 4 Présidents d'honneur, un Comité de sages de 6 personnes, un Comité directeur de 14 membres élus, 12 Commissions fédérales, 9 Ligues régionales de basket-ball, 17 Clubs dont 9 à Nouakchott et 8 dans les régions (un par région), 10 équipes féminines dont 6 à Nouakchott, 1 à Nouadhibou, 1 à Rosso, 1 à Boghé et 1 à Kaédi, près de 600 licenciés en Division n°1, des sections juniors, cadets et 16 centres de formation de jeunes. L'Etat octroie chaque année à la Fédération une subvention pour son fonctionnement et prend en charge les frais de participation éventuelle de nos équipes aux compétitions internationales. Le basket-ball fait partie des 3 disciplines sportives prioritaires retenues dans la nouvelle Stratégie de la jeunesse et des sports adoptée le 31 juillet 2015 par le Gouvernement.

Les premières participations d'une équipe nationale de basket-ball de la Mauritanie indépendante remontent aux 2èmes Jeux de la Communauté Française organisés en 1961 à Abidjan, puis aux premiers Jeux de l'Amitié qui se sont déroulés

en 1963 à Dakar et qui ont donné naissance aux Jeux Africains actuels. Le Basket-ball mauritanien avait, vers les années 70 et 80, donné bien des satisfactions à notre pays et fait sa fierté à l'occasion des compétitions arabes, africaines, maghrébines et sous-régionale. Aux championnats d'Afrique seniors, la Mauritanie s'est classée 6ème sur 12 à Abidjan en 1985, 8è sur 11 à Mogadiscio en 1981, 8è sur 11 à Rabat en 1980, 7è sur 10 à Dakar en 1977.

La Mauritanie a été médaillée d'or aux championnats maghrébins des cadets à Rabat en 2000. Elle a remporté une seconde médaille d'or au festival panafricain de la jeunesse (senior) à Tripoli en 1983. Aux jeux de la CEDEAO à Dakar en 1984, elle a occupé la 4ème place. Aux championnats panarabes à Tunis en 1981, elle s'était positionnée au 3ème rang. En 1977, elle est encore 3ème aux jeux universitaires de Tripoli. Médaillée d'argent aux jeux scolaires maghrébins à Alger en 1972 et au tournoi des polices arabes au Koweït en 1975, la Mauritanie a été coachée par plusieurs entraîneurs nationaux et entraîneurs étrangers venus des USA, de l'URSS, de la Corée du Nord, du Sénégal et du Maroc. Un entraîneur mauritanien sert actuellement au Maroc, un autre formé à Leipzig en Allemagne est à la Fédération Française de Basket-ball. Par le passé, des joueurs mauritaniens ont évolué en Côte d'Ivoire, aux Emirats Arabes Unis, au Maroc, en Tunisie, en Algérie. Actuellement, d'autres monnaient leurs talents en Algérie, au Maroc, en France, aux Emirats Arabes Unis et au Sénégal. Le plan d'action stratégique de la Fédération 2017- 2020 assorti d'un plan d'action opérationnel (PAO) chiffré est un précieux guide d'intervention pour la Fédération, les Pouvoirs publics et les Partenaires au développement. Il est décrit ci-dessous. Ce plan est articulé autour de quatre (4) effets ou orientations générales, de 29 produits ou résultats attendus et de 53 actions liées les uns aux autres.

Le coût global du plan est de 1.265.640.000 UM, soit l'équivalent de 3.330.631 euros ou 3.722.631 USD pour 4 ans. La structure des coûts donne une prédominance aux actions de l'Effet (40,61 %), relatives à la construction d'infrastructures, volet, qui, pour l'essentiel, sera soumis à la prise en charge par l'Etat. La deuxième priorité est quant à elle accordée aux actions de l'Effet 3 visant le renforcement des capacités des jeunes talents sportifs (37, 29 %), la troisième à celles de l'Effet 1 visant l'amélioration de la gouvernance de la Fédération (9,08 %) et la dernière à celles de l'Effet 2 : Renforcement des capacités des cadres techniques de la fédération (5, 86 %) . Toutes ces actions seront soumises au financement de l'Etat, de la FIBA et des autres partenaires techniques et financiers.

D'autres fédérations très dynamiques par le passé et qui avaient donné de réelles satisfactions au public ont fini par réduire leur action pour subsister. La Fédération des Jeux de boules a déjà représenté la Mauritanie sur la scène mondiale. Nos boulistes sont connus sur la scène arabe et africaine pour leur adresse et leur génie créateur. La Fédération des Jeux d'Echec a, aussi, fait des percées exceptionnelles sur le triple plan arabe, africain et international. Nos judokas, nos athlètes, nos karatékas, nos handballeurs et nos handibasketteurs ont fait des percées encourageantes sur les plans arabe, africain et international.

L'Association des Scouts et Guides de Mauritanie :

Promouvoir la solidarité par la dynamique associative



Sidi Moustapha Ould BELLALI

La Mauritanie a connu le premier noyau du mouvement scout, au début des années soixante-dix a dit le commissaire général de l'Association des scouts et guides, de Mauritanie, M. Cheikh Said Ahmed Ould El-Bekay, dans un entretien avec l'Agence Mauritanienne d'Information, il a ensuite expliqué que cette association a été officiellement créée en Mauritanie en 1979, après sa reconnaissance par le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation. Ce mouvement était déjà apparu sur le sol mauritanien en 1940 avec certains professeurs de français qui l'appelaient à l'époque « le pionnier ». L'association portait initialement le nom de «Mouvement mauritanien des scouts et guides», mais en raison de son inclination politique, elle est dénommée maintenant «Association des Scouts et Guides de Mauritanie ». Elle est affiliée à l'Organisation Mondiale du Scoutisme qui l'anime via les scouts mauritaniens. Les scouts œuvrent sans cesse pour promouvoir la paix dans les esprits, la solidarité internationale, bannir l'injustice et faire reculer les frontières de la misère... Le slogan des Scouts et Guides mauritaniens est 'Kun Musta'idan', qu'on peut traduire par «Sois prêt».

Ces objectifs sont variés et vitaux : ils visent à renforcer la dimension éducative et pédagogique

proposée aux jeunes Mauritaniens, développer la dynamique associative, promouvoir une Education à la solidarité internationale, au Développement et à la Paix, par les échanges entre jeunes... selon M. Cheikh Said Ahmed Ould El-Bekay, l'association a mené plusieurs campagnes de sensibilisation qui ont couvert plusieurs wilayas du pays. On peut citer en guise d'exemple : une campagne de sensibilisation des jeunes sur la lutte contre l'extrémisme violent, la campagne «Mauritanie d'abords», le programme «Dir Eidak» et le programme de sécurité Rosso (qui consiste à fournir une aide), des ateliers sur la citoyenneté et des programmes de services communautaires....

Médailles obtenues par l'Association

L'association a informé M. Ould El-Bekay a reçu plusieurs décorations et cadeaux des organisations scouts dans le monde, et l'une des plus grandes décorations qu'elle a reçues a été la médaille de « la Huppe » offerte par le Ministère coréen des Affaires Etrangères. Des fonctionnaires ont été spécialement dépêchés en Mauritanie pour remettre la médaille à l'Association. Elle recevra également d'autres médailles arabes et internationales dans les périodes à venir.

Le commissaire général de l'Association a insisté sur la nécessité de diversifier les tutelles de l'Association étant donné que le mouvement est actif dans des groupes d'âges différents, et par conséquent les groupes d'âge du mouvement devraient se répartir

entre plusieurs ministères. Actuellement, le ministère de la Jeunesse et des Sports est la tutelle de l'association, mais il est plus plausible de la mettre sous la tutelle du ministère de l'Education, car l'association a pour première vocation d'éduquer et de promouvoir les valeurs civiques. Il a également rappelé que l'association est une école de la vie et que la majorité des jeunes qui dirigent des fédérations sportives proviennent du mouvement où ils ont acquis leurs premières formations.

Renforcement de la dimension éducative et pédagogique

Au cours de la première phase du projet de partenariat (1992-1994), une enquête nationale (enquête narrative) a été réalisée en partenariat avec le PNUD, l'UNICEF, et le Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et des Sports. Cette enquête était destinée à identifier les besoins et aspirations des jeunes mauritaniens. Elle distinguait quatre tranches d'âge (8-12 ans, 13-15 ans, 16-19 ans et 20-25 ans). L'exploitation des résultats de cette enquête a permis d'organiser plusieurs séminaires dotés d'une double dimension (nationale et internationale). L'objectif de ces manifestations était la conception de propositions éducatives adaptées aux besoins de la jeunesse mauritanienne. Le travail n'ayant pas abouti, il était indispensable de le reprendre afin de le traduire dans les faits. Ce travail sert de référence à l'UNICEF et ses conclusions sont aujourd'hui reprises par le Comité Sectoriel qui travaille sur

Développer la dynamique associative

L'Association des Scouts et Guides de Mauritanie est aujourd'hui présente dans les wilayas. Cependant, la présence du Scoutisme dans ces régions se limite à leur chef-lieu pour l'essentiel et est matérialisée par une structure régionale qui est chargée de suivre les activités des groupes existants et de soutenir le développement du scoutisme au niveau de leur Wilaya. L'objectif doit être de consolider les structures existantes mais aussi et surtout d'élargir la base du mouvement vers la région et les départements non encore touchés en y implantant des commissariats suffisamment structurés (patrouilles, unités, groupes) pour asseoir un mouvement solide à même de se prendre en charge et de jouer pleinement la mission qui lui est impartie.

Promouvoir une Education à la solidarité internationale, au Développement et à la Paix, par les échanges des jeunes

Depuis le début des années quatre vingt, les Scouts et Guides de Mauritanie accueillent chaque année des jeunes Scouts de divers horizons (Compagnons et jeannettes de France, Scouts ressortissants des pays Arabes, Scouts ressortissants de certains pays d'Afrique, Guides de France...). Cela permet de se découvrir et, bien entendu, d'enrichir leur compréhension du monde, ce qui engendre comme conséquence une meilleure acceptation de l'autre abstraction faite de sa race ou de sa culture. Les jeunes y apprennent à travailler ensemble, à vivre ensemble des moments forts dans un contexte multiculturel.

L'Association des Scouts et Guides de Mauritanie représentative d'une société pluriethnique se fixe comme objectifs d'œuvrer inlassablement à promouvoir cet échange aussi bien sur le plan national qu'international. C'est pourquoi la nouvelle phase du projet SGDF/ASGM a soutenu cet objectif dont



les retombées positives sur les jeunes impliqués ainsi que leur famille et leur entourage sont d'une grande importance au moment où le monde a plongé dans un imbroglio où toutes les valeurs périssant risquent de nous placer dans un nouvel ordre de réalités au péril incontrôlable.

Le développement de l'Association des Scouts et Guides de Mauritanie passe par l'élaboration et la large diffusion de documents pédagogiques adaptés aux réalités mauritaniennes à l'échelle nationale. Cela permet de combler le vide né de l'inexpérience et du manque du vécu scout chez les responsables comme chez les jeunes membres de l'ASGM ainsi que les difficultés de communication.

Consolider les acquis en matière de Formation

Lors des précédents projets, les étapes de formation d'un chef d'unité ont été définies et même ont été sanctionnées par quelques stages de qualification. Présentement les priorités arrêtées se résument : affiner et préciser le contenu de ces stages et de

finir une politique de formation plus vaste afin de permettre aux adultes de poursuivre leur formation bien au delà de la formation de chef d'unité, former des formateurs nationaux capables de prendre en charge la formation de chef d'unité, poursuivre et amplifier le travail de formation de chefs d'unité.

Elaborer les différentes propositions éducatives de telle sorte que leur contenu puisse donner satisfaction aux jeunes scouts qui retrouveront ainsi dans le mouvement une réponse éducative à leurs besoins, à leurs attentes et ainsi pouvoir continuer à vivre le mouvement non pas comme une méthode scolaire ennuyeuse mais une auto-éducation par l'action qui permet d'apprendre en jouant.

Le Mouvement des Scouts et Guides de Mauritanie (M.S.G.M) a été créée en 1946, et devient un membre de l'Organisation Mondiale du Mouvement Scout (OMMS) en 1983. Il est aussi membre associé de l'Association Mondiale des Guides et des Eclaireuses (AMGE). L'Association des Scouts et Guides de Mauritanie est co-éduquée (éducation concertée des garçons et des filles). Son programme met un accent sur la formation civique, morale, intellectuelle et physique des jeunes âgés de 7 à 30 ans, dans les principes de l'Islam. Les Scouts sont engagés dans des projets de plantation notamment, dans un objectif de lutte contre la désertification. Ils ont également une action importante dans la sensibilisation sur les MST, la nutrition, le paludisme... Les scouts œuvrent sans cesse pour promouvoir la paix dans les esprits, la solidarité internationale, bannir l'injustice et reculer les frontières de la misère. Ce Mouvement est la plus ancienne structure regroupant plusieurs centaines des jeunes autour des principes du volontariat et du bénévolat: Structure : Louveteaux / Louvettes, de 6 à 12 ans ; Scouts / Guides, de 13 à 17 ans ; Routiers / Guides aînées, de 18 à 22 ans Adultes dans le mouvement, 22 ans et plus. Le slogan des Scouts et Guides mauritaniens est (ادعتسم نك) Kun Musta'idan, qu'on peut traduire par «Sois Prêt».



Espaces de loisirs :

Des efforts axés sur la modernisation et l'opérationnalisation des infrastructures



Par Babouna Diagana

Les activités socio-éducatives, le sport et les loisirs représentent des enjeux importants sur les plans éducatif, culturel, social, économique et politique. Dans le cadre d'une politique intégrée d'accès à des espaces jeunes adéquats et répondant à leurs attentes, loin des cadres fermés manquant de convivialité et de vie, le Ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports entend mettre en place sur (les) moyens propres de l'Etat de nouveaux espaces jeunes (Nouvelle appellation de la maison des jeunes et terme plus approprié selon le Directeur Général de la Jeunesse, Mohamed Ould Sidi Med Ould Chouabine), disposant d'un niveau de confort permettant, la détente, le loisir la rencontre, l'échange et surtout la pratique en toute quiétude des activités socioéducatives, de loisirs et sportives. Notons que les infrastructures de jeunesse et des sports construites ces dernières années ont coûté plus de 5 milliards MRU financées essentiellement à partir du CAS (Compte d'Affectation Spéciales) alimenté par le prélèvement de 1% des recettes douanières et destiné au développement des infrastructures de jeunesse, des sports et de la culture et c'est sur ce même fonds que seront financés les infrastructures en cours de programmation mais avec une rigueur exigeant la qualité et le respect des normes a précisé le directeur général de la jeunesse.



Il ne saurait y avoir d'épanouissement de la jeunesse mauritanienne sans infrastructures adéquates. Ces infrastructures, malheureusement, même si elles existent, sont soit, dans un piteux état et ne sont plus opérationnelles, soit ne répondent plus aux

nouveaux besoins des jeunes. C'est pourquoi, le Ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports est en train de les mettre à niveau en procédant également à leur extension. Un espace de jeune a déjà été inauguré lors du 59e anniversaire de l'indépendance nationale en Inchiri. Trois autres à Tarhil, à Tavragh ZEINA et à Nouadhibou devraient voir le jour en 2020. Ils n'ont pu l'être en raison des retards dus à la pandémie du Covid-19 qui sévit dans le pays. Le directeur général de la Jeunesse a promis que les travaux vont démarrer très prochainement et des espaces jeunes seront construits sur l'ensemble du territoire national selon des critères de priorisation. Tous les jeunes dans leurs différentes composantes aussi bien en milieu urbain que rural, bénéficieront de ces infrastructures.

Ces maisons des jeunes seront dotées d'un Guichet emploi, d'un incubateur pour les projets des jeunes, de salles de jeux et d'autres moyens de distraction permettant aux jeunes

de s'adonner aux théâtres et à d'autres activités socioculturelles. A cela, il faut ajouter des aires aménagées dans lesquelles ils peuvent pratiquer le sport.

Actuellement, d'après le directeur général, le loisir le plus prisé des jeunes mauritaniens est le football qu'ils pratiquent et en suivent les compétitions internationales partout même dans les ruelles dans des conditions pas très sûres gênant ainsi le passage des personnes. Les jeunes s'investissent beaucoup également dans les jeux électroniques accessibles grâce à Internet. Dans un cas comme un autre a dit le directeur général, l'ambition du département de la Jeunesse est de faire en sorte que ces jeux se pratiquent dans des espaces sécurisés notamment en ce qui concerne les jeux électroniques. Les réseaux sociaux et les NTIC étant une arme à double tranchant.

Mettre l'accent sur les loisirs traditionnels

Le ministère compte également mettre l'accent sur les jeux traditionnels dont regorge notre patrimoine culturel en quantité et en qualité. Cela demande une vulgarisation et une sensibilisation car, beaucoup de jeunes ignorent ces jeux et d'autres tentent de rompre avec tout ce qui est traditionnel. En créant les meilleures conditions de leur pratique, les jeunes pourront y trouver un grand intérêt. Parmi ces loisirs on peut citer entre autres, les jeux de dame, heib, ect. D'autres non moins importants pourraient être améliorés pour inciter les jeunes à les pratiquer afin de sauvegarder nos traditions et nos spécificités culturelles.

Impliquer le secteur privé dans la création de loisirs

Les initiatives privées dans le domaine des loisirs ne manquent pas. Des espaces de jeux existent un peu partout surtout à Nouakchott mais ils ne répondent pas aux normes internationales de sécurité. Ce sont des espaces qu'il convient de contrôler dans la mesure où ce sont des entreprises qui génèrent des revenus et créent des emplois qu'il convient d'inté-



grer dans le circuit économique du pays. L'Etat ne peut pas à lui seul répondre aux multiples besoins des jeunes. L'intervention du secteur privé est la bienvenue pourvu que cela se fasse dans les règles de l'art. D'ailleurs, c'est un domaine porteur dans lequel les jeunes peuvent s'investir à l'avenir.

La jeunesse, c'est un état d'esprit

Pour le directeur général, la jeunesse c'est la tranche d'âge allant de 15 à 35 ans. C'est la définition de la charte africaine de la jeunesse. En Mauritanie, on a l'habitude de dire que la jeunesse est un état d'esprit. Au niveau du département de la Jeunesse, a-t-il ajouté « nous axons nos interventions sur la frange située entre 15 et 25 ans. C'est en fait, l'âge de la socialisation des jeunes à l'école et à l'université. Nous travaillons aussi avec des jeunes d'un âge plus avancé jusqu'à 45 ans. Ceux-là sont en général, très actifs dans les mouvements associatifs et peuvent nous aider à encadrer les plus jeunes ».

Quelques espaces de loisir en Mauritanie

Peu de loisirs en Mauritanie dit-on. Côté sport, notre pays ne s'illustrait pas vraiment par le dynamisme de ses équipes nationales. Aujourd'hui, la donne a changé surtout depuis que l'équipe nationale, les Mourabitounes, s'est qualifiée à la CAN (Coupe d'Afrique des nations) en 2019. Certaines pratiques sont en revanche largement plébiscitées par les citoyens.

Le Dhamet

Le jeu emblématique et le plus connu est le Dama (ou Dhamet). Essentiellement pratiqué par les hommes. Il se joue généralement sur un plateau de jeu de 9 x 9 cases (ou points), mais on peut aussi croiser des parties de dama sur des plateaux plus petits.

Tir à la cible

La Mauritanie a une solide tradition de tir à la carabine. Autrefois inculqué par les pères à leurs enfants comme signe de virilité et d'adresse, la pratique s'est muée en sport récréatif. Disposant d'une fédération, l'Union mauritanienne pour le tir à la cible. Cependant, pour une poignée d'ouguiyas, vous pourrez vous exercer sur la plage de Nouakchott. En ville, également, il n'est pas rare de voir un homme, la carabine sur l'épaule.

La pétanque

Avec ses nombreux clubs, la pétanque a la côte en Mauritanie. Le championnat national est bien structuré, les boulistes ont leur fédération implantée dans chaque région du pays. De nombreux concours et coupes de pétanque viennent rythmer la vie des boulodromes de la capitale et des grandes villes régionales, notamment à Atar. L'équipe nationale est d'ailleurs médaillée de bronze des championnats du monde derrière Madagascar ... et la France !

L'importance des loisirs pour les jeunes

Les loisirs ont des impacts déterminants sur l'état de santé des jeunes et sur leur développement personnel et social. Participer à des programmes récréatifs (peinture, théâtre, etc.) est un moyen d'apprendre de nouvelles compétences. Ils contribuent au développement de certaines capacités et attitudes qui permettent de relever des défis dans un cadre plus sécurisé. Cette possibilité de faire face à des risques et de prendre ses responsabilités dans un environnement contrôlé accroît l'estime de soi et surtout la confiance en soi. Quand les jeunes s'amusent, ils apprennent mieux à extérioriser leurs sentiments. Il est plus facile de rencontrer d'autres jeunes et de se faire des amis pendant les activités récréatives ou les jeux. Les loisirs stimulent le développement social des jeunes, aussi bien des enfants que des adolescents. De nombreuses activités récréatives attirent par leur caractère participatif. Être membre d'une équipe de sports collectifs (football, handball, volleyball, etc.) renforce l'esprit d'équipe et la collaboration.

Rôle des centres de loisirs

Ils permettent de vivre de nouvelles expériences hors de l'école ou de la cellule familiale. Ces structures sont des espaces de socialisation où les jeunes découvrent ce que sont réellement les règles de vie collective, le sens de la communication, l'empathie, l'écoute et le partage. Les animateurs y occupent un rôle primordial puisqu'ils encouragent les jeunes participants à s'épanouir à leur propre rythme dans les activités ludiques proposées. Les jeunes et les adultes ne s'investissent pas de la même façon, mais les loisirs les aident tous à développer leur sens des échanges et des responsabilités. Avec leurs infrastructures spécialisées, ces centres combinent parfaitement détente et loisirs. D'ailleurs, ce ne sont pas les opportunités qui manquent pour occuper les jeunes avec des activités récréatives adaptées à leur âge.

Chantiers d'avenir pour génération en devenir

Le ministère de l'Emploi, de la jeunesse et des Sports a connu récemment des transformations fulgurantes. Non seulement le département a quitté les bâtiments surannés qui l'ont abrité plus d'un demi-siècle et occupé un nouvel immeuble flambant neuf aux bureaux cossus, mais il a connu des transformations en profondeur qui le préparent à ses nouvelles missions désormais plus ambitieuses, mieux définies et plus en harmonie avec la nouvelle configuration du département qui intègre emploi, jeunesse et sport engendrant ainsi une plus grande synergie.

De département amorphe, le ministère de la jeunesse devient une pépinière de création d'emplois à la faveur de projets innovants qui, par delà leur impact direct, vont structurer l'approche emplois jeunes pour les futures années, en mettant sur le marché une force de production qualifiée, autonome et intégrée dans le tissu économique locale. Les chantiers de formation technique et scientifique en cours alimenteront par leurs cursus spécialisés les besoins naissants en termes de qualifications pertinentes au fur et mesure de la montée en puissance des pôles régionaux de formation professionnelle qui ont pris le pas sur les structures parcellisées, coûteuses et inefficaces.

En s'inscrivant davantage dans la prospective, le ministère de l'Emploi, de la jeunesse et des Sports œuvre à mettre en place une architecture complète et pérenne à travers des axes stratégiques de prise en compte des facteurs d'épanouissements de la jeunesse à travers la formation et l'emploi qui sont sources d'équilibre et de cadre de vie digne et



décent, et à travers, aussi, le sport et les loisirs qui cultivent l'excellence et le dépassement.

Le département continue à privilégier une approche inclusive et participative dans l'élaboration et la conduite de sa stratégie de développement du secteur grâce aux concertations les plus larges possibles avec les jeunes de tous horizons, les institutions de jeunesse et de sport et des fédérations nationales sportives. Concertation, participation et interactivité demeureront au centre de la démarche du département dans la mise en œuvre de sa stra-

tégie de développement pour les cinq prochaines années.

Emploi et entrepreneuriat jeunes, sports loisirs, culture de tolérance et ancrage des valeurs civiques seront au centre de cette stratégie.

Le ministère de la jeunesse continuera à mobiliser toutes ses ressources pour induire les changements qualitatifs indispensables à la responsabilisation, à l'intégration et à l'épanouissement de la jeunesse.

Le département mettra davantage l'accent sur l'accompagnement de nos structures sportives en leur offrant la possibilité de développer leurs compétences et de cultiver leurs talents à travers un meilleur encadrement et une plus grande participation aux compétitions régionales, continentales et internationales.

La poursuite des projets de création d'emplois jeunes, la mobilisation de financements adaptés à l'entrepreneuriat jeune, l'éclosion des nombreux chantiers, la création d'espace de jeunesse et la réhabilitation des anciennes maisons des jeunes et leur transformation en centres pluridisciplinaires, en plus de l'encouragement des activités sportives, de l'organisation de forums de jeunesse, d'appui à la créativité et à l'innovation contribueront efficacement à l'intégration et à l'épanouissement de la jeunesse.

Le département entend mettre à profit ses partenariats et les dynamiser pour susciter la plus grande synergie au service d'une meilleure efficacité, notamment avec les autres structures gouvernementales, les organismes internationaux, les institutions de formation technique et professionnelle ainsi que l'ANAPEJ, la CDD, la BCM, TAAZUR, le patronat mauritanien en plus des structures de jeunesse de la société civile.

HMS



Plus qu'une simple
impression



GRAMMAGES DISPONIBLES :
65GR - 350GR

FORMATS PAPIER DISPONIBLES :
A6 - A0

CAPACITÉS DE PRODUCTION :
200 000 IMPRESSION PAR HEURE

Le Made In Mauritania s'exporte en europe!

L'imprimerie **AL MAZAYA** est le leader national dans le domaine de l'impression OFFSET en Mauritanie.

Nous accompagnons localement, les sociétés, ONG, associations et établissements scolaires pour la réalisation d'impression sur mesure.

Nos 5 engagements qualité

1. la satisfaction clients
2. L'amélioration continue de nos processus de:
santé et sécurité au travail, qualité, coût et délais
3. Le développement de partenariats avec les parties intéressées.
4. Le développement des compétences |
Engagement du personnel
5. Le respect des exigences légales et environnementales



NOS MACHINES D'IMPRESSION

Impression offset



Impression banderoles



Impression numerique

